

# INFORMATIONS Correspondance OUVRIERES

# LUTTES

le Numéro : 2 F ! - MENSUEL

N° 105 - MAI 1971

## SOMMAIRE

Stratégie, tactique et imagination	1
Luttes en France	6
Grande-Bretagne	20
Belgique	25
U.S.A.	30
Italie	31
A propos de Lénine	32
Notes de lecture	36
Publications	40

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

A TOUS LES GAUCHISTES

## Stratégie, tactique et imagination

Le mois de mars 1971 restera marqué par de « brillantes victoires » gauchistes : entre autres et à *quelques jours de distance* les deux pièges à rats de la réunion contre l'avortement (Mutualité) et le meeting d'Ordre Nouveau du 9. Comme dit l'autre, encore quelques victoires comme ça et on est flambés !

Comme tout cela n'est pas très marrant finalement, je cesse de rire et en viens à l'essentiel : allons-nous bientôt tenter de faire enfin fonctionner nos petites têtes et cesser de penser avec nos couilles, comme des paras ? Cette dernière comparaison étant d'ailleurs fautive puisque ce sont précisément les fascistes qui commencent à réfléchir alors que les gauchistes, les « révolutionnaires », à l'instar du taureau, foncent tête baissée dans tous les panneaux ou bien, tels de bonnes chevrettes, s'attachent eux-mêmes au piquet, le tout se terminant de la même manière : le sacrifice, l'abattoir. Allons-nous encore longtemps offrir aux fafs, à la police, au gouvernement, et bien sûr aux stals, le rare plaisir d'assister à notre autodestruction (je reviendrai sur ce mot), au massacre des copains — quelles que soient par ailleurs nos divergences — souvent parmi les plus jeunes ?

Sommes-nous finalement, soit des débiles, soit des des masochistes, ou bien encore certains d'entre nous cherchent-ils, inconsciemment ou non — on en arrive à se le demander — à servir les vœux du quatuor pourri mentionné plus haut ? Non ? Alors il paraît urgent de reconsidérer notre tactique et notre stratégie, et surtout de faire revenir dare-dare *l'imagination* dans notre camp car il semble bien qu'elle l'ait déserté au profit du volontarisme le plus infantile, de l'autosatisfaction la plus dangereuse.

Il n'est que temps de nous remettre en question — attitude révolutionnaire normale, non ? — si nous ne voulons pas courir *au désastre* et, je le répète, au massacre de copains dont tout militant conscient est comptable et qu'il *doit* empêcher, même et surtout si sa critique n'est pas populaire, pas dans le vent de l'histoire. C'est pourquoi cet article est en fait une lettre ouverte s'adressant à *tous* les gauchistes, y compris les centralistes de tout poil, en espérant que même chez eux des critiques et une volonté d'élémentaire lucidité se font jour au moins chez certains, surtout après les fait dont nous allons reparler.

## Sur deux exemples

En fait, cette lettre n'a pas l'ambition de revoir l'ensemble des problèmes tactique-stratégie posés aux gauchistes, travail au-dessus de nos moyens et de toute manière à effectuer par l'ensemble. Elle se propose plus simplement d'examiner, de manière rapide, nos comportements et ceux de l'adversaire, à la lumière des derniers affrontements, et plus particulièrement celui avec Ordre Nouveau.

Pour qui ne veut pas se boucher les yeux, une évidence s'impose : dans les deux passages de gueules de la Mutualité (meeting contre l'avortement) et celui du Palais des Sports le 9, les gauchistes se sont fait « baiser » en beauté, tombant dans deux pièges savamment tendus. Le premier concerne éléments centralistes et libertarisants confondus (Secours Rouge, V.L.R. anars), le deuxième touche plus nettement les centralistes (Ligue communiste, divers maos) flanqués de certains « inorganisés », n'ayant pas cette fois l'excuse minimum de la surprise. On s'aperçoit ainsi qu'à la Mutu, des camarades, épaulant par ailleurs les filles du M.L.F., sont allés au casse-pipe les mains dans les poches, alors que les fafs avaient pensé, eux, que le sujet attirerait les gauchistes : une simple mise en scène (service d'ordre « bidon » apparent, irruption ensuite des cogneurs une fois le gibier pris au piège) suffisait alors, avec l'appui et le parachèvement des flics bien entendu, pour nous écraser, ce qui fut fait. Bon, mettons que nous avions sous-estimé les facultés intellectuelles de ceux d'en face, ça peut arriver d'être trop confiants, on peut se relâcher, admettons. Mais cet avatar devait déjà nous mettre un peu la puce à l'oreille, non ? nous avertir, par exemple, que les fafs ont des mecs moins cons (peut-être seulement un ou deux d'ailleurs, ou des « conseillers » de Marcellin, peu importe) parmi eux, que ce genre de chose peut se reproduire *chaque fois* qu'un thème, même présenté par une organisation d'apparence anodine, risque de nous attirer et donc de

nous y préparer en conséquence, ne serait-ce qu'en en discutant. Qu'en a-t-il été ? pas de nouvelles. Passons. Là-dessus arrive le meeting d'Ordre Nouveau, annoncé depuis une semaine déjà : gros comme une maison, le piège ! Oui, bien sûr, les stals insistent sur la « provocation » résultant de la proximité des chères élections et, de fait, ce n'est sûrement pas un hasard si « on » a choisi cette date du 9 et ses acteurs à croix celtique, encore que ces histoires de soupe nous concernent peu.

Mais, d'autres faits nous concernent plus directement. Tout le monde sait, par exemple, que si nous répondons à la foire fasciste par une attaque frontale (biceps contre biceps, casques contre casques !) nous allons d'abord trouver devant nous la flicaille, bien avant les fafs, si jamais nous trouvons ceux-ci ! Sans parler de l'utilisation facile pouvant être faite auprès des bonnes gens d'un affrontement direct avec les flics (« Comme vous le voyez, déclarera un bon apôtre Marcellin venu le 9 vers minuit féliciter les forces de l'ordre plus ou moins nouveau pour leur boulot, *il est nécessaire de maintenir des forces de police importantes dans la rue* ») tout ça après le fameux « dialogue » où les poulets n'eurent pas souvent le beau rôle et la cote d'amour, comme par hasard encore !

Plaçons-nous maintenant uniquement sous l'angle tactico-stratégique : que voulions-nous tous le soir du 9 ? « casser » le meeting faf ? bon. Mais alors une attaque frontale attirant *ipso-facto* la cogne avec les flics — c'est bien connu : on agite la marionnette fasciste, guilligüilli, le gauchiste voit rouge, foncc... et tombe sur le C.R.S. — et le risque que ce soit avec eux seuls, notre objectif et nos méthodes étaient-ils réellement adaptés à la situation ? Autre chose : le magistral « sandwich » (fafs d'un côté, flics de l'autre) dans lequel risquaient d'être pris nombre de copains, piège aveuglant dans lequel nous allions en toute (in)conscience, ce qui pose tout de même quelques questions...

## Sur l'imagination

Mais alors, si nous ne courions au guet-apens, fallait-il ne rien faire ou bien y aller en se disant « plutôt ça que rien du tout ». Quitte à choquer de nombreux camarades, je répons : « Plutôt ne rien faire que faire ça ». En disant « ça », je vise d'abord l'action militarisée, volontariste, des groupes trotskystes genre Ligue bien sûr, mais aussi la résignation, l'acte suiviste quasi désespéré de camarades anti-centralistes allant au rendez-vous sans connaissance des lieux, sans préparation, sans équipement, victimes toutes désignées pour les matraques du flic et du fasciste.

Cela dit, ne pouvait-on *réellement* rien faire d'autre ? Plusieurs jours avant le 9, certains d'entre nous ont tenté de proposer une autre action : profiter de la concentration flics-fafs pour opérer une ou des diversions dans Paris, ce qui fut rejeté de la belle manière par le chœur des durs de durs : « L'honneur de la révolution exige que nous allions là-bas, etc... ». Sans commentaire. Et c'est là que nous retrouvons l'imagination. Plutôt que de masser « des troupes » devant le Palais des Sports, avec tous les risques inhérents, ne pouvait-on travailler du cerveau plutôt que du masque - Etait-il vraiment impossible (dans ces cas-là, on va fouiner quelques jours avant, reconnaître les lieux, sans attendre le matin même de la date fatidique, sinon on y retrouve les fascistes qui, eux, ont pris leurs précautions) d'imaginer par pure hypothèse quelques camarades déterminés,

bien tranquilles d'allure, allant au dit meeting et se glissant dans le parking fafa pour un feu de joie qui aurait peut-être plus embêté les néo-hitlériens que des charges se situant à plusieurs centaines de mètres de là ! C'était surveillé, répondra-t-on, mais n'avons-nous jamais opéré en commandos, dans des circonstances guère moins difficiles parfois ? Et puis, cette solution étant écartée, n'y en avait-il vraiment aucune autre que celle de la ruée autodestructrice ? Car je maintiens le mot (1), s'autodétruit ou risque fortement de l'être, *celui qui choisit délibérément le terrain de l'adversaire*, celui qu'il lui a préparé. Il est quand même curieux de constater que ce sont aux grands stratèges des mouvements « sérieux » qu'il faut rappeler de pareilles évidences : pas besoin d'être Clausewitz pour comprendre ça !

Sur l'imagination toujours : apparemment ce sont encore les fascistes qui en avaient le plus, ceux-ci s'inspirant par exemple de Zengakuren pour l'équipement ! Certes, nous savons tous depuis longtemps que le très long bâton est mille fois plus efficace que la petite

(1) « On n'a pas eu tellement de blessés » paraît-il. *Moi, je veux bien, c'est alors beaucoup de chance... Eh bien, non ! c'est une victoire et on pavoise. Alors, préparons-nous pour la prochaine fois, on arrivera bien à avoir des morts, va !*

matraque pour les combat rapproché, mais, nous dirait-on, les dés sont pipés puisque les fafs peuvent eux se faire livrer leur matériel en camionnette devant les flics, alors que nous, on nous arrête dès qu'on se balade avec un crayon sous prétexte que sa pointe peut crever un œil. Soit. Mais, en admettant même l'attaque frontale et la solution « militaire, je ne vois pas pourquoi alors les fameux quatre premiers rangs casqués de la Ligue n'auraient pas amené avec eux de longues perches, puisque de toute manière ils défilèrent, matraques et casques apparents, pendant plus d'une heure ! C'est comme ces casques : les fafs portent des casques noirs, ainsi dans la nuit passent-ils relativement inaperçus, alors que nos géniaux stratèges, eux, ont doté leurs troupes de casques... blancs ; ainsi, et les fafs et les flics peuvent aisément les repérer et les liquider. Petits détails, aurait peut-être dit Trotsky, voire...

Puisque nous causons tactique-imagination, terminons la série : nos seules chances de bousculer l'adversaire ne sont pas de le copier servilement, nous n'aurons jamais ses moyens (voir plus haut, apport des flics, etc...) et le problème n'est d'ailleurs pas là, heureusement. Appliquons-nous plutôt à le dérouter, à le surprendre, à toujours retourner ses armes contre lui-même. Exemple : les gros lourds d'Ordre Nouveau ont commis, à mon sens, une imprudence, charger hors

des limites du Palais des Sports. Bien sûr, harnachés comme ils l'étaient, il paraissait difficile de leur opposer d'autres cuirasses, mais notre « légèreté » précisément ne pouvait-elle nous servir, attirer par exemple les nerfs par un très mince rideau-bidon de militants face à eux, en se concentrant par ailleurs rapidement sur les côtés, de façon à leur foncer, vite fait, dans les flancs lors de leurs charges, pour en isoler quelques-uns à chaque fois et se les faire ?

Soyons juste. L'imagination n'a pas complètement manqué, certes, chez les gauchistes : tactique de la « tortue » à la japonaise, bouteilles éparpillées sur le sol, attaques rapides des forces de police en prenant celles-ci de vitesse. Mais justement, ces dizaines de cocktails molotov, le réel courage des troupes de choc, tout ce matériel et cette énergie ne paraissaient-ils pas gâchés puisque se réduisant presque à la seule bagarre avec les flics, dans de grandes avenues et un quartier immédiat hostile, peu propice aux bataillons antifascistes ? Toujours le terrain choisi par l'adversaire...

Mais on ne peut écrire l'histoire, ce n'était que quelques rapides constatations et terminons par d'autres questions, plus sérieuses.

## Sur les S.O.

Qu'a-t-on voulu exactement le soir du 9, je veux dire qu'ont réellement voulu les petits chefs centralistes en lançant leurs troupes dans un assaut dont l'issue suicidaire apparaissait fortement ? Casser du faf ou bien se taper avec les flics ? On peut aussi avancer une troisième réponse, me paraissant plus sûre : les généraux Krivine, Weber et consorts n'auraient-ils pas tout simplement voulu éprouver leurs fantassins, les durcir, un peu comme on passe une pointe de bois à la flamme pour la rendre quasi métallique ? Pour en faire quoi, les utiliser contre qui ? Supposition pas tellement déraisonnable puisque, ces derniers temps, les services d'ordre (S.O.) des « grandes » organisations marxistes-léninistes et maos ont surtout servi à réprimer les éléments dits incontrôlés dans les manifs, voire dans les fêtes « de la Liberté »...

Seulement, ça ne suffit pas, il faut se préparer au Pouvoir, et celui-ci a toujours besoin des S.O. Aussi les prépare-t-on par la sélection, en envoyant froidement les mecs au carnage, les meilleurs s'en tireront et seront les futures gardes prétoiriennes. Dans ce cas, effectivement, où est la différence avec les escadrons fascistes ?

Il y a, pour certains (pas seulement marxistes-léninistes, mais aussi bons et braves anarchistes, genre O.R.A. et autres M.C.L.), une séduction, une fascination du S.O., gauchiste ou fasciste. Entendu des copains dire du premier : « T'as vu ? on a tenu deux heures devant les flics ! » (et alors ?), d'autres dire du second : « Vachement armés, les fafs, faut faire comme eux, mieux qu'eux, avoir de plus gros casques, etc... ». C'est comme ça qu'on oublie l'imagination, la souplesse, l'intelligence du combat de partisans, les milices ouvrières, pour aller vers la militarisation et la bonne armée de

métier, bien lourde, l'armée du Parti, l'armée de l'Etat. Et ce n'est pas par hasard si, centralistes sur le plan politique, nos krivistes et compagnie sont centralistes au plan manifs, organisation de la lutte : priorité absolue aux ordres, aux états-majors, aux grosses têtes des petits chefs ! Ces chefs se révélant par ailleurs des imbéciles ( y a-t-il réellement antinomie ?) à l'exemple du Weber, déclarant après la bataille : « Nos militants ont été surpris par la complicité évidente entre les forces de police et les éléments fascistes ». Tu rigoles, Riton, ou es-tu le parfait salaud que tu parais ?

Et puis, qu'est-ce que c'est que ces états-majors défiant toujours une tactique (et laquelle), ces gens imposant par la force leurs propres objectifs à des milliers de petits copains dans leur fameux « sit-in » pour le petit con Guiot-les-cheveux-courts, châtiant un mouvement que son autonomie propre pouvait tirer des ornières ? Qui font foncer et cogner le soir du 9, alors que tout autre chose était possible ? Et pourquoi réussissent-ils toujours à encadrer tout le monde, à nous encadrer ? Il est temps, camarades, que nous posions ces questions en toute clarté, c'est un débat politique profond, c'est le débat actuel. Redonner pouvoir à l'imagination, c'est chasser le flic de notre tête, comme nous disions naguère, oui, mais c'est aussi chasser le S.O. de notre tête ! Déchainons-nous, certes, mais pas seulement physiquement, on peut être enchaîné plus solidement quand un S.O. vous fascine, ce S.O. qui vous tapera sur la gueule demain, qui le fait déjà aujourd'hui...

Déchainons-nous oxygénons-nous, mettons-nous en question, revivons, discutons et brisons les appareils. A bas les états-majors, à bas les S.O., à bas les robots !  
(15-3-71),

## TU Y CROIS TOI, AU FASCISME ?

Ça va faire deux mois déjà. Le mardi 9 mars, phalanges des services d'ordre en tête, les vaillantes cohortes du Secours Rouge, sous la conduite des brillants généraux de la Ligue Communiste, ont sauvé Paris et la France du déferlement des groupes d'assaut nazis d'Ordre Nouveau, retranchés dans le Palais des Sports à la Porte de Versailles.

Les élections municipales sont passées. Chacun, manipulé ou manipulateur (ou les deux à la fois, en se croyant être « l'autre » comme toujours), y a été de son petit rôle. Dieu merci, il y a de braves gens pour reprendre le drapeau de l'anti-fascisme au moment où les « révisos » du parti communiste et de l'U.R.S.S. l'abandonnent pour l'alliance avec les revanchards allemands. On va ainsi pouvoir reprendre une saine défense du capital menacé (ou d'un capitalisme menacé)

### VOICI LE DEBUT DE LA DISCUSSION :

D. — Pour moi, il y a d'abord un principe fondamental. Il répond à la question : « faut-il casser la gueule aux fafs dans leur meeting électoral ». Là, en pesant bien ce que je pense, je réponds carrément non. Si nous pensons qu'il faut interdire à Ordre Nouveau le droit de discuter dans une salle, au nom de quoi et de quel droit nous opposerons-nous demain au S.O. de la Ligue Communiste s'il vient nous casser la gueule (parce que nous serons dangereux pour sa ligne politique) ? Je suis d'accord avec Rosa Luxembourg qui écrivait que la liberté c'est d'abord laisser aux autres le droit de penser ce qu'ils veulent. Je suis toujours extrêmement méfiant quand on nous dit « il faut empêcher de parler... ». Cela n'a rien à voir avec l'attaque ou la défense contre des groupes qui viendraient faire des provocations dans la rue, dans les usines, ou les facs, et tenter d'y faire régner leur loi.

C. — Derrière l'attaque des fafs, c'est toujours la défense de la démocratie bourgeoise qui se profile. Pourtant à chaque fois, il y a un tas de copains qui foncent. J'en ai rencontré comme ça le soir du 9 mars qui parlaient à la bataille... rien dans les mains, rien dans les poches... sans même connaître une seule rue de ce quartier où ils n'avaient jamais mis les pieds. « Alors, toi, tu ne fais rien ? », c'était le leit motiv insidieux de ces candidats au suicide. C'est le même phénomène devant les grèves. Toujours comme s'il n'y avait, en regard d'événements conditionnés par d'autres, qu'une alternative, soutenir les « durs » (et tout leur encadrement) ou ne rien faire (alors t'es un dégonflé). On refuse de se placer dans ce piège à cons. On n'a pas de compte à rendre à la Société, à l'Histoire, et on ne détient pas une conscience universelle. Ça n'a rien à voir avec la dénonciation de ce que sont les fafs... ni avec le fait qu'on se battra, mais pas sur le terrain des autres, pour soutenir on ne sait quelle autre forme de domination capitaliste.

D. — Dans tout ça, il faudrait expliquer inlassablement ce que fut et ce qu'est le fascisme. Derrière toutes ces actions et l'anti-fascisme, on trouve toujours la même idée fondamentale dans la société bourgeoise, qu'il suffit de supprimer quelques hommes ou un organisme pour faire disparaître la situation globale économique et politique. Idée qui peut se résumer par : « si Hitler avait été écrasé dès le début, il n'y aurait pas eu de fascisme ». Or, Hitler a été écrasé au début, puis le capitalisme allemand l'a utilisé ensuite, parce qu'il en avait besoin. Cela n'a rien à voir avec la personnalité d'Hitler, même si celle-ci a donné des formes

avec des fronts anti-fascistes comme aux plus beaux jours de la dernière. Tous unis contre l'ennemi commun, ça en résoud des problèmes, ça en évite des discussions merdeuses.

A I.C.O., les camarades de Paris y sont allés de leur petite discussion. Ce que ça a donné, tu le liras plus loin ; tu peux y apporter ta pierre. Trop tard ? Certainement pas ; ça ne fait pas de mal de laisser le temps décanter les passions et les modes du moment. D'autant que faute d'avoir trouvé un fascisme consistant et efficace pour souder les troupes on tente d'en trouver un autre. En ce sens, l'utilisation de la répression dans un article de GLUCKSMANN dans « J'accuse » : Un « appareil » fasciste se constituerait dans une pratique, peu à peu perfectionnant ses méthodes et renforçant son organisation.

précises au nazisme. A défaut d'Hitler, il y aurait eu quelque chose de semblable avec des formes différentes. C'est la même chose pour la Russie, lorsque les trotskystes viennent dire « si Trostky avait été au pouvoir au lieu de Staline, le cours de l'histoire de l'U.R.S.S. eut été différent ». C'est tout aussi stupide. Si le fascisme correspond à un courant profond de nécessités économiques et sociales du capital, de telles actions n'ont pratiquement pas d'effet. Si ces groupes fascistes ne correspondent à rien de profond, c'est encore plus dérisoire.

C. — Il y a une mesure importante de tout ça qui est donnée par ce qu'en disent les gars dans les boîtes. Ordre Nouveau, ils n'y font pas attention ; ils n'en parlaient même pas, et pourtant les murs de Paris étaient littéralement couverts de leurs affiches. Le meeting ils l'ont connu et en ont un peu parlé après la bagarre parce qu'on leur avait montré des images à la T.V. Ça donne aussi la mesure de l'impact des groupuscules qui eux aussi n'avaient pas ménagé les tracts mobilisateurs.

F. — On ne connaît bien ses adversaires qu'en allant les voir. Alors je suis allé au meeting d'Ordre Nouveau. Je l'ai dit à des copains avec qui je bosse. Deux ou trois étaient d'accord avec mon idée, mais finalement je me suis retrouvé seul. Après, j'ai senti dans mes rapports avec eux comme un malaise ; ça s'explique par l'impossibilité d'être objectif et le caractère passionnel des jugements (comme la plupart des commentateurs, les plus proches de la réalité étant ceux du Monde et de l'Huma).

Au meeting, ils étaient bien 4 à 5.000, des gens trempés, enthousiastes, sur lesquels on déversait tous les symboles audio visuels habituels. La grosse majorité était non des durs (genre ex-paras), mais des petits et moyens bourgeois, beaucoup de jeunes. J'en ai conclu que les troupes avaient changé. On n'y a parlé ni de nazisme, ni d'anti-sémitisme. Par contre, les slogans ressemblaient aux slogans gauchistes (y compris « continuons le combat », « formons le parti révolutionnaire », etc...), à ceux de Mai 68. Certains y ont participé d'ailleurs. Leurs positions : l'anti-gaullisme, anti-hiérarchie, contre l'émigration étrangère, le nationalisme français. C'est un courant qui peut se développer rapidement.

M. — C'est simpliste de dire : « Ce n'est pas dangereux », « la bourgeoisie s'en servira seulement si elle en a absolument besoin, ça ne peut pas croître comme ça par sa propre activité interne ».

Il y a dans les groupes fascistes une stratégie qui tend à utiliser les rouages de la démocratie bourgeoise pour la balayer ensuite. Les fractions de la bourgeoisie qui l'ont soutenu par intérêt sont ensuite dépassées par ce mouvement.

D. — Il ne faut oublier que dans le nazisme il y avait nationalisme et socialisme. Si on insiste sur des idées fortes comme l'anti-sémitisme on oublie que le « socialisme » n'était pas qu'un mot, mais une réalité. Le nazisme a réalisé *dans les faits* certaines parties du programme des socio-démocrates allemands. Il venait dans un moment où les travailleurs avaient été vaincus après une lutte révolutionnaire. Dans le nazisme, il y avait la réalisation pour les masses de certaines vieilles aspirations : toute une législation sociale vit le jour, y compris la garantie du travail dans une population où les chômeurs, le lumpen-prolétariat, les bourgeois déclassés formaient une masse importante. Cela explique son influence, pas seulement idéologique ou par la force comme on le présente souvent.

F. — Ce qui m'a frappé, c'est la symétrie, pas seulement des slogans, mais aussi des structures mentales

entre gauchistes et fascistes. Dans les slogans, c'est toujours l'idée de mort de l'adversaire qui est mise en avant.

N. — La similitude des structures de pensée et du langage entre extrême droite fasciste et extrême gauche léniniste, n'est pas nouvelle. On la retrouve autant chez Doriot, que chez les M.L. Ce n'est pas par hasard si beaucoup de membres de P.C. allemand sont passés dans les camps fascistes ; ou qu'en 1940 des groupes fascistes regroupèrent des membres du P.S. et du P.C.

C. — Il ne faut pas exagérer la transformation des groupes fascistes. C'est juste qu'il y a une évolution : Ordre Nouveau est plus fasciste que Jeune Nation qui était plus nationaliste. Mais cela est normal. Cela correspond à la même évolution dans tous les groupes et partis. Il y a eu Mai, croissance et évolution identiques. Qualitativement pourtant, cela n'a pas changé. Les groupes d'extrême droite autrefois n'étaient pas seulement formés de minets, mais touchaient toutes les classes.

I.C.O. — A TOI de continuer si tu penses que ça en vaut la peine.

## CRITIQUES D'I.C.O.

Réunion des camarades de Paris - 24 avril 1971

### ABANDONNER TOUTE MANIFESTATION DE SECTARISME :

Dans le dernier numéro, deux références à TOUT (réponse à TOUT p. 14 et fin de l'article sur FERODO, p. 5). Le contenu de ce qui est exprimé est juste, mais c'est la manière de le dire qui est en cause. Nous ne détenons pas de vérités avec lesquelles on écrase les autres de notre supériorité. Ce n'est qu'une manifestation de sectarisme que nous devons absolument proscrire. Ce même sectarisme que nous reprochons à l'occasion aux autres.

### I.C.O. DOIT ETRE LISIBLE :

Cette critique concerne d'abord la publication du supplément théorique (Fondements de l'économie communiste) et met en cause l'orientation même d'I.C.O. et la publication de textes généraux de discussion (nous reviendrons sur cette critique). Mais elle s'applique à I.C.O. avec des conceptions assez divergentes chez ceux qui l'expriment.

— *une question de langage* : à première vue cela paraît aborder la division, sujets concrets ou discussions théoriques. Le travail d'analyse devrait toujours être fait dans un vocabulaire simple : mais est-ce possible ? En réalité, la lisibilité d'un article dépend essentiellement de l'intérêt qu'on a pour les problèmes abordés. Or, là, on trouve deux pôles opposés dans une même critique d'un I.C.O. de plus en plus illisible.

— revenir à la *rubrique des faits de boîtes* comme était I.C.O. autrefois, c'est-à-dire contenant ce qui se passe dans les boîtes, dans l'affrontement quotidien ou

dans les grèves. C'était la formule d'origine d'I.C.O. Pour ce camarade ouvrier, I.C.O. lisible, c'est I.C.O. parlant des boîtes et des luttes. Mais, réplique un autre, c'est précisément cette formule d'I.C.O. qui avait entraîné des critiques de répétition monotone et morose d'une part, de refus de discussions générales et théoriques d'autre part.

— étendre I.C.O. à la *critique de la vie quotidienne* où qu'elle se passe.

I.C.O. est chiant disent des camarades (non travailleurs pour la plupart) parce que les articles sont à la fois situés dans un domaine restreint et écrits dans un langage traditionnel. Pour eux, même la réalité quotidienne des boîtes ne passe pas dans I.C.O. Différents camarades ont écrit ou participé à certaines études, mais ne les ont pas proposées à I.C.O. (textes parus dans L'IDIOT ou TOUT), non parce qu'il y a une censure à I.C.O., mais parce que chacun intériorise une censure avec l'idée qu'I.C.O. « ça doit être sérieux ».

On ne dissimule pas qu'il y a dans tout ceci plusieurs divergences assez fondamentales, avec parfois des critiques assez contradictoires (par exemple, le fait qu'ICO reste en gros, ce qu'il a toujours été, mais que les camarades y participent quand même en fonction de ce qu'il est, et non de ce qu'ils pensent qu'il devrait être).

Il est possible qu'I.C.O. se transforme — ou même disparaisse — Pouvons-nous continuer à exprimer ainsi par notre pratique la confrontation, sinon la synthèse de ces courants ?

C'est ce que nous reprendrons dans un prochain bulletin en donnant plus de développements sur la discussion des camarades de Paris.

# Luttes en France

## NOUS SOMMES DES TRAVAILLEURS EXPLOITÉS PAR LE CAPITAL ET NOUS LUTTONS

Toute une partie de ce numéro est consacrée aux luttes des derniers mois en France. A côté de celles qui remplissent les colonnes des journaux gauchistes et autres, et que nous essayons de replacer dans le cadre du capitalisme et du quotidien, il y a la masse immense des « petites luttes » et celles des boîtes « où il ne se passe rien », l'obscur jour à jour de l'exploitation dont on ne parle pratiquement jamais. Il pèse pourtant de tout son poids. C'est d'abord cela le capitalisme et la lutte de classe, aujourd'hui comme avant, même si des choses changent et montrent comme des jalons quels sont les termes du mouvement ouvrier actuel. Les « grandes luttes » sont de ces jalons, mais, même si elles se succèdent et se répètent, leur isolement montre bien tout le poids de ce quotidien et, dans ce quotidien, la force des rapports capitalistes.

Pour tous les camarades, pour tous les travailleurs, l'exploitation et les luttes, c'est d'abord ce qu'on affronte dans cette grisaille terre à terre et non dans l'héroïsme des communiqués de grève. Sans doute, tout se rejoint, quotidien et faits exemplaires, pour témoigner du niveau d'un rapport de force et de la crise latente du capitalisme, dont de multiples signes avant coureurs montrent à la fois la persistance et l'ampleur.

Tout se relie à la conscience que chacun a de cette réalité. C'est vrai que, souvent, face à leurs exploiters, les travailleurs expriment l'idéologie capitaliste qui les domine. « Manque de conscience », c'est vite dit. C'est faire bon marché de ce qui s'exprime dans les attitudes de chacun et qui n'est que la réaction au poids matériel et moral du capital, aussi bien dans le travail que dans la vie. Etre plus ou moins fort, plus ou moins conscient ne dépend pas de la conscience « acquise » mais des *possibilités pratiques* que l'on a de s'exprimer dans les faits. Et dans le creuset des luttes et du quotidien, les deux, conscience et action, sont étroitement liées et interdépendantes.

C'est pour cela que nous mettons en tête de ce numéro d'I.C.O. une discussion entre des camarades travailleurs, à peu près dans les termes de son déroulement. Discussion qui peut répondre à la question « *Que faire dans une boîte ?* », mais qui, finalement, va beaucoup plus loin pour toucher aux problèmes essentiels que nous venons de souligner et qui sont contenus dans un mot : lutte de classe.

### B (OS2, AUTOMOBILE)

La grève, je ne l'ai pas faite. Les gars sont amorphes. Ils ne sont pas d'accord (entre quatre-yeux), mais ils y vont quand même. Ça me déçoit et, dans ces moments, il m'arrive de dire « c'est des cons ». « Les syndicats, ils nous font chier », qu'ils disent. Mais si on leur dit d'aller plus loin tout seuls, il n'y a plus personne. Ils me traitent un peu de jaune parce que je n'ai pas suivi le mot d'ordre syndical ; et pourtant, je leur ai expliqué pourquoi je ne bougeais pas et c'est tout juste si ils ne disaient pas alors que j'avais raison. Y a pas grand chose à faire. La C.G.T. répète toujours les mêmes trucs. Moi aussi. Et tout continue.

### R (TECHNICIEN)

Il y a pourtant quelque chose de changé dans la position des syndicats qui témoigne d'un changement dans ce que veulent les travailleurs. Le fait que la C.G.T. présente une revendication uniforme de 0,50 F de l'heure, la démagogie de F.O. pour 200 F uniforme par mois, montre l'existence d'un courant autonome anti-hiérarchique que les syndicats essaient de récupérer pour faire participer la base à leurs propres actions. De même lorsqu'ils lancent une grève de 4 heures, alors que rien ne les y oblige...

### B (OS2)

Il ne faut pas exagérer ; il faut voir les choses dans leur ensemble. Il y a toujours quelque chose dans une grande usine, il y a des choses qui changent, c'est vrai, mais cela reste limité au niveau de l'atelier le plus souvent et c'est aussitôt repris par les syndicats. Les gars réagissent sur un point qui les touche directement, mais pour le reste, c'est la passivité, l'acceptation des conditions qu'on leur impose. Il arrive qu'après un débrayage, ils bossent plus pour récupérer la grève ; la cadence est augmentée pour boucher les trous, et ils ne disent rien. C'est contradictoire : par exemple, sur les cadences, il y a la revendication continue des syndicats ou des gars pour les afficher, les contester, en discuter ; mais ça reste là ; en pratique, ils se font le plus souvent baisser sans rien dire. Contre ça, il n'y a pas grand chose à faire.

### L (IMPRIMERIE, LABEUR)

La réaction de B touche toute une conception. Pas d'accord sur cette distance prise avec ce qu'on fait quotidiennement tous ensemble dans la boîte, de s'extraire de la réalité pour dire : les gars font ça et déclarer (au nom de ses principes à soi) : je suis déçu, parce qu'ils n'ont pas fait ce qu'on veut qu'ils fassent, ce qu'on avait soi-même imaginé d'après ses propres idées.

Qu'on le veuille ou non, *les gars sont comme ça*. On n'a pas à en faire un mythe ouvriériste ou à le mépriser. L'acte exemplaire, l'acte personnel, opposé à ce que tous les ouvriers font sur le plan d'une boîte, ce n'est rien. « Je fais, je pense... », tout ça n'a pas de sens. Ce qui est essentiel c'est ce que nous faisons, nous tous travailleurs dans la boîte.

Dans ma boîte, nous aussi on a eu cette action C.G.T., engagée par en haut, sur cette histoire de vacances d'hiver, donc une action catégorielle limitée ; et ça, dans une période pas favorable (marasme économique dans le Livre), alors précisément que les problèmes de chacun se trouvent exacerbés. Ça ne favorise guère une action. Les gars ne sont pas assez gonflés pour appliquer concrètement même les mots d'ordre syndicaux qu'ils n'ont pas discutés, pour des revendications

qu'ils n'ont pas discutées non plus. Tout ça a son importance et il faut bien prendre les choses comme elles sont. J'aurai pu dire, et je n'étais pas loin de le penser « Tout ça c'est de la couille », et rester dans mon coin pendant que les gars merdaient dans l'affrontement de leurs problèmes propres avec ceux du patron et du syndicat. Pour quel résultat : une cassure et une incompréhension ?

Au lieu de ça, on a essayé de faire la grève à notre mesure, tous ensemble. On a fait des réunions, des discussions et on a « aménagé » la grève syndicale à nos forces, de manière que ça fasse le plus de mal possible au patron. Bien sûr, si l'on voit ça sous l'angle du grand chambardement, ça ne va pas loin. D'autant qu'on gardait un œil sur le lock out possible et que ça, les gars n'étaient pas prêts à l'affronter. L'important n'est pas qu'on ait suivi ou pas la grève syndicale. Bien sûr que l'on a défendu et fait une grève proposée par nos « adversaires syndicaux ». Mais ce qui est essentiel dans une grève, ce n'est pas ça, c'est finalement ce que les travailleurs y mettent eux-mêmes à la base, le contenu réel, c'est ce qu'on a fait entre nous tous, travailleurs de la boîte, face à notre patron. Ce n'est pas tant le résultat qui compte, mais ce que tous les travailleurs ont fait eux-mêmes pour y parvenir. Pour les grands principes, ça ne dit pas grand chose. On a discuté. De quoi ? Même pas des grandes choses. Des problèmes de la vie de tous les jours. Bordélique la discussion. Mais les gars ont vidé leur sac, tout ce qu'ils avaient sur le cœur ; on a bien parlé un peu des syndicats, mais, comme ça, en passant, avec beaucoup d'autres choses. Et c'est ça qui est important : mettre ce que nous voulions mettre dans la discussion. Peu importe ce que les bonzes de Blanqui (siège de la C.G.T. du Livre) en ont tiré après. Leur grève, finalement, était faite pour diviser. Elle nous a unis parce que nous avons parlé de nous et non de ce qu'ils voulaient nous faire discuter. Je m'en fous quant à moi des contradictions avec les principes, avec mes principes ; je donnerais tout pour que les gars se rencontrent et discutent.

J'en reviens à la position du copain B. Quand j'entends dire « les gars sont cons... », « vous faites ça... », « votre grève, c'est de la merde... », ça me fait revenir à toutes les positions avant-gardistes. Aussi fausses du côté anar qui s'isole dans ses conceptions individualistes, que du côté trotskyste ou mao qui s'isole dans ses mots d'ordre « révolutionnaires ».

La lutte de classe, elle est comme ça, ce que tous, ce que nous faisons tous. Bien sûr, je peux avoir mon opinion et penser que « ça n'ira pas loin », qu'on va se casser la gueule. Mais, si pour le patron, je passe pour faire un « travail d'agitateur », je reste sur ma base absolue de ma condition d'exploité, c'est-à-dire de ce qui me fait identique à ceux avec qui je bosse. Ni découragé, ni enthousiaste ; c'est comme ça se déroule. Et ça m'emmerde de voir des copains découragés et isolés à cause de jugements préconçus qui les empêchent d'être « comme les autres ». Et finalement comme chaque travailleur, d'apporter aux autres dans la lutte, ses problèmes particuliers, son opinion, ses explications, sa force et ses faiblesses.

B (OS2)

Tout ce que le copain vient de dire, je le pense aussi, malgré ce que je peux exprimer de découragement et de pessimisme. Je ne veux pas me payer de mots pour parler de ce qui m'entoure. Quand je dis « les gars sont cons », je pense aussi « moi aussi, je suis con ». Je sais bien que je suis pris dans les mêmes conditions que tous et qu'on ne les dépassera que tous ensemble. Il y a aussi les différences entre une grosse boîte et une petite. Ce qui est possible là ne l'est pas ailleurs. Suivant l'atelier, ou l'usine où on bosse, l'isolement est plus grand ou les échanges sont plus vastes. Il y a aussi le poids des syndicats, surtout de la C.G.T. Il n'y a pas longtemps, une dizaine de gars de l'atelier sont venus discuter pour aller voir le chef d'atelier pour une augmentation de salaires. Elle a été refusée. Nous avions convenu que, dans ce cas, on débraierait. Mais, je me suis retrouvé à débrayer tout seul. Pourtant, c'étaient eux qui étaient venus me trouver...

L (IMPRIMERIE)

Ça peut se produire, mais pas si on essaie de discuter le plus possible avant. Et qu'on essaie de savoir et de comprendre. Les gars ont leurs raisons de faire une chose ou pas. Ce n'est pas en affichant une position qu'on y arrive. En insistant, on peut en entraîner quelques uns. Mais on se coupe radicalement des autres. Quel avantage ? Bien sûr, ce n'est pas spectaculaire et ça n'alimente pas les colonnes d'un canard. Mais la lutte de classe, c'est d'abord et avant tout ce qu'on fait tous ensemble dans la boîte.

## Creusot-Loire : Usine de Batignolles à Nantes

Une grève de 45 jours

Les ouvriers contre les conséquences de la centralisation du capital

« Depuis mai 68, la révolution est à l'ordre du jour dans les usines, les bureaux, les universités... Les nombreuses luttes illégales (Ferodo à Condé - Fougères - Nantes) qui se mènent dans les usines, montrent l'éveil d'un jeune mouvement révolutionnaire. A Batignolles-Nantes... c'est une bonne lutte de plus... celle-là vient dans une chaîne de luttes violentes successives en grimpant un cran de plus dans la détermination des ouvriers qui, cette fois, étaient déjà organisés avant... Les nouvelles luttes à l'usine... elles se ressemblent... en plus d'être des luttes violentes et soudaines... s'attaquent à l'autorité et à la hiérarchie, elles prennent toujours la forme de luttes « triangulaires... ».

Cette citation d'une page de « Tout » (n° 8, 1-2-71, 27, rue du Faubourg Montmartre, Paris 9e) (passages soulignés par I.C.O.), nous paraît caractéristique d'un courant qui, tout en se dégageant péniblement et lentement des formes traditionnelles de pensée et d'action (stalinisme, trotskysme, maoïsme, anarchisme, etc...) continue de poursuivre la construction de l'organisation révolutionnaire et cherche à en trouver à tout prix les traces, les progrès, les possibilités, non dans la totalité de la lutte de classe telle qu'elle se déroule, mais dans certains aspects limités, soigneusement triés, au besoin provoqués.

C'est juste de considérer d'abord la lutte sur les lieux de production et d'en dégager les traits de l'économie et du conflit permanent et global avec l'appareil répressif. Mais il faut aller jusqu'au bout des analyses. Sous cet angle, la lutte jugée « triangulaire » (entre les trois « forces » : prolétariat, syndicat, patronat) laisse supposer que les syndicats disposent d'un pouvoir distinct, qui n'est pas celui du capital, qui pourrait être celui des travailleurs. Le prolétariat lutte pour ses objectifs propres et, dans cette lutte, il trouve devant lui toutes

les structures sociales qui ramènent sa lutte dans les ornières légales, et finalement dans l'usine ; et le syndicat est une de ces structures parmi d'autres.

Ceci ne nous paraît pas une remarque mineure. En effet, cette place réservée aux syndicats comme pouvoir distinct correspond à la conception du « jeune mouvement révolutionnaire » qui se construit dans la lutte mais *distinctement* : doit-il prendre la place de la troisième force, les syndicats, en tant que révolutionnaires puisque ceux-ci ne le sont plus ?

A cette même conception correspond une certaine vision des luttes actuelles qui peut se résumer par « ça monte », et chaque lutte est un cran au-dessus de l'autre. Nous reparlerons de cette conception dans un prochain bulletin. A propos de la grève de Nantes-Batignolles, relevons seulement certains points précis dans ce que nous avons cité en tête de cet article, car ils développent des idées que l'on rencontre assez fréquemment (l'attente impatiente de l'explosion révolutionnaire prolétarienne) :



1) LA NOTION DE LUTTE « ILLEGALE ». Comment parler en France de grève « sauvage » ou « illégale » ? En Grande-Bretagne, on peut exactement définir ces notions, car une grève suit ou non l'arbitrage obligatoire (si non, elle est illégale), est soutenue ou non par les syndicats (elle est reconnue ou pas). Les choses sont nettes au départ (on sait si les ouvriers respectent ou non les règles, si les syndicats soutiennent ou pas - c'est important pour les secours de grève). En France, à part les fonctionnaires et services publics, soumis au préavis de grève (par exemple les mineurs en 1963 devant la réquisition), on ne peut parler de grève illégale puisque celle-ci n'est pas réglementée (sauf indirectement et timidement dans certains accords d'entreprise). De même le soutien syndical n'a pas de valeur légale ou financière (sauf pour les minifonds de la C.F.D.T.). Pour que les luttes puissent être déclarées « illégales », il faut une infraction précise à un ordre gouvernemental (préavis non respecté, réquisition), ou bien une décision de justice qui condamne (occupation, séquestration, casse, etc...), et encore sur plainte du patron contre la violation de son droit de propriété ou de l'intégrité de sa personne. L'illégalité ne peut donc apparaître dans une violation des règles concernant le travail et les conflits de classe, puisque, dans la plupart des cas, ces règles n'existent pas. La grève « sauvage » ne peut donc apparaître finalement que dans ce qui brise le carcan syndical et entraîne les organisations plus qu'elles ne l'auraient voulu. Mais là, les choses ne sont pas nettes. Actuellement, aucun des syndicats n'ose, au début d'une grève, se déclarer ouvertement contre (comme en Grande-Bretagne par exemple) : il condamnera les méthodes utilisées, essaiera d'y mettre un terme par différentes manœuvres (à Nantes, c'est le P.C. qui distribuera clandestinement un tract dénonçant comme « fasciste » le début de la grève, et ce n'est qu'à Grenoble, au congrès de la métallurgie C.G.T. que le délégué C.G.T. des Batignolles déclarera son hostilité à la grève) ; et encore, comme au début de la grève, cela paraîtra des divergences sur la tactique à mener plus qu'un affrontement ouvert avec les ouvriers (comme à Kiruna ou dans le Limbourg, par exemple). Les surenchères entre syndicats rivaux interdisent des positions précises des uns et des autres. C'est donc seulement le conflit larvé avec les bureaucraties syndicales, rempart du pouvoir capitaliste, qui dessine les contours souvent flous de ce qu'on appelle la grève sauvage. La « répression syndicale » de l'autonomie

est de plus en plus forte, donc de plus en plus évidente dans les faits.

2) LA REVOLUTION QUI MONTE ET QUI S'ORGANISE EN MONTANT. Ce n'est pas nouveau : les groupes trotskystes, autrefois, savaient dénicher dans toute lutte des traces de la révolution permanente. Nombre de groupes maoïstes ou autres ont pris leur suite. C'est pourquoi seuls les traits violents des luttes (exemplaires certes, mais très brefs, s'apparentant plus à la révolte qu'à l'action organisée) sont mis en relief et qu'aucune relation n'est faite de l'auto-organisation des luttes (le plus souvent d'ailleurs embryonnaire, sans forme bien précise et elle peut être latente dans les faits). Bien plus, cette violence ouverte, on ne sait pas toujours si elle émane des travailleurs, d'une minorité organisée (à la manière de la cellule du parti, par exemple) ou spontanée, ou même si certains groupes ne la pratiquent pas de l'extérieur, se substituant alors totalement aux ouvriers (on ne sait pas ce que « Tout » veut dire quand il parle de la lutte « déjà organisée avant ») : elle peut ainsi n'être que le fait que de quelques éléments, être manipulée à des fins de propagande et, en retour, permettre de démontrer le schéma de la « violence qui monte ». Beaucoup plus essentiel et « révolutionnaire » est l'organisation de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, ce qu'eux seuls peuvent faire, personne d'autre ne pouvant alors se substituer à eux ; cette auto-organisation, elle est évidente, mais indirectement dans la volonté des masses de se mettre en grève, de ne pas reprendre le travail malgré toutes les propositions, de faire telle ou telle chose ; mais cela peut aller plus loin pour prendre une forme directe dans la création d'organismes de lutte et la prise de décisions par tous.

S'il existe un mouvement révolutionnaire, c'est dans cette direction que nous devons en rechercher les éléments. Le reste peut constituer des symptômes (pour autant qu'ils émanent des travailleurs eux-mêmes) ; la violence, l'attaque physique de l'autorité, de la hiérarchie, des syndicats sont des moyens, des épisodes au cours de la lutte qui, elle, est permanente mais qui, avec l'évolution du capital, emprunte de nouvelles formes. « L'organisation, tel est le principe fondamental du combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Il s'en suit de là, du point de vue du mouvement pratique, que le problème le plus important est celui des formes de cette organisation. Celles-ci bien entendu sont déterminées tant par les conditions sociales que par les buts de la lutte. Loin de résulter des caprices de la théorie,



elles ne peuvent être créées que par la classe ouvrière agissant spontanément en fonction de ses besoins immédiats » (Pannekoek - Remarques générales sur la question de l'organisation) (1).

(1) Dans *Pannekoek et les Conseils Ouvriers* - S. Bricianer - Editions EDI - Disponible à I.C.O.

### S.F.A.C.-BATIGNOLLES : UNE PETITE USINE D'UN GRAND TRUST.

Autrefois, on y fabriquait des locomotives à vapeur, maintenant diverses machines ; 1.800 ouvriers, récemment intégrés avec l'usine dans le trust Creusot-Loire (23 usines en France, 40.000 salariés) extension du groupe Schneider (sidérurgie, métallurgie, électro-mécanique).

La fusion date d'octobre 70 et elle n'est pas sans soulever des difficultés de gestion pour les patrons eux-mêmes ; voici ce qu'en dit un des leurs :

« Batignolles a toujours été à la traîne. C'est une petite usine d'un énorme groupe qui obéit à celui-ci. Pour établir le moindre communiqué avec Batignolles, il nous faut faire trois aller et retour télex avec la direction générale de Paris et passer d'innombrables coups de téléphone. Creusot-Loire vient rarement à Nantes » (Zalkind, délégué du patronat à Nantes - Monde 17-2-71).

D'un autre côté, il y a toujours eu un conflit entre le patronat local et les grosses entreprises ayant des usines à Nantes :

« Les deux accords d'établissement de Dubigeon et des A.C.B. (construction navale) ont mis le feu aux poudres. Le conflit actuel aurait pu probablement être évité si nous nous étions concertés entre patrons sur ces accords ». (Baudonnat, directeur des Batignolles).

« Les chantiers navals, les A.C.B. au contraire, sont des entreprises locales dirigées par des hommes bien connus à Nantes, qui prennent leurs décisions à Nantes. Comment voulez-vous faire cohabiter des patrons aussi étrangers, aussi inégaux » (Zalkind, déjà cité ci-dessus).

Il peut paraître superflu de faire ces citations. Mais elles montrent qu'il y a des contradictions parmi les capitalistes et qu'ils ne présentent pas le front uni dont on se plaît souvent de parler. Ce sont des contradictions qui aiguïsent les conflits, qui leur apporte souvent leur forme violente. Bien sûr, les partisans d'un capitalisme d'Etat, plus ou moins poussé, parlent de cette situation comme d'une chose qui aurait pu être évitée avec une meilleure organisation de l'économie (c'est le sens notamment des déclarations de la C.G.T.). Mais, précisément, c'est que malgré tous les efforts du capitalisme pour régulariser son fonctionnement, ces conflits entre capitalistes existent toujours et favorisent l'explosion de luttes dangereuses pour tout l'ensemble.

### LA GREVE SAUVAGE QUI SURGIT DES DEBRAYAGES SYNDICAUX

Il n'est pas nécessaire, pour expliquer ce qui se passe à Nantes, de toujours rabâcher le « passé révolutionnaire » des ouvriers de Nantes (voir notamment les grèves de 55) : d'ailleurs, ce qui va se dérouler à Batignolles n'est ni plus ni moins que ce qui se passe dans d'autres usines en France dans le courant de 1970.

Sur les questions de salaires, les syndicats ont déclenché depuis octobre 69 toute une série de mouvements de style traditionnel. Le 7 janvier 1971, au cours d'un de ces débrayages syndicaux, les couloirs de la direction

De ce point de vue, la lutte de Nantes-Batignolles est de celles du tout début d'un nouveau mouvement ouvrier, comme beaucoup d'autres en France, car les ouvriers n'y ont créé aucune forme d'organisation spécifique de la lutte et adaptée aux besoins de celle-ci. On peut même dire que ce fut la cause profonde de son échec final.

Dans l'usine, ces contradictions se traduisent sur la condition même des ouvriers de Batignolles, par rapport aux autres métallos de Nantes et par rapport aux autres ouvriers du groupe Creusot-Loire ; ce sont elles qui créent ainsi les conditions objectives et strictement matérielles de la lutte (qui n'est pas bien sûr « révolutionnaire »).

Car le mécontentement est d'abord sur les salaires, et cela concerne jeunes et vieux :

« ...ils admettent mal que les cadres reçoivent une indemnité de logement égale à 2.000 F par an, avec la promesse de porter celle-ci à 8.000 F, alors que le loyer des H.L.M. a augmenté de 12 %. Ils n'admettent pas non plus que le salaire d'embauche soit inférieur de 20 centimes à celui qui est pratiqué ailleurs, que les primes soient inférieures de 400 à 600 F à celles que reçoivent les ouvriers des chantiers navals... » (Monde du 21-1-71).

Mais, il y a aussi, dans le cas de fusion, les incertitudes sur le sort de l'usine, les positions difficiles au sein d'un groupe des petites mafias des cadres et de la direction, des bureaucraties syndicales de l'entreprise locale. Cela entretient une atmosphère d'inquiétude et favorise les surenchères s'appuyant sur les luttes qui peuvent se développer :

« ...la direction nantaise de Batignolles paie cher aujourd'hui le prix d'une concentration peut-être trop administrative. Mais elle paie aussi le prix de sa faiblesse des organisations syndicales qui s'épuisent dans des débrayages de courte durée parce qu'elles n'ont pas les moyens de déclencher des conflits de longue haleine qui seraient plus nets et plus francs » (Monde 21-1-71).

Ceci montre bien l'interdépendance entre toutes les structures qui dominent les travailleurs, mais le point important qui est souligné indirectement ici, c'est la distance entre les travailleurs et les appareils et l'impossibilité pour ceux-ci de régler, comme cela paraît être leur rôle, les problèmes touchant aux conditions d'exploitation : l'autonomie de la lutte et son explosion brutale est au bout de cette situation.

Il y a de nouvelles propositions patronales qui concernent uniquement une nouvelle grille de salaire, mais pas du tout le rattrapage avec les autres usines de Nantes. Un nouveau débrayage a lieu le vendredi 15 janvier à l'appel de la C.G.T.-C.F.D.T. C'est le meeting traditionnel. Au même moment, un groupe restreint met à sac le bureau de l'ingénieur en chef du département de mécanique. Un nouveau débrayage est prévu à 15 heures ; les dirigeants syndicaux, pour éviter des « incidents », prévoient une action hors de l'usine : distribuer des tracts sur la route avec un barrage. Envi-

ron 300 ouvriers rentrent alors dans l'usine et une vingtaine d'entre eux envahissent les bureaux du personnel, du secrétariat de direction. Les secrétaires se sauvent par les fenêtres ; il semble que la fuite du directeur ait été favorisée par des dirigeants syndicaux. On ne saura rien sur l'organisation de cette action. Seulement sur ses effets : bureaux mis à sac, machines à écrire détruites, pointeuses défoncées... Ça se passe vers 16 h 30. Le soir, entre 18 h 30 et 20 h, dans les ateliers, des groupes se déplacent et règlent des comptes : bureau de gestion, d'un chef de magasin, d'une autre division ; mais là non plus, on ne sait rien de l'organisation. Si ces actions traduisent l'action d'une minorité (action autonome de la base ou action d'un groupe politique entraînant des ouvriers), on n'en sait rien ; de même on ne sait pas si cette organisation se poursuit dans la grève ; en tout cas, elle ne s'y manifesterait pas par la constitution d'organismes autonomes de la grève.

Le week-end permet aux syndicats de tenter de récupérer la situation. La direction, quant à elle, décrète le lock out et le lundi matin 18 janvier, devant les portes fermées de l'usine, la C.G.T. adopte un ton très modéré ; Prampart, secrétaire de l'U.D.-C.G.T., déclare :

« Quoiqu'il en soit, la C.G.T. en sortira probablement grandie ; elle aura démontré que l'ordre et la discipline syndicales peuvent être payants et même qu'il n'y a qu'aventurisme stérile hors de l'organisation ».

Cela fait écho à un tract distribué par le P.C., mais de nuit, dans les boîtes aux lettres :

« ...Un groupe de nervis entraînés a mis à sac l'ensemble des bureaux des services administratifs de l'usine. Cet acte de vandalisme dessert les véritables intérêts de la classe ouvrière et nous sommes fondés de penser que la génération spontanée est étrangère à ce qui s'est déroulé... L'action de ces bandits est étrangère à l'action réfléchie des travailleurs... De telles pratiques relèvent du fascisme et nous mettons en garde les travailleurs pour qu'ils mettent en échec ces groupes... Votre seul ennemi de classe étant le capitalisme et son pouvoir politique. Dans l'immédiat, ce combat impose de mettre à la raison les groupuscules gauchistes et fascistes... »

Ce ne sont pas tant ces appels à l'ordre qui sont intéressants, après tout, ils sont normaux de la part des organisations. Mais c'est dans le fait que rien ne part de la base pour répliquer au lock out : tout le monde reste en dehors de l'usine et participe plus ou moins aux manifestations traditionnelles auprès des autorités diverses pour obtenir la réouverture de l'usine ; personne n'en parle alors, mais, pour la C.G.T., dans l'espoir que l'usine une fois ouverte, le travail reprendra.

Les portes sont ouvertes le jeudi 21 janvier à 6 h 45 : devant l'usine (seulement les cadres et 10 ouvriers sont rentrés), les dirigeants syndicaux parlent aux 1.500 ouvriers qui restent à l'extérieur. Deux propositions s'opposent :

— celle de la C.G.T. : rentrons et continuons à « maintenir la pression dans l'usine » ;

— celle de la C.F.D.T. : grève immédiate et illimitée.

C'est le moment crucial de la grève. La C.G.T. y est hostile. Ce n'est que plus tard qu'elle formulera des explications :

— à l'égard des éléments les plus radicaux : « s'il est vrai que d'autres salariés se sont laissés entraîner par ces agitateurs, il s'agit d'une toute petite minorité... nous tenons à préciser tout d'abord que nous condamnons ces actions et que nous ne voulons pas être à la

merci de groupes minoritaires... » (Prampart, secrétaire de l'U.D.-C.G.T.) ;

— à l'égard de la grève elle-même :

« Nous avons eu à faire face à un nombre important de propositions démagogiques de nos camarades de la C.F.D.T. : bloquer le départ des trains en gare, manifestations de nuit, grève de 24 heures dans le département, tout y est passé. Tout cela pourquoi ? Parce que les responsables de ce syndicat se sont rendus compte de leur erreur. La grève totale étant en fait leur enfant, ils ne voient pas très bien comment s'en sortir. C'est pourquoi ils nous font toutes ces propositions démagogiques pour nous faire porter la responsabilité d'un échec éventuel. Nous sommes pour l'unité, mais pas à n'importe quel prix. Ne faut-il pas que certains laissent de côté leur esprit de boutique afin que les travailleurs voient arriver la solution à leur revendications » (Le Bourthis, délégué C.G.T. de Batignolles, au congrès du syndicat C.G.T. de métallurgie à Grenoble, 21-2-71).

Cette déclaration, si elle vise apparemment la C.F.D.T. atteint en réalité la lutte des travailleurs elle-même que la C.G.T. n'ose pas désavouer de front. Elle révèle que, dès le départ, la C.G.T., usant de sa position majoritaire (65 % des voix aux élections), cherche à peser de toute son influence pour briser le courant unitaire des travailleurs en lutte. Son échec, ce jeudi 21 janvier, témoigne à la fois de la distance des appareils syndicaux par rapport aux ouvriers, distance créée par la politique de cet appareil, donc voulue, mais aussi distance dont les dirigeants n'ont qu'une conscience limitée, car sans quoi, ils n'auraient pas risqué un échec aussi brutal (c'est sans doute dans ce sens qu'il faut prendre les déclarations de Ségué au même congrès syndical sur la démocratie syndicale). En fait, la grève devient, à ce moment, « sauvage » à l'égard du syndicat majoritaire, la C.G.T. Et c'est là un fait essentiel et nouveau : il était rare jusqu'à présent que ce syndicat affirme son opposition à une lutte au début de celle-ci.

La position de la C.F.D.T., c'est la grève générale : c'est l'opposé de la position C.G.T., mais il faut aller plus loin. La déclaration de Declercq, de l'Union régionale C.F.D.T. est identique à celle de la C.G.T. sur les éléments les plus radicaux :

« Contrairement à ce que certains peuvent dire ou écrire, nous n'acceptons pas le phénomène gauchiste. Il y a un an, un délégué C.F.D.T. a rédigé un tract dans lequel il disait : « Ras le bol des patrons. Ras le bol des syndicats ». Nous avons discuté avec ce camarade et nous l'avons mis en demeure d'abandonner ses fonctions. Aujourd'hui, nous ferons de même s'il est prouvé que les incidents de vendredi dernier ont été organisés par de tels éléments. Mais nous ne le pensons pas. Ce serait une erreur de confondre l'action artificielle de quelques gauchistes et le geste de colère d'un nombre important d'ouvriers ».

Il n'est pas inutile de souligner ce point, car les méthodes de lutte que la C.F.D.T. propose aux ouvriers sont les méthodes traditionnelles ; bien sûr, la C.F.D.T. est pour la grève générale et immédiate, mais elle ne propose rien de particulier en ce qui concerne la réponse immédiate au lock out, par exemple l'occupation de l'usine.

Il semble bien qu'il y ait eu un accord entre les syndicats et la direction pour que la grève reste dans ces limites : on ne voit pas pourquoi les ouvriers sont restés hors de l'usine pour prendre la décision de grève. Si le meeting s'était tenu dans l'usine, l'occupation était spontanée et effective par le fait même que l'on était dans l'usine. Dès que la décision de grève est prise, les

patrons ferment les portes de l'usine et ils peuvent le faire parce que les ouvriers sont dehors. Après 40 jours de grève, alors qu'aucune réaction autonome des ouvriers, épuisés, divisés, écœurés, n'était plus à craindre, le meeting de reprise se tiendra dans l'usine.

La défaite de la grève était déjà implicite au moment même où elle commençait dans ces conditions, parce que les ouvriers abandonnaient l'arme essentielle de lutte qui aurait pu être la leur ; c'était beaucoup plus important que le saccage des bureaux ; cela donne la mesure de ce que certains campent comme une grève révolutionnaire. Beaucoup plus que les déclarations syndicales, la passivité des ouvriers devant les organisations, au moment même où ils acclamaient la grève générale, montre que la plus grande partie d'entre eux, s'ils étaient très combattifs, ne pensaient pas du tout à prendre en main leur lutte (ce qui accrédi-terait l'idée d'une action très minoritaire dans les jours précédents).

Cela explique la grève votée à l'unanimité, la conduite en soit laissée à deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui tous deux ont condamné expressément les seules formes d'action autonome de la grève (la violence) et

dont l'un, minoritaire, la C.F.D.T., est pour la grève, mais dont l'autre, majoritaire, est contre. Le délégué C.G.T. a bien déclaré, tout de suite après le vote, qu'il se rallie à la « décision démocratique des salariés ». Mais, *tous les organismes de grève seront ensuite entre les mains des ennemis avoués de la grève* (1). Aucune voix ne s'élève contre cette main-mise des syndicats sur la grève, et, pour les ouvriers, il apparaît normal que l'inter-syndicale dirige leur grève. Cette grève fut, de toute évidence, imposée par la base qui estimait qu'un rapport de force lui était favorable, et ceci expliquait bien dans les faits la rupture avec les appareils syndicaux. Mais les choses s'arrêtent là ; la tendance à l'autonomie de la lutte se coule dans la rivalité C.G.T.-C.F.D.T. et fait ensuite tout retomber dans les mains des appareils syndicaux.

(1) Dès le 28 janvier, BELLEC, représentant C.G.T., déclare à Nantes, à un meeting des familles de grévistes : « qu'il pense que la grève générale n'est pas la meilleure formule d'action »

#### COMMENT SAVOIR TERMINER UNE GREVE

La seule arme qui reste dès lors aux travailleurs, c'est leur détermination, leur combativité. C'est uniquement en cela que s'exprime l'autonomie du mouvement, dans sa forme la plus primaire. Cette combativité s'est exprimée d'une part dans les incidents violents du début de la grève, d'autre part par l'unanimité devant les divisions syndicales. Les syndicats mettront plus de 40 jours pour la réduire à néant. C'est dire sa force et sa cohésion.

Il n'est pas nécessaire de décrire toutes les péripéties de cette lutte entre les appareils syndicaux et la base, dont l'enjeu final était, dès le départ, la reprise du travail. Citons seulement les points les plus importants des différentes étapes de cette lente évolution d'un conflit aux mains des appareils :

— le 23 janvier, la direction met à pied 2 militants C.F.D.T. et 1 C.G.T. ; deux d'entre eux seront licenciés quelques jours plus tard. En même temps, des étudiants qui distribuent des tracts sur les autres usines de Nantes sont arrêtés. Ces faits font écho aux protestations C.F.D.T. et C.G.T. dont nous avons parlé ci-dessus au sujet des « éléments violents ». Les licenciements ont en outre un avantage pour les patrons et les syndicats, c'est de faire battre les ouvriers sur un autre terrain que celui de la grève elle-même ; et ils constituent une menace pour ceux qui voudraient dépasser les syndicats ;

— de nombreuses manifestations de rues vont se dérouler au cours de ces 40 jours de grève, auprès d'autorités aussi incompétentes que diverses ; elles seront pourtant, par crainte de débordement, organisées avec beaucoup de méfiance et de réticence.

— pratiquement, il n'y aura pas d'extension de la lutte, ni aux autres usines du groupe, ni aux autres usines de Nantes, en dehors des débrayages symboliques de solidarité ; ceci n'a rien d'étonnant puisque la grève était entièrement entre les mains de l'inter-syndicale et que toutes les liaisons extérieures se faisaient par le canal des organisations. Toute différente aurait été la solidarité générale à l'égard d'une grève aux mains des travailleurs eux-mêmes.

— la solidarité financière a été de même organisée d'une manière très inégale (voir plus loin l'exemple d'une grande entreprise de la banlieue de Paris qui montre comment cela a pu être fait pour l'ensemble de la France). Au cours des 40 jours de grève, les ouvriers auront touché : un acompte patronal le 28 janvier, des versements totaux de 540 F et une avance de 500 F remboursable en dix mois, lors de la reprise du travail. A cela s'ajoute, pour une minorité adhérant à la C.F.D.T., les secours de grève de cette organisation. Lors de la fin de la grève, 1/3 des fonds collectés n'était pas encore distribué...

— les pourparlers font l'objet d'une utilisation habile pour manipuler l'ensemble des travailleurs de Bati-gnolles : c'est une alternance de temps morts, d'espairs déçus, de votes promis et pas tenus, de sondages faits par la bande, d'interventions au niveau local aussi bien qu'au niveau le plus élevé.

— tout ceci est bien connu et il ne pouvait en être autrement tant que la grève restait sur ce terrain légal ; à aucun moment, elle ne débordera dans un sens ou dans un autre. La combativité ouvrière aboutira quand même à une amélioration des propositions patronales, mais sans commune mesure avec la durée réelle et tout ce qui était sous-jacent dans une telle lutte ; le vote final qui interviendra après des rebondissements successifs portera sur les concessions suivantes :

- levée des licenciements et des sanctions ;
- paiement des trois jours de lock-out ;
- prime annuelle et congés payés versés sans tenir compte de la grève ;
- avancement des dates des augmentations prévues et étalées dans l'année ;
- légère amélioration de la grille des salaires ;
- réduction d'horaires de deux fois une demi-heure dans l'année.

Lorsque l'on compare ces différents éléments, les 40 jours de grève n'ont finalement abouti qu'à une sorte d'accord d'entreprise du style des accords Renault.

Le seul point qui peut paraître positif dans l'organisation de la lutte fut celui du ravitaillement. On peut faire le rapprochement avec ce qui s'était passé déjà en Mai 68. Dans la mesure où, sur ce plan, les syndicats

ne craignaient pas le débordement, les travailleurs purent avoir une activité autonome plus large ; des liaisons directes furent établies entre ouvriers et paysans de la région et tout un système de vente au prix coûtant fut mis sur pied ; cela peut constituer l'embryon d'un appareil de distribution aux mains des consommateurs ; mais là aussi, on manque de détails pour connaître exactement la manière dont fonctionnait cette organisation.

## LA FIN DE LA GREVE

Comme de juste, c'est un lundi, le 1er mars, au 39e jour de la grève (45 après le lock-out patronal) que se place la consultation sur les dernières propositions patronales.

Cette consultation avait déjà été annoncée dans la presse dès le samedi 27 février. Tout était prévu en bon ordre ; le lundi matin, des assemblées de syndiqués, à 9 h 30, séparément, et à 14 h un meeting général devant l'usine ; il était bien évident que ce n'était pas l'avis des travailleurs qui comptait ; les directions syndicales imposaient leurs décisions à leurs adhérents, lesquels, à leur tour, jouaient un rôle déterminant dans l'assemblée ouvrière ; le samedi également la direction avait fait annoncer que les cars de ramassage fonctionneraient le lundi normalement.

Au meeting de l'après-midi, après les discours des délégués syndicaux présentant l'accord patronal, il est procédé à un premier vote à mains levées dans lequel il semble qu'1/3 est contre la reprise et 2/3 pour. Mais des contestations s'élèvent à ce moment, les dirigeants syndicaux prennent peur qu'une importante minorité ne réussisse, par son action, à entraîner les autres à la poursuite de la lutte. Ils proposent alors un second vote à bulletin secret qui, lui, va se dérouler dans l'usine. Les délégués syndicaux font alors rentrer les ouvriers, non par la porte principale, mais par une petite porte latérale et filtrent soigneusement tous ceux qui rentrent. Une fois dans l'usine, et en moins de 10 minutes, le vote a lieu, chaque ouvrier devant déposer son bulletin en sortant de l'usine par la même porte. On ne peut qu'admirer le luxe de précaution pris par les dirigeants pour éviter, d'une part, aux ouvriers d'être contaminés à l'extérieur par des gens trop clairvoyants, et, d'autre part, pour qu'ils ne soient pas dans l'usine au cas où le vote entraînerait la continuation de la grève. Le résultat du vote (1.314 votants, 880 pour la reprise, 422

contre et 12 nuls, sur 1.800 ouvriers) montre que moins de la moitié des travailleurs sont pour la reprise du travail. Le but recherché est atteint : la division et l'encaissement, et cela entraîne la reprise immédiate du travail.

\*\*

Dans un article des Cahiers de Mai, n° 28, mars 1971, consacré à la grève de Nantes-Batignolles, sous le titre « Comment on en est arrivé là », il est posé des questions pertinentes sur le déroulement de la grève ; mais il n'y a pas l'esquisse d'une réponse et elles ne sont pas replacées dans le contexte capitaliste ; notamment le rôle réel des syndicats y est totalement escamoté :

« ces questions, au départ, ne visent personne en particulier et se situent de toute façon en dehors de la querelle qui a opposé, durant le conflit, la C.G.T. et la C.F.D.T. On peut même dire que ce sont des questions que les travailleurs se posent en premier lieu à eux-mêmes... »

Ceci est juste, mais montre le souci évident de ménager à tout prix les organisations syndicales. Tout est lié dans les luttes, et les rivalités C.G.T.-C.F.D.T. ne peuvent être écartées : elles deviennent essentielles dans la mesure où elles traduisent la tactique des syndicats par rapport à l'autonomie de la lutte. Pour la C.F.D.T. c'est une récupération démagogique de cette autonomie, pour la C.G.T. les attaques contre la C.F.D.T. qui, en apparence seulement, reprend le courant profond de la grève, sont en réalité des attaques contre l'autonomie de la lutte. Les travailleurs ne pourront discuter valablement de leur lutte et des réponses aux questions qu'ils peuvent se poser, que si toutes les explications et les analyses leur sont apportées par ceux qui peuvent avoir une connaissance plus approfondie des faits.

# La grève chez Ripoché

Entreprise de moyenne dimension, fabriquant des fours industriels

ANALYSEE PAR LE GROUPE AUTONOME REVOLUTIONNAIRE LORIENTAIS

RIPOCHE ? GRANDE VICTOIRE DE LA C.G.T. : 30 CARTES DE MOINS APRES LA GREVE

## Quelques jugements sur la grève

Le mardi 25 janvier dernier, un ouvrier des établissements RIPOCHE refuse de faire un travail dans des conditions qui nuisaient à sa santé. Pour être plus précis il ne refuse pas de faire un travail, il demande de l'effectuer dans un endroit de l'atelier où la poussière de silice, à laquelle il est allergique, ne vole pas ;

manœuvre déjà effectuée un mois plus tôt et à plusieurs reprises. Il est convoqué le soir même à la direction pour s'entendre dire qu'il était désormais indésirable dans l'usine ; il prévient son ami Le Pouézar, délégué de l'entreprise au syndicat C.F.D.T. qui conseille dès le lendemain matin aux ouvriers de l'entreprise

de débrayer. Il n'eut pas beaucoup de discours à faire. Jugeant ce licenciement abusif, les ouvriers de chez Ripoché se mettaient en grève dès l'embauche. Malgré la détermination des ouvriers, cette grève ne devait durer que huit jours, au terme desquels l'ouvrier licencié ne fut pas réintégré, celui-ci a seulement eu droit à la valeur de trois mois de salaire comme indemnité de licenciement. De plus, dans le cas de prochain licenciement, la direction en informera les délégués syndicaux. Magnifique victoire au bout de huit jours de grève.

Cette grève devait tout de même avoir un côté positif. Elle peut nous permettre de poser en termes clairs le pourquoi et le comment des grèves en général, et de celle de chez Ripoché en particulier. Mais d'abord, que sont les syndicats chez Ripoché ? La C.G.T. n'y existe pratiquement pas depuis cette affaire puisque la C.F.D.T. a récupéré une trentaine d'adhérents qui la rend majoritaire actuellement. Ceux qui restent à la C.G.T. ? Leur carte sont un garant de tranquillité plutôt que le témoignage d'un militantisme servil. En fait, chez Ripoché, la C.G.T. apparaît plutôt comme un élément extérieur et trouble fête. Nous reviendrons sur son rôle de briseur de grève au travers de ses communiqués de presse délirants. Le grand vainqueur et récupérateur en chef au cours de ces huit jours a été la C.F.D.T., assez habile pour reproduire et populariser les mots d'ordre des ouvriers les plus radicaux récupérant avec adresse toutes les initiatives « extérieures », la création de « comité de soutien », le déroulement du « gala au profit des grévistes », etc... Le suivisme de la C.F.D.T. s'est vérifié pendant toute la grève, sans cependant atteindre la mesquinerie de la C.G.T., elle savait, dans ses communiqués, donner le ton d'un « gauchisme tranquille » en appelant tous les travailleurs concernés à... etc... etc... L'attitude de la C.F.D.T. s'explique aussi par les liens de sympathie qui lient l'ouvrier licencié et le responsable de cette organisation. Déclarations pleurnichardes sur déclarations pleurnichardes, les organisations syndicales croient mener un combat qui les dépasse et qui ne les concerne même pas. Tous les charognards de la récupération se ruent sur le morceau de choix, ainsi voit-on, dès le début de la grève, des mots d'ordre des plus édulcorés sur les murs de l'usine Polybois, du genre « vive la ligue communiste », « lisez rouge », mots d'ordres éminemment « révolutionnaires » des besogneux militants de la ligue « communiste ».

Ainsi, en dehors de toute préoccupation d'appartenance idéologique, politique ou syndicale, un mouvement de grève se met en marche. Si la revendication immédiate en est la récupération de son emploi, la réintégration de Bernard M. ne fut que le détonateur de la grève qui relève surtout du climat dégradant, des conditions de travail qui règnent dans l'usine. La grève reflète la volonté des ouvriers d'en finir avec ces conditions. Cette action démocratiquement menée préfigure déjà la pratique révolutionnaire des *Conseils ouvriers* où tous les travailleurs discutent et décident tous des propositions de chacun en mandatant des délégués révocables à tout instant pour des tâches précises et limitées. Face à cette pratique exemplaire de démocratie directe et anti-bureaucratique, les bureaucraties syndicales ne tentaient plus que prendre le mouvement en croupe. Pour la C.G.T., cela est bien simple, de deux choses l'une, soit elle est assez forte pour contenir le mouvement et elle le manipule jusqu'à son désamorage, soit elle ne contrôle pas la grève, elle se retire du jeu et au mépris de toute démocratie, elle ne traite d'affaire qu'à l'échelon supérieur, au-dessus de la tête des travailleurs, sans eux donc contre eux (conversation des fonctionnaires syndicaux avec la direction et les pouvoirs publics) ou en intervenant de loin par l'in-

termédiaire des communiqués de presse. La C.G.T. contrecarre systématiquement toutes les initiatives qu'elle sait ne pas pouvoir contrôler, elle veut donc affirmer un pouvoir sur les ouvriers, donc objectivement exister en tant que force extérieure de contrôle sur une masse de travailleurs voulant affirmer leur autonomie. Seulement, le caractère exemplaire de cette grève a ses limites car, durant le conflit, ce sont plus les délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. qui ont discuté avec la direction et l'inspecteur du travail, que les délégués que les travailleurs étaient en pouvoir de se donner en ces moments là. Pour qu'une grève obtienne des résultats, il faut qu'elle dure le plus longtemps possible et qu'elle soit dure. Comme l'affirmait la C.G.T. de la bonne époque « la C.G.T. préconise comme moyen d'action la grève générale et illimitée et considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de réparation, base de la réorganisation sociale ». Mais ceci c'était en 1906, la C.G.T. de l'époque était bien loin de se douter qu'après 65 ans de pourrissement bureaucratique et d'action contre-révolutionnaire, l'appareil syndical deviendrait l'allié le plus sûr et le plus estimé du capitalisme spectaculaire marchand. Car en 1971, un permanent de la C.G.T., qui n'est pas plus ouvrier que le plus stupide des étudiants gauchistes, a moins de chance d'être licencié de son organisation qu'un travailleur de chez Ripoché de son usine. Aujourd'hui la C.G.T. est une entreprise prospère et qui marche bien, mais pour le syndicalisme..

Si chez Ripoché le révélateur de cette lutte des classes est que n'importe qui peut être viré du jour au lendemain sous un prétexte quelconque, la bonne volonté de lutte des travailleurs ne pouvait suffire. Si la grève avait continué et s'était étendue, il aurait fallu faire face à des besoins les plus élémentaires et les plus urgents.

Nous en arrivons aux moyens de faire durer la grève. En ne s'attaquant qu'à des problèmes partiels, les syndicats créent des séparations ne permettant pas de voir le monde dans sa totalité (syndicats de dockers, d'enseignants, de métallos...) A Lorient, il y a un port de pêche où les camarades ramènent du poisson pour le compte des mareyeurs. A Lorient et dans les environs il existe des conserveries de produits alimentaires pour le compte d'autres patrons. Les paysans eux-mêmes sont obligés de passer par un circuit parasite pour écouler leurs produits.

Se donner les moyens matériels de faire durer une grève, c'est bien la seule pratique positive et bien plus efficace que tous les discours, tous les soutiens pleurnichards, les compromis douteux avec les patrons, etc... Cette pratique marque les points et les progrès du mouvement révolutionnaire sur le vieux monde et sur tous ses souteneurs. Elle a été celle des ouvriers nantais en Mai 68, l'usine Saupiquet en grève faisait tourner les machines pour le compte des grévistes ; toujours à Nantes, en février 71 où les paysans viennent vendre leurs marchandises au prix de gros aux travailleurs des Batignolles en grève. En fait, tout cela, les ouvriers de chez Ripoché n'ont pas eu le temps de le voir, le seul soutien effectif fut le soutien financier de différentes origines, collectes, dons de solidarité, gala... Même la C.G.T. a fait un versement de 500 F destiné au syndicat C.G.T. de chez Ripoché, pas à Bernard M. ; pas aux autres grévistes, mais à la section cégétiste de l'usine. N'importe comment, cette forme de soutien a ses propres limites en quantité et en qualité, il ne s'agit que d'un transfert de fonds qui n'aura jamais la qualité d'une grève active où les machines sont mises en route pour le compte des ouvriers eux-mêmes : CECI EST LE DEBUT DE LA REVOLUTION SOCIALE.

## A propos d'un communiqué

*Dans notre analyse de la grève, nous avons évoqué, entre autres stupidités dues à la C.G.T., les communiqués de presse qu'elle a pu faire paraître. Nous ne prendrons que le dernier de ces communiqués, tant il est hilarant... et facile à contrecarrer, compte tenu de sa débilite.*

### TEXTE DU COMMUNIQUE

#### APRES LA GREVE DE CHEZ RIPOCHE

On nous communique :

Le bureau de l'U.D.-C.G.T. du Morbihan, dans sa réunion du 3 février, a décidé, au titre de la solidarité, deux versement : 25.000 AF au syndicat C.G.T. Bati-gnolles (L-A) et 50.000 AF au syndicat C.G.T. Ripoché Kerpond Lorient.

D'autre part, un appel est fait aux syndicats importants du département afin qu'ils interviennent dans le même sens.

Après avoir entendu un rapport sur la lutte des travailleurs de chez Ripoché, le bureau de l'U.D. s'élève contre l'intervention dans ce conflit d'éléments extérieurs au personnel de l'entreprise, ainsi qu'au mouvement syndical.

Ces interventions avaient uniquement pour but de dévoyer la lutte des travailleurs et prolonger un conflit qui était arrivé à ses limites. Elles se sont soldées par un échec, les travailleurs n'ayant dans ce domaine aucune leçon à recevoir de personne.

Les conseils également prodigués pour tenter de créer la division parmi les travailleurs ont été repoussés avec vigueur.

Au travers des insultes proférées à cette occasion contre la C.G.T. et ses dirigeants ce sont les travailleurs qui sont directement visés. Le bureau de l'U.D. félicite les travailleurs de chez Ripoché pour leur action unie contre les licenciements. Cette action est en fait un avertissement au patronat de la région qui devra pour l'avenir en tenir compte.

### REPONSE EN HUIT POINTS

1) *Don de 50.000 AF* : Voilà un don assez suspect, arrivant alors que tout est fini, alors qu'il aurait été si bien accueilli pendant la grève. Mais bien accueilli par qui ? Car ce don n'est pas adressé à l'ensemble des grévistes de chez Ripoché. Que signifie cette discrimination dans la lutte contre le patronat ? Toujours est-il qu'avec les 50.000 balles les quelques pelés qui restent encore à la C.G.T. chez Ripoché, vont pouvoir s'offrir un solide gueuleton (pour emmerder la nouvelle majorité C.F.D.T. qui a peut-être plus d'adhérents mais pas le pognon).

2) *Intervention dans le conflit d'éléments extérieurs au personnel et au mouvement syndical.*

Que veut dire la C.G.T. par « éléments extérieurs » ? — sont-ce ceux qui ne sont pas employés chez Ripoché ? Alors que venaient foutre sur les lieux de la grève les grosses têtes de la C.G.T., dont PIRIOU, secrétaire régional, stalinien bien connu. Si un élément a été extérieur à ce conflit c'est bien celui-là, dont la mission a été de boycotter la grève comme il

en boycotte un peu partout. C'est son boulot de permanent de la plus puissante centrale syndicale de ne pas laisser les ouvriers aller trop loin, c'est-à-dire déborder les pleutres syndicalistes.

— sont-ce ceux qui n'ont rien à voir avec le monde ouvrier comme les « petits bourgeois gauchistes », « agitateurs folkloriques » comme les appellent les modérateurs cégétistes ? Nous n'en sommes pas et la C.G.T. s'est bien gardée de nous affubler de ces qualificatifs dégradants pour nous. Car ils savent bien, nos « amis récupérateurs », que notre groupe est constitué de jeunes et de vieux pas toujours d'accord sur certains points (et heureusement pour nos idées), mais d'accord pour condamner les structures syndicales et politiques, qui ne font que perpétuer l'état autoritaire et le merdier gouvernemental. Comme les politicards syndicalistes ont besoin d'étiquettes pour classer les gens, ils nous appellent « ANARCHISTES et ANARCHO-SYNDICALISTES » en général, nous qualifiant même de gauchistes.

3) *Dévoier la lutte et prolonger un conflit arrivé à son terme* : Crapules cégétistes, non seulement c'est vous qui avez dénaturé et avorté ce mouvement qui démarrait si bien, mais encore c'est vous qui avez décidé à la place des travailleurs qu'il était arrivé à son terme. Car les « gugus » de la section C.G.T. de chez Ripoché qui ont jugé qu'il fallait arrêter les frais (c'est bien le mot) n'ont, comme à l'accoutumée, que suivi aveuglément les ordres donnés par la bureaucratie syndicale. Si ce n'est pas ça de l'intervention extérieure, on se les coupe... !!

4) *Leçons à recevoir* : Nous n'avons donné aucune leçon et n'avons à en donner à personne. Ce genre de sport nous l'abandonnons aux gauchistes de la « taupe rouge » et à vous (dans le même sac) syndicalistes de tout poil. Contrairement à vous nous n'allions pas voir les gars de chez Ripoché pour discuter avec eux et même entendre de bons conseils pour l'avenir. Tout simplement et non pour leur imposer nos vues. Ils sont assez grands pour savoir ce qu'ils ont à faire.

Par contre, toi PIRIOU, tu as ordonné, imposé ta volonté, et de quels droits ? Cela n'a rien d'étonnant puisque ta puissante centrale considère les travailleurs comme des gamins (plusieurs fois cité), des gamins qu'il faut diriger... ou plutôt comme des pauvres types dont les adhésions sont bien utiles au renforcement de cette illusoire puissance.

5) *Conseils prodigués pour tenter de créer la division chez les travailleurs* : Une fois de plus, nom de dieu, c'est la C.G.T. qui a fait naître la division (son insistance pour faire voter, un exemple) et qui a ordonné à ses adhérents de se désolidariser. La grève était bien partie, nous insistons là-dessus et, ce sont les « couilles molles » de la C.G.T. qui se sont dégonflées... par stratégie.

6) *Conseils repoussés avec vigueur par les travailleurs* : Considérant que ce sont les « conseils » plutôt que les directives de la C.G.T. qui ont créé la division, nous affirmons que ce sont également les leurs qui ont été

repoussés avec vigueur. D'une part pendant la grève : preuve les gars qui ont déchiré leur carte et les ont brûlées devant l'entrée de l'usine ; d'autre part après la grève : une vingtaine de nouvelles adhésions à la C.F.D.T.

7) Le bureau de l'U.D. félicite les travailleurs pour leur action unie contre les licenciements : Sans commentaires après ce que nous avons signalé plus haut.

#### ET L'APOTHEOSE

8) *Cette action est en fait un avertissement au pa-*

*tronat de la région qui devra pour l'avenir en tenir compte* : A ne donner que des avertissements sans passer aux actes, on risque de vivre éternellement dans ce système que les « camarades » de la C.G.T. prétendent vouloir foutre en l'air. Le patronat de la région n'en tient pas compte, la preuve, encore un licencié chez France Elevage la semaine dernière. Chez Ripoche on n'en est pas à la première grève, la chose se vérifie. Une fois encore la clique à Pichery a remporté la victoire et doit bien se fendre la gueule, grâce à la C.G.T. qui n'est plus que ce que les bureaucrates chinois appellent « un tigre en papier ». Ce qui est le sort de toute organisation ! ! !

### Réactions chez Ripoche

Nous n'avions pas de cartes à vendre chez RIPOCHE, contrairement à la C.F.D.T., pour qui finalement ça a été tout bénéfice. Nous sommes allés là-bas pour discuter sans plus, nous avons rencontré des gars très bien, en particulier une bande de jeunes aux réactions on ne peut plus saines. Il se trouve qu'on ne s'est pas trompé sur leur compte et qu'ils ne se sont pas laissés enculer... S'ils ont repris le boulot, c'est parce que forcés, leur colère ils l'ont exprimée dans un communiqué fait en dehors de tous syndicats, sans la moindre intervention extérieure (même la nôtre, quoique que puissent penser les charognards cégétistes et autres). Nous le communiquons ci-dessous : à vous de juger.

#### LA GREVE AUX ETABLISSEMENTS RIPOCHE

Le mercredi 3 février 1971, les ouvriers des établissements RIPOCHE reprenaient le travail, après une semaine de grève. POURQUOI ?

POURQUOI un mouvement aussi spontané, commencé par tous les ouvriers, à la suite d'un licenciement jugé abusif d'un de leur camarade a-t-il échoué aussi lamentablement ?

Nous voulons savoir et nous accusons la C.G.T. d'avoir, dès le début, freiné le mouvement, puis de s'y être opposée ouvertement. Les prétextes invoqués par la C.G.T. nous semblent odieux, et nous accusons la C.G.T. d'aller à l'encontre des intérêts de tous les travailleurs, jeunes ou anciens, car il semble qu'un jeune ouvrier ne peut pas comprendre. Peut-être som-

mes-nous jeunes, mais nous ne sommes pas résignés, et nous ne voulons pas travailler dans les conditions que nos pères ont travaillé.

Doit-on rester insensible à ce qui s'est passé ? Un ouvrier que l'on appelle « camarade » est resté dehors, et nous autres « jeunes » nous en avons honte. Qui sera le prochain ? Et que ferons-nous ? Nous avons posé des questions à la C.G.T. et nous attendons encore les réponses ! ! !

A la suite de cet échec dû à la C.G.T., nous devons conclure qu'avant de combattre le patronat, nous devons combattre la C.G.T., POURQUOI ?

Des Jeunes de chez Ripoche.

## C. E. A. (Saclay)

Comme partout ailleurs en France, le niveau des luttes monte à Saclay en même temps que la répression. Saclay comporte à son tour un comité du Secours Rouge, dont la composition, assez hétérogène, assure un certain équilibre en évitant la groupuscularisation. Ses préoccupations, comme ses actions, en font plutôt l'équivalent des comités d'action surgis après Mai. Deux incidents récents illustrent assez bien son activité.

Le premier se situe dans le Service de Biologie. Une jeune femme, ancien agent du C.E.A., ayant démissionné pour raisons familiales, veut revenir travailler. On lui

offre un poste temporaire, en profitant du congé prolongé d'un autre agent dont le retour est prévu pour juillet 1971. Mais, le contrat d'embauche temporaire n'est pas établi pour la durée totale prévue : il n'est valable qu'un mois et doit être reconduit périodiquement, entre temps la D.S.T. enquête. Et on retrouve le schéma classique du licenciement arbitraire, à Saclay : convoquée le jeudi 11 février au soir par son chef de service, la jeune femme apprend que son contrat ne sera pas renouvelé le 15, qu'il n'y a là aucune raison professionnelle, mais la hiérarchie scientifique est impuissante à empêcher cette décision dont elle n'a été

avertie qu'au dernier moment. Le Conseil d'Unité du service, immédiatement prévenu, convoque une assemblée générale dès le vendredi matin ; le personnel est fermement décidé à défendre la jeune femme et demande la convocation d'une assemblée générale de département. La section du Secours Rouge, prévenue, fait des affiches pour diffuser l'information, et les colle à l'heure du déjeuner. Le résultat est immédiat : les délégués du personnel demandent une entrevue au directeur du Centre et 40 agents du service se présentent avec eux à cette entrevue — sans résultat bien entendu. A 5 h 30 du soir, le personnel du service demande aux syndicats de déposer un préavis de grève : la C.F.D.T. accepte ; la C.G.T. se défile, invoquant l'absence de « responsables ».

Là encore le Secours Rouge informe, par affiches, du déroulement des événements. On ne peut plus étouffer l'affaire, bien que cette grève soit vue d'un très mauvais œil par la C.G.T. qui a d'autres actions en vue — avec d'autres objectifs —. Mais, le responsable national prend le vent à temps. Lundi 15, le Conseil de département, à son tour, vote une motion de protestation en essayant de « mouiller » le chef de service qui a bien trop peur, et le chef de département qui, plus habile, ne signe pas la motion proposée, mais envoie sa propre lettre de protestation (à condition qu'elle ne soit pas rendue publique). Nouvelle entrevue des syndicats avec la direction : 100 personnes veulent y assister. Cette fois, la C.G.T. et le directeur sont d'accord pour les laisser dehors. Le directeur, débordé, promet une entrevue avec l'Administrateur général pour le jeudi. En attendant, le Conseil d'Unité de la Biologie commence à prendre contact avec d'autres services, sinon avec l'espoir de les mettre en grève, au moins pour avoir leur soutien par des motions de solidarité, ce qu'ils ont obtenu de quelques services. Les biologistes soulignent qu'ils luttent pour la réintégration de la jeune femme, point, et qu'ils refusent de se laisser entraîner dans des actions plus vastes (avenir de la recherche, etc... chères à la C.G.T.) où leur revendication serait noyée. L'Administrateur général, devant la tournure des événements et la perspective d'une grève le jeudi, se pointe à Saclay dès le mardi après-midi... et cède. L'enjeu était mince pour lui et ne valait pas une agitation aussi importante, juste au moment où il prenait ses fonctions.

Mais, quelques membres du S.R. ont rédigé une autre affiche tirant la leçon des événements. Sous le titre « la Solidarité paye », le texte comportait la phrase suivante : « La position résolue du personnel de la Biologie a imposé aux syndicats un mot d'ordre clair et précis : la réintégration de Mme X. ». Cette affiche

n'a pas fait long feu et elle a même provoqué de sacrés remous au S.R., où beaucoup voient d'un fort mauvais œil toute attaque anti-syndicale.

Il est à noter que la réaction qui consiste à convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un problème grave se pose, est un héritage de Mai, qui continue de se pratiquer surtout, mais pas exclusivement, dans les conseils d'unité actifs. Mais la réunion des assemblées générales n'est jamais spontanée : le personnel recherche encore la couverture légale du conseil d'unité.

A peine l'affaire classée, un autre lièvre fut soulevé : les syndicats n'avaient fait aucune collecte pour les grévistes des Batignolles, alors que la grève durait déjà depuis 5 semaines. Sans tambour ni trompette, le S.R. s'installe le jeudi à l'une des cantines avec 2 affiches et une caisse et recueille en l'espace d'une heure 1770 F. Là encore, la réaction est immédiate : l'intersyndicale se réunit et décide à son tour de faire une collecte, dès le lundi, mais dans les services. L'affiche de la C.F.D.T. invitait le personnel à donner indifféremment aux deux collectes, par contre celle de la C.G.T. était injurieuse. Le vendredi, après avoir demandé cette fois l'accord de l'Administration, qui ne pouvait plus refuser, le Secours Rouge continue sa collecte aux cantines et recueille encore 2.700 F. Près d'une demi-million au total : montant et reçu sont affichés. Quinze jours plus tard, une des sections C.G.T. affiche à son tour le montant et le reçu des sommes recueillies dans son secteur, avec ce commentaire : « C'est la nécessité du caractère de masse des actions de solidarité qui nous amène à ne cautionner aucune initiative prise sans consultation des organisations syndicales ». (Autrement dit : pas touche à notre monopole !). Qu'aurait été le commentaire si le S.R. n'avait pas affiché le reçu, on l'imagine sans peine par les calomnies qui commencent à circuler concernant la destination de l'argent !

Mais, ce qui a le plus frappé au cours de cette collecte, c'est au contraire la réaction massivement positive du personnel (à l'exclusion bien entendu des inconditionnels de la C.G.T.). Même et peut-être surtout parmi les syndiqués une phrase souvent entendue : « C'est un scandale que les syndicats n'aient pas encore fait de collecte ! *Vous leur forcez la main* : bravo ! ». En fait, une telle observation montre les limites des actions positives du Secours Rouge à Saclay : on lui est reconnaissant de servir de moteur au syndicat ; on comprendrait mal une attitude franchement anti-syndicale. Et cette ambiguïté fait, bien entendu, que beaucoup d'actions du S.R. servent finalement les syndicats. Il est certain qu'ils ont retiré tout le profit possible de l'affaire de la biologiste licenciée. L'histoire de la collecte a été plus difficile à récupérer.

## LA GREVE DES PILOTES DE LIGNE

La radio et la télé nous ont balancé des déclarations patronales sur les salaires des pilotes de ligne (1 million AF par mois), ceux des autres navigants, et l'inconvenance de leur grève : une offensive de grand style au cours de laquelle on a pu entendre les dirigeants cumulards de conseils d'administration se scandaliser des paies de leurs salariés et qualifier ceux-ci de privilégiés.

Cette action psychologique a trouvé quelques échos parmi les travailleurs : il est toujours facile aux patrons de faire s'opposer les différentes couches employées à l'aide de différences qu'ils ont eux-mêmes mis en place.

tées à l'aide de différences qu'ils ont eux-mêmes mis en place.

Ce n'est pas le niveau des salaires qui décide si on

est travailleur ou non, mais les moyens par lesquels on obtient ces salaires. C'est la position dans la société qu'il faut regarder. Les privilèges, c'est quelque chose de relatif et il ne faut pas comparer ces privilèges avec la situation d'autres travailleurs, mais avec celle des responsables de la production ou celle des membres de la classe dirigeante. On trouve des dirigeants d'entre-



prise qui gagnent beaucoup moins qu'un pilote de ligne, mais leur situation dans la société capitaliste est pourtant fondamentalement différente. Les uns ne sont que des exécutants sans pouvoir (sauf peut-être sur l'équipage de l'avion), les autres sont les dirigeants qui

détiennent le pouvoir social. La grève des pilotes est un grève de travailleurs : la preuve en est que la direction des compagnies aériennes a recours aux mêmes méthodes que celles de Batignolles à Nantes, le lock-out.

## UNE GREVE AU RESTO-U. DE VINCENNES

*(d'après un témoin et des discussions avec le piquet de grève) (11 février)*

Un gars, embauché il y a 15 jours (période d'essai), refuse de travailler à la plonge parce qu'il y a des noirs et des arabes. Il veut être caissier, c'est-à-dire choisir son travail en laissant les tâches ingrates aux travailleurs immigrés. En raison de son attitude, les autres font pression pour qu'il soit vidé.

Sur ce, l'employé en question descend à la cafétaria en donner les raisons. Un mao et d'autres, sans plus se renseigner, se lancent à corps perdu dans le « soutien », font des bombages en faveur du futur licencié ; ils interviennent à la cafétaria. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le personnel du resto-U décide la grève de 3 jours en protestation contre l'intervention des étudiants conduits par le mao. Déjà, l'an passé, les maos avaient affiché les textes des conventions collectives et annoncé des actions futures décidées par eux seuls pour les employés... qui n'étaient pas au courant. Les travailleurs du resto-U s'étaient rendus en délégation pour voir Rémy, le chef mao de Vincennes, et d'autres étudiants pour les engueuler sur le fait de s'être mêlé à des affaires qui ne les regardaient pas. Cette fois, les maos reprennent une autre claque sur la gueule en se substituant au travailleur en question du resto-U et en essayant de l'utiliser pour leur politique avant gardiste démentielle.

Finalement, cela sert à la C.G.T. qui manipule les employés contre les usagers du resto (étudiants et autres anti-étudiants qui en profitent) : ils ne sont pas dénoncés implicitement, mais tous sont assimilés à ces super activités. Finalement, ces adulateurs de travailleurs se retrouvent avec ceux qui les méprisent et reproduisent dans leurs rapports quotidiens avec ces employés, les mêmes rapports qu'ils doivent avoir avec les autres hommes.

Ci-après le tract diffusé par les employés du resto-U :

ETUDIANTS DE VINCENNES - 11 FEVRIER 1971

*Des incidents, provoqués par un groupe d'étudiants, se sont produits le mercredi 10 février après-midi au restaurant universitaire, et ce n'est pas la première fois. Nous sommes scandalisés par de tels agissements et nous ne tolérerons plus désormais que l'on se mêle de nos affaires.*

*C'est pourquoi, le personnel du Restaurant et des deux cafétarias, à l'unanimité, a décidé un arrêt de travail dès aujourd'hui jeudi 11 février, vendredi 12 et samedi 13.*

*Voici les faits :*

*Un employé, engagé depuis le 1er février 1971, a dû être remercié à cause de grossièretés à notre égard, insultes odieuses envers les serveuses, attaques envers nos collègues algériens invités par lui à retourner dans leur pays, etc...*

*Nous ne voulons plus, malgré les interventions d'un groupe d'étudiants, cette personne parmi nous. Nous sommes des travailleurs et nous exigeons d'être respectés dans nos activités.*

*C'est pourquoi, nous en avons marre nous aussi d'être aussi souvent perturbés et insultés dans notre travail. Comme nos camarades de NANTERRE l'ont exigé l'année dernière, nous demandons de travailler en paix. C'est pourquoi nous arrêtons le travail à titre de protestation.*

*Nous nous excusons auprès des étudiants que cet arrêt gênerait, mais nous ne voulons plus que de tels faits et agissements se reproduisent. Laissez-nous en paix, ne vous mêlez plus de nos affaires. Nous n'accepterons jamais de travailler sous la menace.*

*L'ensemble du Personnel du R.U. Vincennes  
et des deux cafétarias.*

# L'Affaire Guiot et le mouvement dans les Lycées

Un étudiant (plutôt que lycéen, car il suit une classe préparatoire aux grandes écoles de dirigeants), arrêté dans une manifestation, est immédiatement condamné à 2 mois ferme et à 3 avec sursis pour violences à agents. Professeurs et élèves de son lycée (Chaptal à Paris) protestent ; et comme cela ne donne rien, ils se mettent en « grève » et essaient d'étendre leur mouvement. Partie spontanément, partie par l'action des groupuscules, partie par le soutien d'une fraction « modérée » de la bourgeoisie, ce mouvement se développe inégalement dans toute la France. L'essentiel se passe à Paris, principalement dans la rue et culmine par un « sit in » pacifique d'une journée devant le Palais de Justice. Le jour même où le pouvoir politique, après avoir pris une position dure, cède totalement devant l'ampleur et les répercussions de l'Affaire Guiot : la Cour d'Appel acquitte le « coupable ». Après, tout paraît retomber rapidement, bien que l'agitation continue dans les lycées (elle existait d'ailleurs avant). Flux et reflux de ce mouvement n'ont guère pu être canalisés ou freinés. Les services d'ordre des groupuscules n'ont pas eu pratiquement à s'employer pour protéger les flics et les tentatives de débordement n'ont guère entraîné que les ultra minorités de circonstance.

Les commentaires oscillent entre deux extrêmes : pour les uns, ce n'est qu'un « chachut d'étudiant » dans lequel les gauchistes se sont retrouvés dans une action commune avec la bourgeoisie libérale (ce qui est normal entre dirigeants et futurs dirigeants) (1). Pour les autres, les groupuscules ont trahi ce 19 février 71 : « l'étincelle du mouvement de la jeunesse a failli mettre le feu à toute la plaine... Vous avez empêché la jeunesse de conquérir ce qui lui appartient... » (2).

Malgré toutes les déceptions des « organisateurs de la révolution », malgré les condamnations d'une lutte « petite bourgeoise », le mouvement qui s'est développé autour de l'affaire Guiot est un mouvement politique. D'autant plus que ses protagonistes le déclaraient apolitique, d'autant moins que les ultra minorités essayaient de le politiser. Faire céder le gouvernement quels qu'en soient les moyens est un acte politique, au sens profond du terme, mais qui, dans ce cas précis, est resté uniquement politique. Ses conséquences apparaissent tout de suite et dans d'autres domaines, dans la mesure où ce n'est pas la voie légale, mais une action de masse qui fait prendre un décision politique : elle apporte la preuve qu'il est possible de faire céder le pouvoir par un rapport de force direct. Il n'est pas sans intérêt, quoique non fondamental, que la démonstration en soit faite par des lycéens, comme elle a pu en être faite en Mai 68 par des étudiants. Les effets de cette démonstration ne se sont pas fait attendre : dans divers lycées, dans les facultés, dans la magistrature et dans la police. C'est-à-dire dans des lieux forts divers. Mais la crise d'une société touche toutes ses structures, y compris celles destinées à la préserver.

Il peut paraître étrange qu'un tel mouvement se développe dans des milieux étudiants ou lycéens. Ces derniers, surtout ceux du second cycle, appartiennent dans leur grande majorité à la classe bourgeoise et sont destinés à devenir les futurs dirigeants et cadres. Toute cette agitation traduit la crise de la société capitaliste.

(1) *Lutte de classe - mars 71 - Jean Colin - 75, rue Saint-Antoine - Paris 4e.*

(2) *L'Idiot International - n° 14 - 24 février 71 - 2, rue Vauvilliers - Paris 1e.*

Que des facteurs de décomposition apparaissent au sein même de la classe dominante, chez ses propres enfants, dans les centres de formation des « élites », constitue un des multiples signes avant-coureurs de secousses plus sérieuses sans qu'on puisse en tirer quoi que ce soit quant aux perspectives.

En l'occurrence, le mouvement lycéen s'attaque à l'arriération de tout le système éducatif, à sa totale inadaptation aux structures tant familiales qu'économiques du monde capitaliste moderne, à son impossible réforme pour qu'il corresponde aux besoins de l'économie d'aujourd'hui. Les établissements d'enseignement deviennent les centres d'une contestation de ce qu'on y enseigne, les « valeurs » bourgeoises, morales et culturelles. La situation est d'ailleurs très confuse. Il y a des différences importantes entre la lutte contre la discipline dans les lycées techniques (qui contient des termes de la lutte de classe) et les actions diverses dans les lycées (depuis les cours libres, l'éducation sexuelle, la libéralisation, l'exercice de « droits politiques », etc...). On est loin de l'unification dans un prétendu « pouvoir lycéen » ou dans un mouvement de libération des jeunes. Selon les lieux et les circonstances, les raisons politiques locales, l'intervention des inénarrables « parents d'élèves », le comportement de l'administration et des professeurs, les réactions sont très différentes. Avant l'affaire Guiot, cette agitation se développait autour de cette mutation pesante d'un monde rétrograde. Mais, dans les limites étroites des lycées, les énergies refoulées et les impossibles accommodements se transforment soit en violence et en absolus politiques (terrain de choix pour l'enrôlement dans les groupuscules), soit en potentiel qui ne demande qu'à déborder sur d'autres terrains. Ceci peut expliquer le développement rapide de l'affaire Guiot : elle a polarisé autour d'une question qui sensibilisait plus que les agitateurs habituels tout ce qui, depuis des mois cherchait mal à éclater dans le cadre de l'Education Nationale. L'affaire Guiot retombée, il reste cette agitation diversifiée, mais de nouveau limitée, avec pourtant un facteur capital : la réussite d'une action politique directe, donc d'une politisation (au sens d'action sur un pouvoir et non d'une adhésion à un groupe).

Un mouvement de lycéen n'a aucune incidence économique (à court terme du moins), ni pour les participants, ni pour l'appareil productif. Il reste donc sur un terrain uniquement politique et ne peut que se donner un contenu idéologique. De fait, il ne peut que se diriger contre l'autorité en tant que telle et ses justifications (morale et culturelle) ; il ne peut qu'emprunter à tous les systèmes divers de pensée qu'une intense propagande déverse dans les lycées sous des étiquettes diverses. Les termes « pouvoir lycéen », « pouvoir étudiant » n'ont aucun contenu réel et sonnent d'une manière bien dérisoire en regard de la lutte de classe. Sur ce terrain politique, les mouvements lycéens, et en particulier l'affaire Guiot, s'insèrent dans le conflit entre différents clans de la classe dirigeante (libéraux et durs, réformateurs et conservateurs) ; ils se prêtent à toutes les manipulations (par exemple la barrière idéologique qui bloque toute solidarité pour Deshayes).

Mais le fait qu'il n'y ait aucune contrainte économique dans ces « luttes » les libère en quelque sorte. Elles peuvent aller plus loin, à la fois dans leur autonomie et dans la dénonciation des idéologies, une fois franchi le barrage des contraintes administratives, familiales et groupusculaires (voir le rôle de la « neutralité » administrative et professorale dans l'affaire Guiot). C'est

significatif que dans les lycées techniques, les luttes restent bloquées au niveau matériel de la lutte de classe et par contre au niveau idéologique se traduisent par une passivité complète ; les lycéens qui ont contacté des élèves de C.E.T. ont pu constater qu'ils entraient dans un monde totalement différent du leur. Tout ceci échappe quelque peu à ses auteurs mêmes : ce n'est pourtant pas un facteur négligeable même si bon nombre de lycéens ou d'étudiants retourneront, comme il est facile de le prévoir, dans les ornières de leurs carrières traditionnelles (pour autant qu'ils le puissent, car le capitalisme ne peut plus leur offrir cette garantie et c'est une des causes les plus importantes du « malaise étudiant ») (1). Même si ces formes de lutte, ces critiques sont éphémères et ambiguës, elles témoignent par leur radicalisme des ruptures possibles avec le monde capitaliste.

Quels que soient les jugements que l'on puisse faire sur ces mouvements d'un point de vue prolétarien, quelles que soient les utilisations qu'en a à faire une

fraction de la bourgeoisie, ils accusent durement les contradictions du système, non seulement sur le terrain des superstructures (toutes les valeurs traditionnelles), mais aussi sur celui de l'attaque directe du pouvoir politique détruisant le fonctionnement normal d'institutions importantes. Une telle situation ne peut se développer que dans le contexte et dans le sens du mouvement général d'autonomie des luttes sur les lieux de production qui ponctuent la crise du capitalisme. Elle n'en est que la correspondance dans un domaine limité. Mais, étant donné ce domaine particulier, ce qu'elle retourne à tout le prolétariat, ce n'est pas seulement cette autonomie, la pratique de l'action directe. C'est aussi, et c'est peut-être le plus important, la mise en cause de toutes les valeurs spirituelles dominantes du capitalisme qui sont un des freins les plus puissants aux luttes des travailleurs pour leur émancipation.

(1) *La grève généralisée en France - Mai 68 (I.C.O.).*

P.S. — A plusieurs reprises, au cours de ces événements, des lycéens sont venus à des réunions d'I.C.O. raconter ce qu'ils en avaient vécu et en discuter. Des camarades d'I.C.O. ont rédigé à la suite de ces débats le texte ci-dessus. Les étudiants et lycéens intéressés par *des liaisons directes* peuvent nous demander de les mettre en contact, ceci indépendamment de tout groupuscule et d'I.C.O. en particulier. Nous ne ferons que transmettre.

Des camarades d'I.C.O., enseignants, envisagent de rédiger une brochure sur l'ensemble de ce mouvement lycéen. Tous ceux qui sont intéressés peuvent y participer. Les camarades (enseignants ou lycéens...) qui possèdent des informations sur ces luttes, sur leur organisation (et surtout en province) peuvent nous les adresser.

Pour toute collaboration et renseignement à ce sujet, écrire à : A. Simon, 4, rue des Ecoles Centrales, 34 Montpellier.

## SOLIDARITE

### COMITE DE SOUTIEN A « LA MECHE »

Toulouse, le 2 avril 1971.

Alors qu'on commençait à ne plus y croire, le procès a eu lieu. D'abord fixé au 28 février, il fut repoussé (pour raison de santé d'un accusé) au 4 mars. Ce jour-là, de nombreux camarades se pressaient dans la salle du Tribunal et aux abords du Palais. Peine perdue, puisque le Tribunal prenait la décision de siéger à huis clos. Les traditionnels C.R.S. refoulaient donc tout le monde et le procès se tint dans une salle vide de public. Mais le verdict, lui se fit attendre encore une quinzaine de jours. Finalement le 19 mars :

— Etienne GUILLEMAU, directeur de « La Mèche », se voyait condamné à 2.000 francs d'amende et 1 mois de prison avec sursis ;

— Jules CELMA, rédacteur, à 1.000 francs d'amende et 2 mois de prison avec sursis ;

— à cela il faut ajouter les frais de justice, dont le montant, qui n'a pas encore été communiqué, peut être assez élevé ;

— par contre, nous connaissons le « salaire » demandé par ces « chers » avocats : 1.600 francs.

Faut-il s'étonner de la sévérité du verdict, alors qu'il était clair que de tous les motifs d'inculpation, seuls ceux contenus dans l'article « J'aimerai embrasser une fille sur le cul ! » avaient été retenus, et expli-

quent la soi-disant « nécessité du huis clos » pour juger de ces outrages aux bonnes mœurs. Le prétexte était facile et permettait de traiter les prévenus comme des droits communs.

De nombreux journaux ont parlé de l'affaire. D'autres l'ont étonnamment passé sous silence (et parmi ceux-ci il est bon de citer « J'accuse », « Politique-Hebdo »...).

Malgré la passivité obstinée, mais compréhensible, de la majorité des groupuscules gauchistes (pour eux : « c'était pas sérieux... nous étions des obsédés sexuels... c'était pas politique ») de nombreux camarades ont, par l'intermédiaire apporté une aide matérielle et morale aux accusés et donc au journal incriminé. C'est à eux que s'adresse cette information à laquelle nous tenons à ajouter nos remerciements, même si ce mot n'est pas celui qui convient le mieux à un geste de solidarité.

« La Mèche » continuera de paraître !

*Le Comité de Soutien*

— Le montant de la somme recueillie s'élève à 2.700 F, on peut donc envoyer son aide à : ALVAREZ Antoine - C.C.P. 1326-25 - 31 Toulouse.

— Toute correspondance devra dorénavant être adressée directement à : La Mèche, B.P. 3020, 31 Toulouse.

# Grande-Bretagne

Deux longues grèves, celle des postes et celle de toutes les usines Ford, qui ont duré toutes deux plusieurs semaines, marquent la lutte des travailleurs anglais contre les tentatives de leur faire supporter la modernisation de tout l'appareil de production.

Les syndicats, unis dans les Trade Unions, mènent de leur côté une bataille toute bureaucratique et politique contre un projet de réforme syndicale mis au point par les travaillistes (socio-démocrates) et que la majorité conservatrice de rechange essaie de mettre en pratique. En réalité, l'offensive n'est pas tant contre les syndicats qui sortiront renforcés légalement, mais contre les shop stewards et leurs comités. Leur pouvoir, étroitement contrôlé par la base, est, dans l'esprit des dirigeants politiques et syndicaux, le maillon principal à briser pour mettre au pas le prolétariat anglais.

Bien que se déroulant dans des domaines divers, toutes les luttes actuelles (celles de l'an passé et celles de maintenant) expriment la même volonté, non seulement de défendre un pouvoir de la base attaqué par les dirigeants, mais d'attaquer sur le terrain même de la production (notamment par des revendications importantes de salaires). Car, ce n'est pas seulement le mouvement shop steward qui est en cause (il est un pied dans le syndicat et un pied dans le prolétariat), mais tout le mouvement de base lui-même que l'on connaît mal en France.

Les traits de ces grèves et les particularités quotidiennes de ce mouvement de base étonnent beaucoup quand on les compare à ce qui se déroule en France. Nous continuerons, dans le prochain bulletin, à parler des dernières grèves et de ce mouvement de base ; la grève des postes a bloqué pendant 6 semaines tout courrier avec nos camarades anglais... (voir I.C.O. n° 100 et 101-102 - décembre 70 et janvier-février 71).

## POUR FAIRE LE TRI DANS LA GREVE DES POSTES

BROCHURE DE SOLIDARITY - NORTH LONDON  
(H. Russell, 53 A Westmoreland Road, Bromley - Kent)

*Cette brochure est écrite par un travailleur qui vient d'être renvoyé des postes pour indiscipline au travail.*

*Il a travaillé quelques temps dans les Postes et est resté en contact étroit avec les grévistes durant la lutte.*

### L'ARRIERE PLAN :

Après plusieurs mois, les négociations entre le syndicat des postiers et la direction avaient atteint le point mort. Le syndicat réclamait 15 %, la direction offrait seulement 8 %. Le gouvernement ne cessait de répéter qu'il s'opposerait à toute « revendication déraisonnable » spécialement dans le secteur « public ». Il avait conseillé aux patrons du secteur « privé » d'en faire autant. Les travailleurs de l'industrie électrique venaient juste de subir une campagne insidieuse qui les força à arrêter leur grève du zèle. Ils ont dû accepter un Comité d'Enquête. A la lumière de tous ces faits,

les réclamations de l'U.P.W. (syndicat des postiers) étaient « raisonnables ». Mais c'était encore trop pour la direction des Postes, soutenue par le gouvernement.

Quand les négociations furent rompues, Tom JACKSON (leader de l'U.P.W.) annonça qu'il appellerait à la grève le plus tôt possible. Aussi étrange que cela paraisse, il annonça cela avant même de consulter tous les membres du comité directeur du syndicat. Le comité décida d'informer les syndiqués de cesser le travail à partir du 20 janvier. En même temps, les postiers apprenaient par la presse, la T.V., la radio que la grève ne serait pas payée.

## PAS DE CONSULTATION - PAS D'INDEMNITE DE GREVE

La base n'a pas été consultée ni sur la date, ni sur la tactique. On ne lui a même pas demandé de voter sur cette grève, ou sur quoi que ce soit jusqu'à la fin. Elle n'avait qu'à attendre les instructions. Bien qu'il y ait eu des opinions très différentes quant aux meilleures méthodes de lutte contre la direction et le gouvernement, les travailleurs répondirent unanimement à l'appel du syndicat. Seul un petit nombre ne le suivit pas, surtout dans les téléphones. La solidarité fut extraordinaire, et cela, bien que les postiers appartiennent à un syndicat connu pour coopérer avec les patrons depuis longtemps, au détriment des travailleurs.

Les postiers sont cependant dans leur droit de demander pourquoi leur syndicat n'a aucun fonds de grève après tant d'années sans aucune grève. Pourquoi le bureau ne fit aucun effort pour collecter un peu d'argent avant d'appeler à la grève ? Pourquoi il ne fut fait aucun effort pour obtenir une coopération des membres des autres syndicats, en particulier des ingénieurs des Postes ? Cela aurait dû être un objectif primordial pour que la grève soit efficace. C'était une grève « officielle ». Si le T.U.C. avait voulu, il aurait pu, dès le début, envisager une contribution de tous ses membres (T.U.C. Trade Union Congress - Confédération unique des syndicats d'industrie et de métier en Grande-Bretagne). 2 shillings par semaine, cela aurait fait 18 millions de shillings, ou 900.000 livres ; 1 livre = 13,50 F ; 12.150.000 F par semaine.

Les grévistes l'auraient bien apprécié. Ça aurait aussi porté un coup aux espoirs du gouvernement d'avoir les postiers à l'usure.

Le T.U.C. disait qu'il était derrière l'U.P.W., mais il semble qu'il était bien loin « derrière ».

Dès le début, toutes sortes de profiteurs avancèrent des projets mirobolants en offrant des services postaux de remplacement, à des tarifs très élevés ; de grandes usines, banques, etc... firent leurs propres plans pour expédier et recevoir leur courrier. Les ingénieurs des postes continuèrent à s'occuper du téléphone, et aussi des communications venant des bureaux où les jaunes travaillaient. Les travailleurs des transports : docks, aéroports, chemins de fer, etc... commencèrent à transporter des marchandises normalement réservées aux postiers. Aucun appel ne leur fut adressé pour autre chose que leur sympathie ou la bonne conscience de quelques shillings.

## LE GOUVERNEMENT ET LES GREVISTES

Tom JACKSON disait, ainsi que les autres leaders syndicaux, que cette grève n'était pas politique, ni dirigée contre le gouvernement, mais simplement pro-

fessionnelle. Après des pourparlers entre CARR (1) et une délégation syndicale, JACKSON dit qu'il pensait que CARR était « très honnête et essayait de comprendre les deux côtés ». Qui peut être naïf à ce point ? JACKSON savait évidemment que le gouvernement soutenait étroitement la direction des Postes. Il fallut 7 semaines dures pour que JACKSON admette que peut-être le gouvernement n'était finalement pas « neutre ». La solidarité des postiers souleva l'admiration des autres travailleurs et fit réfléchir la direction des Postes et le gouvernement. Des soutiens moraux et financiers commencèrent à arriver pour soulager les difficultés des grévistes. Quelques syndicats firent des dons et offrirent des prêts sans intérêts. Des collectes furent faites dans les entreprises. Le public, en général, n'était pas antipathique à la cause des postiers. Ils trouvaient que leur demande était modeste en considération du faible montant du salaire de base dans cette profession.

L'U.P.W. organisa chaque semaine des rassemblements à Hyde Park à Londres. Les défilés à travers le West-End furent impressionnants. Au premier, plus de 25.000 y prirent part, il y en eut près de 50.000 la 5ème semaine, quand les ingénieurs des Postes s'y joignirent pour 1 jour de grève. Avec une telle solidarité enthousiaste, on pourrait se demander pourquoi les leaders syndicaux n'ont pas envisagé de marcher sur quelques centraux téléphoniques où les jaunes travaillaient toujours. Ça aurait été plus efficace que d'écouter des discours à Hyde Park. Il y avait aussi d'autres endroits ou courrier et colis étaient expédiés, qui auraient dû attirer l'attention des grévistes.

## DANS UNE IMPASSE

La grève continua sans que le nombre de jaunes s'accroisse sensiblement. Les mass media firent tout pour décourager les grévistes en relatant les nombreux exemples des méthodes diverses utilisées par les usines pour briser la grève. Chacun en parlait. Il y avait des discussions entre le syndicat et CARR, pourparlers entre CARR et la direction des Postes, des questions au Parlement, mais pas de solution. Il devenait clair que la tactique des Postes et du gouvernement était d'avoir les postiers à l'usure.

Mais les grévistes ne donnaient aucun signe de faiblesse. A la fin de la sixième semaine, la grève se portait très bien. Il y avait des difficultés, mais ils étaient prêts à continuer la lutte pour leur 15 %.

---

(1) M. CARR, ministre de l'emploi ; rédacteur du projet de réforme des relations industrielles, visant à mettre fin aux grèves sauvages et à l'autonomie des shop-stewards.

A ce moment, nous avons décidé de dire notre mot, et nous avons sorti le tract suivant, qui fut bien accueilli :

### ON VEUT LA VERITE !

*Il y a beaucoup trop de discussions en coulisse à propos de la grève des postes.*

*Les travailleurs admirent partout l'attitude des postiers et leurs grandes manifestations de solidarité.*

*Le gouvernement, les patrons, et d'autres, pensaient qu'ils ne feraient qu'une bouchée des postiers. Ils trouvent que c'est plutôt dur à avaler. Le soutien moral et financier est bon et devrait être augmenté.*

*Mais la sympathie et l'admiration ne sont pas suffisantes. Un soutien pratique est nécessaire de tous côtés. Mais de quelle sorte ?*

*Les ingénieurs des Postes ne devraient pas continuer à s'occuper des services téléphoniques. Ils sont en train de poignarder dans le dos leurs camarades de travail. Bien plus, ils se mettent la corde à leur propre cou.*

*Les travailleurs du chemin de fer, de la route, des*

*aéroports, dockers et autres, sont tous d'une certaine manière impliqués dans le transport du courrier et paquets. C'est en cela qu'il affaiblissent la lutte des postiers. Cessez de briser la grève !*

### BOYCOTTEZ LE COURRIER NOIR !

*C'est le genre de soutien dont ont besoin les postiers. C'est le genre de soutien qu'ils sont en droit d'attendre de leurs camarades travailleurs.*

*Si les autres syndicats ne font pas acte de solidarité, les travailleurs de ces syndicats doivent agir d'eux-mêmes.*

*Si tu es un gréviste des Postes, donne ce tract à un ingénieur des Postes, un travailleur des transports, docker ou employé des chemins de fer, travaillant à l'expédition des paquets.*

*On pourra vous dire que cela vient de « perturbateurs ». Il y aura bien d'autres troubles pour tous les travailleurs si la grève des postiers échoue !*

### LES LEADERS CAPITULENT

Au début de la 7ème semaine, l'ensemble du Comité directeur se rendit chez CARR avec une proposition qui pourrait permettre d'en finir avec la grève. Quelle proposition ? Nous n'en savons rien. Le comité directeur ne consulta pas la base des postiers sur leurs « propositions ». JACKSON dit qu'il eut une entrevue avec CARR sous prétexte que la grève ne pouvait pas continuer par manque de fonds. Le syndicat avait emprunté environ 750.000 livres (presque 10 millions de F).

Après des discussions au ministère durant environ 14 heures, le comité directeur de l'U.P.W. décida de proposer un arrêt de la grève sans aucune offre de la direction des Postes. Ils promirent à l'avance d'accepter la décision d'un « comité d'enquête » de trois personnes. Les membres devraient voter par catégories, pour ou contre les propositions des dirigeants syndicaux.

C'étaient les nouvelles brûlantes lors d'un dernier rassemblement à Hyde Park le jeudi 4 mars. JACKSON et le comité directeur affrontèrent une foule de grévistes en colère. Ils savaient que beaucoup d'entre eux souffraient énormément de la grève. A ce stade, il y avait 30 à 40.000 cas difficiles et les insuffisances d'aide commençaient à se faire sentir. JACKSON savait aussi que les postiers auraient continué la lutte, en dépit des sacrifices exigés, si l'exécutif n'avait pas demandé le retour au travail. Les propositions du comité directeur furent acceptées, mais non sans difficultés et protestations. Les postiers de MERSEYSIDE continuèrent un jour de plus pour protester contre la « rapidité honteuse » avec laquelle le comité directeur arrêta la grève.

Pourquoi le comité directeur s'intéressait-il tant aux « droits démocratiques » de ses membres à la fin de la grève et pas au début ? ou pendant la grève ? Il avait besoin de dire que la décision d'abandonner était la volonté des adhérents. Après avoir pris toutes les décisions sans consultation, imposé 6 semaines de restriction dans une lutte que les postiers devaient mener seuls, les grévistes furent « autorisés » à voter pour le retour au travail. L'intérêt de l'Exécutif pour les droits démocratiques de leurs membres est une honte. Ils ont

su à quel moment leur supprimer ces droits, et ils savent quand les utiliser, pour faire approuver leurs propres actions.

Les postiers furent manipulés contre leur volonté. Une partie de leurs ennuis viennent de leurs illusions quant au besoin de leaders qui pourraient faire les choses à leur place. Beaucoup de gens, même les soit-disant « militants » incitent tout le temps les travailleurs à suivre leurs leaders ou à en élire de meilleurs. Certains de ces militants occupent des places au syndicat et travaillent à des endroits où on envoyait du « courrier noir » pendant la grève.

Pourquoi n'y eut-il aucune action de solidarité pour soutenir les postiers chez les « militants », en particulier parmi les ingénieurs des postes ? A quoi cela sert-il de soutenir des positions sur les dirigeants des syndicats, si on ne peut pas aider concrètement les travailleurs en lutte.

### VENDUS ?

Une fois de plus, les travailleurs se sentirent trahis. Il est temps de se demander pourquoi ils se sentent trahis et ce qu'ils pourront faire à l'avenir pour l'éviter. Les travailleurs se sentent trahis ou « vendus » car trop peu d'entre eux ont conscience que les intérêts des bureaucrates syndicaux sont différents des intérêts de la base qu'ils sont censés représenter. Les intérêts de ces bureaucrates sont : de meilleures conditions pour eux-mêmes, de rares élections, une vie tranquille, moins de dépenses pour des choses comme les indemnités de grève, et plus de rentrées, grâce à plus d'adhérents et de cotisations. A SOLIDARITY, nous essayons d'éviter l'utilisation de termes comme « traîtres » ou « vendus » pour décrire l'attitude sans cesse réactionnaire de la hiérarchie syndicale, car nous nions qu'ils furent jamais du côté des travailleurs, du fait qu'ils ne sont guère plus que des intermédiaires sur le marché du travail et que le maintien de leur pouvoir, leurs privilèges, leurs profits, dépend des services qu'ils rendent aux patrons.

C'est pourquoi la direction de l'U.P.W. n'est ni pire ni meilleure que la direction de n'importe quel autre syndicat. Il n'est sûrement pas le seul à agir ainsi. Tous les leaders des partis ou syndicats le font. Les travailleurs devront apprendre à gérer eux-mêmes leur démocratie réelle. Cela signifie prendre ses propres affaires en mains et non pas s'en remettre aux leaders qui les manœuvrent et leurs font croire qu'ils peuvent agir à leur place.

#### L'INTERVIEW DE « L'OBSERVER » ET QUELQUES QUESTIONS A JACKSON

Si les postiers pensent que JACKSON ne savait pas ce qu'il faisait, qu'ils lisent ce qu'il a dit à « l'Observer » le jour du scrutin.

JACKSON « n'a jamais voulu une grève totale et la combattait dès le début, mais il était forcé de tenir compte des très forts sentiments parmi ses membres, que s'il y avait une action, seulement une lutte menée jusqu'au bout les satisferait ». Comment JACKSON le savait-il ? Il n'avait jamais consulté la base. JACKSON aurait préféré la tactique de grèves tournantes dans différents endroits de la poste, bien choisis, arrêtant le tri un jour, les ramasseurs un autre, les facteurs un autre. Cela aurait produit le chaos complet. Et la Poste même le reconnaît. La ruse étant que les gens continueraient à venir à la Poste, car le personnel travaillerait toujours tant bien que mal. Ce serait la prochaine tactique ».

Ce passage est très révélateur ! D'après le même article, JACKSON avance aussi « qu'il savait qu'une grève des Postes ne pouvait pas être gagnée si elle durait plus de trois semaines ».

JACKSON a l'air d'avoir eu des vues très pertinentes qu'il a gardées pour lui-même. Comme nous l'avons dit, il n'y a eu aucune consultation de tous les membres. En fait, je le sais de ma propre expérience, les postiers de Mount Peasant n'ont été informés que par la presse, radio et T.V., juste un jour avant la grève. Beaucoup n'étaient pas d'accord pour faire grève, et avaient d'autres idées pour faire valoir les revendications qu'on leur refusait. JACKSON avait le sentiment qu'une grève de plus de trois semaines ne donnerait rien, pourquoi n'a-t-il rien dit à temps ? S'il savait que d'autres tactiques seraient plus efficaces, pourquoi ne les a-t-il pas proposées. Il n'est pas trop tard ! Est-il d'attaque à appeler les travailleurs *maintenant* à suivre un plan du genre de celui mentionné dans l'article de « l'Observer ».

Si JACKSON connaissait l'efficacité d'une telle tactique, et en plus, la Poste aussi, pourquoi proposait-il une méthode de lutte moins efficace : la grève totale ? Que JACKSON réponde et rectifie son « erreur ». Je suis sûr que les postiers seraient très intéressés d'entendre, même maintenant, comment leurs demandes pouvaient être satisfaites. Qu'on se souvienne de ce vieux slogan conservateur : « une paye correcte pour un travail correct ». Bien, mais les postiers n'ont pas de paye correcte. Donc ils ne sont pas obligés de faire un travail correct.

#### LA LUTTE CONTINUE

Nous avons distribué un deuxième tract à la Poste centrale de Londres quand les grévistes se rassemblaient pour le scrutin. Nous y avons glané quelques exemples de lutte qui restèrent sans réponse.

#### CONTINUEZ LA GREVE !

*La solidarité des postiers fut merveilleuse ces dernières semaines.*

*Le gouvernement, la Poste, et d'autres, pensaient ne faire qu'une bouchée des postiers. Ils l'ont trouvé plutôt difficile à avaler.*

*Le bureau du syndicat demandait maintenant à l'unanimité le retour au travail. Ils étaient d'accord pour accepter la solution d'un Comité d'Enquête de trois personnes.*

*Les travailleurs ont été forcés de retourner au travail à cause des difficultés. Ils étaient isolés, et ne recevaient pas le soutien qu'ils étaient en droit d'attendre, des ingénieurs des Postes, dockers, travailleurs du chemin de fer, aéroports et d'autres transports. Tous ceux-là s'occupaient du courrier à une large échelle. Mais la lutte n'est pas finie !*

#### CONTINUEZ LA GREVE !

- Si les postiers reprennent le travail, pourquoi pas :*
- 1) mettre en place des comités de base pour continuer la lutte*
  - 2) organiser une grève du zèle jusqu'à obtention des 15 %, la lutte peut continuer pendant le travail.*

*Trouvez vos propres méthodes et moyens.*

*Résorber le retard, c'est le problème de la direction.*

*Ne vous exposez pas à être les victimes. Ne vous fiez pas aux leaders des syndicats ou partis. Les travailleurs devraient savoir dès maintenant ce qui arrive si les affaires sont conduites par les « leaders officiels ».*

**NE VOUS FIEZ A PERSONNE, SAUF A VOUS-MEMES ET AUX AUTRES TRAVAILLEURS.**

#### CONTINUEZ LA GREVE !

La grève des postes restera dans la mémoire de tous ceux qui y participèrent. Ce fut un grand acte de solidarité et de courage. Elle restera aussi dans l'histoire de la lutte de classe comme une des plus longues grèves nationale sans fond de grève. Nous espérons qu'elle donnera à penser sérieusement aux militants. Cette grève pourrait être un point de départ pour envisager d'autres méthodes de lutte, maintenant connues de beaucoup de travailleurs.

Cela met en lumière le besoin d'une organisation de masse à la base, à la place de l'obéissance aux leaders des syndicats et partis.

L'idée que les travailleurs peuvent compter sur leur propre pouvoir et s'organiser *d'eux-mêmes*, sera peut-être l'aspect le plus important des luttes futures avec les patrons, syndicats et leurs larbins.

Le Comité d'Enquête de trois membres, le gouvernement et les Postes, doivent être sur leur garde. Si les postiers n'obtiennent pas des résultats valables, ils seront obligés de prendre cette affaire en mains. Il en est de même pour tous ceux qui luttent pour arracher la liberté à ceux qui les dirigent, manipulent et exploitent (travailleurs de l'industrie, étudiants, enseignants, employés, cols blancs de toutes sortes).

#### QUELQUES FAUSSES CONCLUSIONS

Beaucoup de postiers sont maintenant pleins d'amertume, et voient ou pensent à court terme. Quelques-uns peuvent dire qu'ils n'aideront pas les ingénieurs des Postes quand ceux-ci lutteront pour leurs revendications propres de salaires. J'espère que je me trompe. D'autres peuvent même penser que les grèves ne servent à rien, ou sont trop ruineuses. Ce serait aussi faux. Ce que les travailleurs doivent envisager ce sont de nouvelles méthodes de lutte, qui nuisent aux patrons sans trop causer de dommages aux gens.

Les patrons et le gouvernement espèrent sûrement rendre les grèves plus difficiles à supporter et à les discréditer complètement. C'était le but du gouvernement dans son attitude contre les postiers. En réalité, le gouvernement vise beaucoup plus loin. Il espère, grâce au projet de réforme de la législation du travail, faire passer pour crime l'action militante organisée par les travailleurs de base. Toute action non officielle sera susceptible de sanctions légales qui ne sont pas appliquées actuellement. Tout appel pour soutenir de telles grève sera illégal.

De la même façon, ceux qui se considèrent radicaux ou révolutionnaires se fourvoient quand ils prêchent que ce qu'il faut maintenant c'est faire pression sur le T.U.C. ou sur les leaders des autres syndicats pour s'unir en vue de mener des luttes plus efficaces. Comme nous l'avons montré, ceci n'est pas dans l'intention de ces leaders qui sont là pour faciliter la bonne marche du travail.

Compter sur eux pour lutter, c'est entretenir des illusions. L'idée que les leaders s'engageront plus dans ces luttes et qu'il en résultera une plus grande conscience de ceux qui risquent « d'être vendus » est un mythe. Ce qui arrive le plus souvent, c'est la démoralisation et une tendance à moins participer aux luttes à venir. Les travailleurs ne doivent pas être ainsi manipulés. Ils doivent apprendre la simple vérité qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

#### FAITES VOTRE POLITIQUE VOUS-MEMES

Cette grève coûta cher à la direction des Postes et à d'autres entreprises. Rien ne peut redevenir comme avant aux Postes. La « bonne volonté » des hommes ne réapparaîtra pas avant longtemps. Mais cela va même plus loin.

Le gouvernement et les patrons commencent à avoir des doutes quant à la capacité des leaders syndicaux à faire marcher droit les travailleurs. Ceux du pouvoir connaissent les méthodes. Ils s'attaquent à tous ceux qui ont découvert comment lutter contre toute forme d'autorité, à tous ceux que prennent leurs propres affaires en mains, que ce soit pour des augmentations de salaires, contrôle du travail, des meilleurs logements, ou pour protester contre tous les bureaucrates qui les tiennent à l'écart. Nous nous heurtons toujours à des ordres ; au travail et dans la vie quotidienne, et cela de plus en plus. Nous ne pouvons nous y opposer que si nous commençons à nous organiser sur nos lieux de travail et d'habitation. Ceci s'applique à toutes sortes de communautés où les gens peuvent se retrouver pour se défendre contre l'envahissement des autorités locales et gouvernementales.

On nous fait croire que nous vivons dans un pays démocratique. Rien ne peut être plus loin de la réalité. Nous devrions commencer à exercer nos droits pour une démocratie véritable.

Nous devrions croire moins dans le fait de voter, de temps en temps quand nos maîtres nous le permettent. Et exercer un plus grand contrôle et plus souvent sur nos propres conditions de vie.

Les travailleurs de l'industrie et autres, sont maintenant bien placés pour décider des nouvelles méthodes de lutte. Des grèves, pendant lesquelles nous laissons les usines et les bureaux au mains des patrons, tandis que nous marchons dans les rues, ne sont peut-être pas la meilleure forme de lutte. Pourquoi ne pas se servir un peu de son imagination ? Pourquoi ne pas rester à l'intérieur et faire marcher ces usines et bureaux pour nous-mêmes ? Cela s'est déjà vu et cela peut se faire.

On n'oubliera pas la grève des Postes. Elle n'aura pas été vaine si elle nous fait voir toutes les armes dont les gens disposent si seulement nous décidions d'agir de nous-mêmes. On demande toujours aux gens de suivre quelque chef politique ou autre, qui leur obtiendra ce qu'ils désirent. Les leaders finissent toujours par défendre leurs intérêts personnels aux dépens de ceux des gens. « Aide-toi et le ciel t'aidera » est un vieux dicton. On pourrait ajouter qu'il n'y a pas besoin de dieu pour ceux qui peuvent s'aider eux-mêmes. Et vous le pouvez ! Rassemblez-vous, discutez de vos problèmes avec vos camarades de travail. Ne laissez pas à d'autres le soin de décider pour vous.

Au moment de terminer cela, j'entends à la radio que les télégraphistes de « Electra House », à la Poste centrale de Londres, font une grève sur le tas, contre les conditions imposées après la reprise du travail. Une fois de plus, les travailleurs montreront qu'ils auront le dernier mot.



# Belgique

## GREVES DE LA METALLURGIE DE LIEGE (3-71)

*Le texte qui suit a été rédigé par un camarade de Liège et publié dans le bulletin belge LIAISONS spécial n° 10, consacré à Cockerill Ougrée (B.P. 12, Ixelles 2, 1050 Bruxelles). Les camarades voudront bien se reporter aux articles déjà parus sur la Belgique, notamment dans la brochure spéciale consacrée à la grève du Limbourg (L'organisation de la lutte de classe dans la grève du Limbourg, envoi contre 2 F) et dans les numéros : 97-98, septembre-octobre 70 et 101-102 janvier-février 71). Voir également des demandes de liaisons concernant les usines Cockerill pour les autres usines du trust en France (I.C.O. n° 103-104, p. 33).*

Voici d'abord quelques précisions pour comprendre le déroulement de cette lutte :

— COCKERILL - OUGREE - PROVIDENCE - ESPERANCE - LONGDOZ abr. Cockerill)

a) Fusion en 1955 de la S.A. d'Ougrée-Marihaye (Ougrée) et de la S.A. John Cockerill (Seraing). Celle-ci comprenait, entre autres les usines d'Athus (depuis 1945) et l'usine de tôles à froid Ferblatil (Tilleur) depuis 1948. Adjonction, entre autres, de l'usine de tôles magnétiques (Tilleur) Tolmatil en 1957 et du chantier naval d'Hoboken en 1964.

b) Fusion de la précédente avec la S.A. des Laminoirs, Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence (Marchienne-au-Pont). Celle-ci comprenait, entre autres, plusieurs entreprises en France et des mines de fer au G.-D. de Luxembourg.

c) Fusion en juin 70 avec la Société Métallurgique d'Espérance-Longdoz. Celle-ci comprenait, entre autres, une usine sidérurgique à Seraing, un train à froid à Jemeppe, un secteur à Liège-Longdoz et une usine à Chertal.

d) Cette société inclut également le Charbonnage Colard.

— TRACTION : service qui assure le transport, principalement par trains, des matières (acier, fonte, coke) à l'intérieur de l'ancienne usine Cockerill-Ougrée. L'arrêt de ce service, qui comprend une centaine de travailleurs, entraîne l'arrêt à plus ou moins bref délai de la sidérurgie.

— CHERTAL : division sidérurgique de l'ancienne Espérance-Longdoz, située à Herstal (11 km au nord-est de Liège). Toutes les autres divisions sont situées dans la banlieue sud-ouest, le long de la Meuse : Ougrée,

Seraing sur la rive droite, Tilleur, Jemeppe, Flémalle-Haute sur la rive gauche. Le lien entre le Nord et le Sud est établi par chemin de fer et par un oxyduc.

— PHENIX-WORKS : filiale de Cockerill depuis 1970, galvanisant la plus grande partie de la production de cette usine (Flémalle-Haute). Phénix-Aluminium se trouve à Ivoz-Ramet (rive droite).

— USINES A TUBES DE LA MEUSE : filiale de Cockerill (Flémalle-Haute).

— ATELIERS DE LA MEUSE : usine Sclessin (rive gauche de la commune d'Ougrée).

— PRAYON : Usine d'Engis (18 km au sud-ouest de Liège), spécialisée dans la sidérurgie des non-ferreux et dans les produits chimiques à base de soufre. La division-mère se trouve à Fôret-Prayon (12 km à l'est de Liège).

— PAUSES : il y en a trois par jour, de huit heures chacune : 6-2, 2-10 et la nuit. De plus, une minorité d'ouvriers font la « normale (7 1/2-4 1/2), tandis que certains secteurs (surtout les services d'entretien) travaillent également les samedis, dimanches et jours fériés : ce sont les « feux continus ».

— ACIERIE THOMAS, FOURS MARTIN : divisions de l'ancienne usine Cockerill.

— TRAIN A FIL, TRAIN A BILLETTES, BLOOMINGS I et II : secteurs de la division laminoirs de l'ancienne usine Cockerill.

— TRAIN A FROID : laminage à froid (Jemeppe).

## Chronologie de la grève

### MARDI 16 MARS

Le service Traction de Cockerill part en grève dans la nuit de lundi à mardi, sur des problèmes propres. Le problème est le suivant : après un certain nombre d'heures de travail, les ouvriers ont droit à un « 45 heures » (en fait actuellement 41 h 1/2) de repos. Cependant, pour éviter que l'usine ne tourne trop au ralenti pendant la période des vacances, la direction a proposé d'anticiper certains « 45 h » ; pratiquement, cela signifiait que les travailleurs en auraient 4 ou 5 par mois, au lieu de 2 ou 3. Ce qui fut accepté à contre-cœur (car ce système réduisait les vacances), et les

programmes de travail furent établis en conséquence.

Or, voilà que la direction, pour divers motifs (entre autres, un manque de personnel pour cause de maladie), décide de supprimer certains de ces « 45 h ». Ajoutons à ce climat le problème du rapprochement des salaires des hommes (pilote, machiniste, accrocheur), lesquels salaires sont anormalement éloignés, les vieux problèmes de l'équivalence avec les salaires de l'ex-Espérance, et l'on voit que cette manière de traiter les ouvriers comme des marionnettes fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Ces faits seront toujours cachés par la radio, la presse et les syndicats. Dans la journée, l'usine se paralyse peu à peu. Certains délégués voient là l'occasion de se refaire une vertu dans les secteurs où leur mainmise est la plus forte (Acierie Thomas, Electriciens du Centre, etc...) : les élections syndicales sont proches et ça fait bien de se donner un petit air revendicatif ! Alors que dans les innombrables grèves de la Traction qui ont eu lieu depuis 1969, ces mêmes délégués empêchaient leurs secteurs de se mettre en grève et préféreraient le chômage, on les voit aujourd'hui provoquer des assemblées ! Ce sont eux que mettent en avant le mot d'ordre syndical de « prime de vie chère de 500 F par mois » et autres revendications qui n'ont rien à voir la grève de la Traction.

La presse parlée et écrite, tout au long de la grève, parlera uniquement de ces revendications syndicales. Pour que la chronologie concorde, la R.T.B. (1) annoncera à 17 heures que la grève a commencé à 11 heures, puis, à 20 heures, qu'elle a commencé en début d'après-midi. De même, elle se fait l'écho des vœux pieux des délégués syndicaux mentionnés ci-dessus, qui auraient voulu que la grève soit limitée à 24 heures. L'évolution de la situation montrera que, dans une certaine mesure, ils ont joué avec le feu.

Ce mardi, la R.T.B. parle de 4.000 grévistes, mais, déjà, la situation est trop confuse pour déterminer quel secteur est parti en grève spontanément, quel secteur est mis en grève par ses délégués syndicaux, ou quel secteur est forcé à l'inaction par l'arrêt de la Traction. Cette confusion caractérisera les jours suivants et, aujourd'hui encore, il est impossible d'avoir une idée claire et complète à ce sujet.

Dans l'après-midi, le Train à fil, le Train à billettes et les Bloomings I et II suivent le mouvement.

#### MERCREDI 17

Le nombre de travailleurs qui se croisent les bras (grévistes ou chômeurs) passe à 10.000, puis à 15.000, car d'autres entreprises marchent dans le coup : Phénix-Works, les Tubes de la Meuse, Ferblatil, Tolmatil, Prayon-Engis. Seraing (ancienne usine Cockerill) est entièrement à l'arrêt. Trois hauts-fourneaux y sont mis en veilleuse.

Ce mercredi, le syndicat précise dans une résolution les revendications qu'il a mises en avant. L'esprit en est trop caractéristique pour que nous ne la citions pas : « Le Comité syndical des Métallurgistes F.G.T.B. de Cockerill, réuni en assemblée générale le 17-3-1971, après un examen approfondi de la situation :

Enregistre le coup de semonce frappé par les travailleurs de l'entreprise à propos de la vie chère.

Décide d'encourager immédiatement les contacts avec la direction pour la réalisation d'une prime mensuelle de vie chère.

Demande à son organisation syndicale de faire le maximum pour activer la réalisation de

- l'indexation des barèmes fiscaux ;
- le maintien de tous les avantages de l'A.M.I. et ce sans augmentation des cotisations ouvrières ;
- l'aboutissement positif des revendications réclamées par la F.G.T.B. sur le plan interprofessionnel.

(1) Radio Télévision Belge.

En conclusion, il décide d'engager les ouvriers à reprendre le travail ». (souligné par nous) (1).

Une réunion avec la direction est prévue pour le lendemain après-midi.

Dès lors, la tactique syndicale se précise. Le patron leur a dit qu'il refusait de discuter le montant de la prime tant que le travail n'aurait pas repris. Morale : un bon délégué fait tout pour que cesse la grève. Ce genre d'attitude dégueulasse, généralement honteusement cachée, reçoit cette fois toute publicité possible : le rôle des syndicats est devenu tellement évident pour tous que la presse et la radio n'ont pas peur de dire que les délégués vont tenter de faire reprendre le travail.

Le service Traction est soumis à un régime intensif d'assemblées-bourrage de crâne, car c'est lui qui bloque l'usine et empêche les autres secteurs de reprendre. De plus, il s'agit maintenant pour les syndicats de faire reprendre les divisions qui dépendent peu ou prou du fonctionnement de la Traction.

D'autre part, on apprend que mis à part les secteurs où des délégués voulaient faire leur petite propagande électorale (une minorité), la plupart des services n'ont pas eu d'assemblées et sont tenus ainsi dans l'ignorance la plus complète du sens général du mouvement. Ainsi, par exemple, les ouvriers de la Cokerie de Seraing sont invités à rentrer chez eux à midi, sans plus d'explication.

La fonderie travaille normalement.

#### JEUDI 18

20.000 grévistes ou chômeurs.

La direction commence à paniquer. Elle doit se réunir le soir. Dans les services commerciaux, il y a un vent de trouille qui souffle. A la suite de la grève de Tolmatil, il est impossible de charger 500 tonnes de tôles magnétiques sur allège. Ces 500 tonnes, destinées à la Chine de Mao, doivent absolument partir le 23 d'Anvers, car les chinois ont comme principe, si les commandes ne sont pas livrées à temps, de couper les crédits, le paiement s'effectuant alors avec plusieurs années de retard (2). Le directeur commercial décide de faire charger le matériel à la division de Jemeppe (ex-Espérance, 3 km plus haut sur la Meuse) ; une journée se passe, et, vendredi, c'est Jemeppe qui débraye, alors que Tolmatil a repri. Finalement, l'allège est chargée de nuit, après le chargement des commandes propres à Jemeppe, et voyage de nuit jusqu'à Anvers.

(1) Pourquoi le journal « La Gauche » du 19 mars 71, citant cette motion, omet-il la dernière phrase ? La Gauche est le journal de la section belge de la 4ème Internationale trotskyste (homologue de « Rouge » et de « La Ligue Communiste » en France) avec à sa tête le théoricien trotskyste Mandel.

(2) Pour information, Tolmatil fabrique des tôles magnétiques à grains orientés et à grains non orientés sous licence Armco-Pittsburgh. Deux facteurs ont permis à Cockerill d'obtenir le contrat avec la Chine, bien que ses tôles soient plus chères que celles que la concurrence internationale : l'influence d'un pro-chinois bien introduit dans les milieux de la direction, et le discours de Harmel en faveur de l'entrée de la Chine à l'O.N.U. Notons aussi que Cockerill fournit ses tôles à l'Albanie, 2 à 3.000 tonnes par an à l'Allemagne de l'Est et 22.500 tonnes à l'U.R.S.S. O Capital International !

Phénix-Aluminium est en grève depuis une réunion des délégués de minuit à 2 heures du matin.

A Seraing, dans la sidérurgie, seuls les Fours Martin et les laboratoires travaillent encore.

La division de la Construction Mécanique part en grève le matin, et ce malgré une manœuvre de la part des délégués. Ceux-ci ont en effet provoqué des assemblées séparées de la Chaudronnerie (plus combative) et le reste de la division, alors que de tous temps, les assemblées ont été communes. N'empêche, les 2.500 gars de la Chaudronnerie et de l'Atelier de Mécanique débrayent.

Au train à froid de Jemeppe (ex-Espérance), à 8 heures du matin, quelques gars plus combatifs passent dans les ateliers en appelant à tenir une assemblée. Celle-ci est aussitôt récupérée par les délégués qui expliquent que le principe de la prime est accepté par le patron, mais que rien n'est fixé quant à son montant. Pour que les négociations se déroulent convenablement, il faut reprendre le travail. Dans un vote à mains levées, 90 % des ouvriers décident de reprendre, avec la promesse que les délégués reviendront les informer dans l'après-midi du résultat de ces discussions. Apparemment, la réunion patrons-syndicats n'est pas fort probante, car la pause de nuit débraye à 10 heures ; la division s'arrête pendant 24 heures.

Nouvelle assemblée de la Traction : refus de reprendre le travail.

A Tolmatil et Ferblatil, après une reprise de quelques heures dans la matinée, nouveau débrayage.

Il semble que les débrayages soient irréguliers à Phénix-Works.

## VENDREDI 19

Le matin, reprise à Tolmatil, Ferblatil, Prayon, et, à 22 heures, à Jemeppe. La R.T.B. annonce que les délégués de Phénix inviteront à la reprise.

A 13 h 30, nouvelle assemblée de la Traction, sans résultat (pour les syndicats !). Cockerill-Ougrée est donc toujours paralysé. De même, la grève se poursuit à la Construction Mécanique et aux Tubes de la Meuse.

A la Cokerie de Seraing, 21 fours sur 69 fonctionnent. Un haut-fourneau au moins est mis en veilleuse à l'ancienne usine d'Ougrée-Marihay.

## LUNDI 22

Tous les secteurs reprennent le travail, sauf la sidérurgie et la Construction Mécanique de Cockerill. Nouvelle assemblée de la Traction : 64 voix en faveur de la grève et 52 pour la reprise.

## MARDI 23

Le personnel de la Traction, dans une nouvelle assemblée provoquée le matin, décide, découragé, de reprendre le travail. La déception est grande, car ils se rendent compte que leurs problèmes propres, pour lesquels ils s'étaient mis en grève, ont été complètement enterrés au profit des mots d'ordre syndicaux.

La reprise est donc totale dans la sidérurgie, ainsi qu'à la Construction Mécanique, qui a également décidé de reprendre le travail.

## Bilan

« Tous les adjectifs qui consacrent l'imprécision pouvaient... être employés... pour qualifier la situation dans les usines de la région sérésienne où une photographie exacte du mouvement de protestation des ouvriers contre la vie chère restait bien malaisée. »

Cette phrase, extraite du journal « La Cité » des 20 et 21 mars, rend parfaitement la situation au cours de ces huit jours de grève. Une fois de plus, la division entre les départements, l'absence totale d'information d'un secteur à l'autre, le manque d'assemblées communes, ont empêché le mouvement de se développer et de prendre des formes plus autonomes, donc plus dures. La chose était cette fois plus grave, car le mouvement a connu une ampleur inégalée depuis 60-61. En fait, il semble que ni la radio, ni la presse, ni les syndicats n'auraient pu, s'ils l'avaient voulu, donner une « photographie exacte du mouvement ». Seule, peut-être, la direction était exactement au courant d'une situation qui, néanmoins, lui échappait des mains et fluctuait d'heure en heure.

A ce jour, il est impossible de dire, pour chaque secteur, quand il a cessé le travail et quand il a repris, du moins avec précision. De même qu'il est impossible de dire quel secteur a été contraint au chômage, quel secteur a débrayé par solidarité, spontanément ou par suite de manœuvres électorales de la part des délégués, il est impossible de préciser dans quelles conditions s'est faite la reprise dans chaque secteur. On ne sait rien des manœuvres syndicales qui se produisent dans ce genre de cas. Dans cette mesure, la tactique de division pratiquée depuis des années par les syndicats a été payante pour eux, et la Traction en a fait les frais.

Par contre, il semble qu'une certaine émulation ait joué à l'extérieur de l'usine, dans les quartiers ouvriers ou dans les cafés voisins, au cours de discussions de rencontre. On en veut pour preuve que des usines qui n'ont rien à voir avec Cockerill, comme les Ateliers de la Meuse ou Prayon (sinon une commune appartenant à la Société Générale), que des divisions ou des filiales qui n'ont rien à voir avec la sidérurgie (telles que la Construction Mécanique, Tolmatil, Ferblatil, les Tubes de la Meuse et, dans une moindre mesure, Phénix-Works) ont débrayé, alors que Chertal, directement impliquée dans le circuit de production de l'acier, n'a pas suivi le mouvement.

Les directions syndicales ont joué le rôle que les patrons attendent d'elles : une soupape de sûreté. Si, pour des raisons de tactique régionale (voir Liaisons n° 7) et électorale, elles n'ont pas désavoué le mouvement comme dans la grève des mineurs de 70, à aucun moment elles ne l'ont reconnu officiellement (il ne faut pas rompre la convention, n'est-ce pas ?). Elles se sont bornées à mettre en avant leurs propres mots d'ordre, pour noyer un mouvement, celui de la Traction, qui émanait des travailleurs eux-mêmes et qu'elles ne pouvaient donc contrôler, et pour désamorcer un mouvement qui s'avérait menaçant à l'horizon.

Car, il faut reconnaître qu'un malaise, dû à la hausse du coût de la vie, existe réellement parmi toutes les couches de la classe ouvrière. Depuis la fin de 1970, ce malaise est explosif ; il suffit de voir toutes les pirouettes gouvernementales en matière de prix et de budget, la décision de Fabrimétal d'anticiper les hausses de salaires liées à l'index, ainsi que les manifesta-

tions de mécontentement de couches sociales jusqu'alors peu remuantes (paysans, commerçants, secteur public, enseignants, même les flics). Mais sur ce thème, les syndicats ont mis en avant leurs mots d'ordre sans demander l'avis des travailleurs. Avec art, ils les ont tenus dans l'ignorance totale de la situation de la grève et quasi-totale de l'évolution des négociations. En fait, on peut dire que si le mouvement avait démarré sur le thème de la vie chère par la volonté des travailleurs eux-mêmes, au moment qu'ils auraient choisi eux-mêmes, il aurait très probablement pris des formes beaucoup plus dures ; plusieurs ouvriers nous ont en effet dit qu'à leur avis, 500 francs étaient bien insuffisants. Faut-il entrevoir là la possibilité que le mouvement redémarre, lorsque les syndicats reviendront avec des propositions qui seront sans aucun doute inférieures à ces 500 francs.

On conçoit que, dans ces conditions, les travailleurs aient été manœuvrés d'un bout à l'autre, ou presque. On comprend qu'ils ne soient pas sortis dans la rue comme ils l'avaient fait en décembre 60, qu'ils n'aient pas constitué des organes autonomes de lutte, qu'ils n'aient pas cherché à développer l'information au-delà des ouï-dire. *Dans l'ensemble, ce mouvement n'était pas le leur, mais celui d'une bureaucratie syndicale qui lançait un mouvement contrôlé, soit pour éviter de se trouver en face d'une grève plus ample et incontrôlable, soit pour se donner une contenance de représentativité à l'approche des élections* (3). Et là où le mouvement lui échappait des mains ou démarrait contre sa volonté, cette même bureaucratie a tout fait pour que le travail reprenne. La tactique des assemblées-massues où les mêmes arguments sont répétés chaque jour et sans arrêt, lui a été fort utile pour arriver à ses fins.

Mais à côté de tant d'aspects négatifs dans cette grève, il fallait que quelque chose de positif se révèle. Leur attitude payante à court terme, les syndicats l'ont payée cher : leur rôle a été rendu public. Non seule-

ment les ouvriers de Cockerill se rendent compte qu'on les a traités comme des marionnettes, mais de plus, on a dit et répété partout, depuis la motion citée ci-dessus jusqu'à la presse et la radio, que les syndicats allaient faire reprendre le travail. Pour la première fois dans la région et à une si vaste échelle, on a révélé publiquement à quel bord appartiennent leurs délégués et les syndicats : celui des patrons. Et quand les causes de la tension durent, ça ne s'oublie pas...

Il convient de relever un autre fait positif : plus clairement que jamais est apparu le fait que, dans une grande usine moderne, dont la technicisation est développée au maximum, l'arrêt d'un seul secteur, aussi réduit sur le plan du personnel que la Traction, peut entraîner des milliers et des milliers d'ouvriers à l'inaction et paralyser entièrement la production. Cette arme, les travailleurs de la Traction l'ont expérimentée à fond au cours de cette grève et ils s'en resserriront. D'autres services, comme les électriciens, ne tarderont pas à la mettre en application.

Pour terminer, ajoutons que les mineurs de Collard ne sont pas partis en grève. Mais c'est moins le résultat de la pression syndicale que de l'indécision face à un mouvement aussi imprécis. Les employés de Cockerill n'ont pas non plus suivi le mouvement ; d'une part, comme tous les employés d'usine, ils se sentent étrangers aux problèmes des ouvriers, et, d'autre part, ils ont aussi leurs problèmes propres, à savoir la disparité des salaires avec les employés de l'ex-Espérance. Il faut y ajouter qu'ils commencent à se rendre compte que certains traitements sont incroyablement élevés : en effet, la moyenne-base de calcul des primes est de 20.000 francs par mois (4), alors que l'immense majorité des employés n'en gagne pas 15.000 (nombre d'appointés : 4 à 5.000).

(4) Il s'agit de francs belges : 1 franc belge vaut 11 anciens francs français.

NOTA : nous reviendrons, à propos de la grève aux usines Ford anglaises, sur un manœuvre de la direction aux usines Ford de Genk dans le Limbourg belge. Également sur une grève sauvage au départ dans les mines du Limbourg (20-4-71).

(3) La seule proposition un peu osée émane de la C.C. M.B. (Centrale Chrétienne des Métallurgistes, délégués de Liège) : l'organisation d'une journée de grève générale. Voilà qui rappelle singulièrement les propositions de la F.G.T.B. et du Parti Communiste en 60, et qui furent volatilisées par le puissant mouvement de la grève générale illimitée.

## UNE GREVE SAUVAGE : USINES DE LA VIEILLE MONTAGNE

A BALEN-WEZEL (COIN TRES ISOLE DANS LES CAMPINES, PROVINCE FLAMANDE D'ANVERS)

(Article communiqué par des camarades hollandais du groupe Acte et Pensée, d'après un reportage d'un journaliste J. Van der Berg, dans un hebdomadaire « progressiste » hollandaais, Vrij Nederland du 3-4-71)

La Vieille Montagne produit des métaux non ferreux (cuivre, aluminium, étain, plomb, etc...). Elle est totalement sous le contrôle de la Société Générale de Belgique (puissant trust bancaire et industriel). L'usine est sur un vaste terrain entouré d'eau ; on y accède par un pont levis, comme dans un château médiéval. Cela donne aussi le niveau des rapports sociaux. Autour de l'usine, ce sont les longues rues monotones et tristes des taudis des vieilles cités industrielles. Toutes les habitations sont la propriété de la Vieille Montagne. Le sol y est stérile à cause de tous les gaz nocifs déversés par l'usine. Autour de ces masures en briques, il y a les maisons modernes des employés et, plus loin encore, dans les bois, les villas et les châteaux des directeurs

et des ingénieurs. Les maisons, les médecins, la clinique et même le cimetière sont la propriété de l'usine. Là vivent (ou survivent) 1.550 ouvriers.

La grève a débuté le 8 janvier à 12 h 30 lorsque 200 ouvriers du service d'entretien quittent l'usine ; ils passent le pont levis, arrêtent l'équipe de 14 heures et les convainquent de soutenir la grève.

Il n'y a pas eu de grève à la Vieille Montagne depuis 1913. Lors de l'introduction du suffrage universel, une grève faillit se déclencher : la gendarmerie alla chercher les grévistes à leur domicile et les ramena dans l'usine. La direction espérait bien que cela se passerait encore de la même façon cette fois-ci. Avec un change-

ment : autrefois, c'était seulement la police qui était le meilleur soutien du patron, aujourd'hui, cela doit être le syndicat. Car les syndicats ont pris position contre la grève dès le début de celle-ci.

Des pourparlers se déroulaient entre les syndicats et la direction. Les ouvriers étaient inquiets ; eux avaient des revendications claires car leurs salaires étaient en retard sur ceux des industries semblables ; mais les revendications des syndicats, ils ne les connaissaient pas ; F.G.T.B. (socialiste) et C.S.C. (démocrate chrétien) n'en présentaient même pas devant les patrons. Les pourparlers s'étaient en longueur ; il avait seulement été question d'une prime de 2.000 francs belges (22.000 anciens francs), et seulement s'il n'y avait pas de grève. A chaque entretien, les délégués revenaient avec la nouvelle qu'il n'y avait pas d'accord. Déjà, des retards se produisaient dans le déchargement des bateaux qui amenaient de nouvelles installations pour l'électrolyse du zinc, en raison de discussions parmi les ouvriers. Les syndicats donnèrent l'ordre de faire ces travaux normalement sinon les heures de discussions seraient déduites des salaires. Le 7 janvier, les délégués annoncèrent que les pourparlers étaient repoussés au 14 janvier. Les ouvriers n'étaient pas d'accord. Ils obligèrent les délégués à retourner devant les patrons pour de nouveaux pourparlers. Ceux-ci les reçurent le lendemain. La direction déclara alors que c'était seulement une dizaine de têtes brûlées qui réclamaient une augmentation de salaires. Les délégués revinrent les mains vides. C'est alors que les ouvriers passèrent la porte et commencèrent la grève. Alors ils téléphonèrent aux directions syndicales. Ceux-ci ne voulaient pas se déranger car il s'agissait d'une grève sauvage. Mais, quand il devint clair que la grève était générale, ils vinrent et le premier leader apparut vers 17 heures 30.

Son premier travail fut de rassembler 150 ouvriers pour faire, d'ans l'usine, en accord avec la direction, les travaux « nécessaires ». Les grévistes refusèrent. Ils demandaient au responsable syndical : « Est-ce que tu reconnais notre grève ? ». Il répondit que non, et les ouvriers lui répondirent alors : « On n'a rien à faire avec toi. Si tu n'évacues pas tout de suite, on te fout à l'eau ». Les responsables revinrent pourtant, mais à cinq cette fois, un peu plus tard, pour demander 5 hommes pour la centrale électrique. Les ouvriers répliquèrent : « On y va à trois si les patrons viennent à deux ». Cette nuit là, de nouveau, direction et syndicats essayèrent de rassembler 150 jaunes sous la menace que la grève ne serait pas reconnue s'ils ne venaient pas. Le lendemain, 100 ouvriers se présentaient devant le pont-levis, mais, les autres les convainquirent de ne pas rentrer.

Les premiers tracts furent faits spontanément dans le dialecte de la région. La revendication était de 10 francs belges de l'heure (110 anciens francs français). Bientôt, des groupes de l'extérieur se présentèrent aux ouvriers comme les étudiants de « Force des Ouvriers » (1), mais ils ne furent pas acceptés. Seul un professeur du lycée local put participer au comité de grève.

Après une semaine de grève, les syndicats reconnurent la grève, mais n'en firent pas plus pour ça. Le 12 février, ils envoyèrent une lettre enthousiaste aux ouvriers : après des « pourparlers longs et difficiles » un accord était intervenu qui avait le soutien de tous les syndicats. La grève devait prendre fin. Les grévistes

(1) Voir dans la grève du Limbourg (brochure d'I.C.O. références ci-dessus) et dans la grève des dockers de Rotterdam (I.C.O. n° 97-98, p. 5, et 99, p. 2) le rôle joué par les noyaux « Force des mineurs » et « Force des dockers » de tendance maoïste qui, malgré toute leur « bonne volonté » constituèrent un frein à la construction d'organismes autonomes de la grève émanant des travailleurs eux-mêmes.

étaient invités à participer à une « consultation démocratique » le dimanche 14 février et, si le résultat était pour la reprise, tout le monde devait être au travail le lundi matin. Ils proposaient 6 francs belges tout de suite et 2 francs au 1er octobre. L'accord fut rejeté par 920 voix contre 23. Les grévistes commencèrent des collectes d'argent et de nourriture dans la région et à Louvain.

Le professeur de lycée qui travaillait avec le comité de grève était l'objet de pressions de la part de la direction du lycée et de la police. Une manifestation fut organisée pour le 12 février, la gendarmerie se pointa avec des voitures blindées.

Le 3 mars, nouvelle lettre enthousiaste des dirigeants syndicaux : « Cher ami, grâce à notre lutte acharnée depuis presque deux mois et après diverses réunions paritaires extrêmement dures où le patron se défendait obstinément, nous avons réussi à faire intervenir un médiateur social et contraindre les patrons aux concessions suivantes ». C'était seulement 8 francs belges et pas les 10 francs demandés par les grévistes.

Les syndicats invitaient les ouvriers à s'exprimer « personnellement et dans une liberté complète » pour les propositions d'apaisement dont l'acceptation faciliterait la reprise du travail. Pas de discussion, pas de réunion. Il fallait seulement poster un bulletin de vote tout de suite après la réception de la lettre syndicale. Certains grévistes n'eurent pas de bulletins de vote, d'autres trop tard, ou bien des bulletins sans enveloppe de retour, ou bien une enveloppe sans bulletin de vote. Les lettres avaient été postées le mercredi à 15 heures et il devait y être répondu avant le jeudi à 18 heures. Des employés qui ne participaient pas à la grève eurent aussi des bulletins de vote.

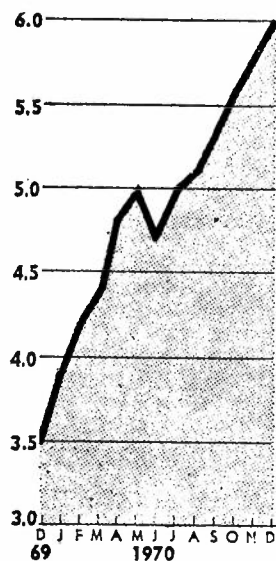
62 % des « votants » étaient pour la reprise. Le 6 mars, la radio et la télé parlaient pour la première fois de la grève et proclamaient que le travail reprendrait le lundi suivant. Mais ce lundi, aucun ouvrier n'entra dans l'usine. Le comité de grève organisait lui-même un référendum auquel participaient 1.200 grévistes : 596 pour la grève, 586 pour la reprise. Mais les syndicats firent alors de nouvelles pressions pour la reprise. La grève cessait d'être reconnue et redevenait sauvage. Le mercredi 10 mars, 200 ouvriers reprenaient le travail. Les autres suivaient, mais décidèrent, ce même jour, de poursuivre la grève 24 heures. Mais, le 11 mars, la grève était définitivement brisée. Elle avait duré neuf semaines.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette lutte :

— l'éloignement des grands centres, la cohésion due aux circonstances locales font que les frontières sont immédiatement tracées avec les syndicats et les organismes extérieurs ; d'un bout à l'autre, pendant 9 semaines, les ouvriers gardent leur grève entre leurs mains, écartant tout ce qui pourrait briser leur unité par une exploitation politique ou syndicale.

— on peut rapprocher les caractères ainsi dégagés de la grève du Limbourg ou de celle des dockers de Rotterdam citées en note ; mais on peut aussi comparer cette lutte avec celles de Liège décrites plus haut. Là, l'intervention des rivalités syndicales, des groupuscules, de considérations politiques du moment, font que l'autonomie n'arrive pas à se dégager donnant l'impression d'une grande confusion. Au contraire, à l'usine de la Vieille Montagne, la revendication de salaire claire et précise, uniforme pour tous, purement économique, soude tous les ouvriers et brise toute les manipulations et les offres de service plus ou moins désintéressées. Ces ouvriers savent ce qu'ils veulent et ce qu'ils font et, par ce seul fait, l'autonomie de leur lutte se dégage beaucoup plus nettement, y compris dans l'organisation de la grève.

Unemployment in U.S.  
in percentage of work force



Source: U.S. Department of Labor

The New York Times Jan. 9, 1971

(en pourcentage de la population active)

## LA CRISE DE L'ARMÉE

Jack Robinson, un journaliste dont la colonne quotidienne paraît dans de nombreux journaux, a consacré plusieurs articles en Février à la crise de l'armée. Après avoir mentionné l'usage répandu des drogues, le relâchement de la discipline, l'augmentation du nombre des déserteurs, la tension raciale, il n'hésite pas à conclure : « Jamais, depuis la guerre de Sécession, l'armée américaine n'a été si déchirée par l'esprit de rébellion ».

L'armée a réagi en assouplissant la discipline et en incorporant quelques aspects de la culture des jeunes à la vie militaire : tolérance pour longs cheveux, vente de bière dans les bases, rock musique dans les réfectoires etc... Les résultats ne sont pas négatifs, quoique certains généraux soient en faveur de la manière forte pour résoudre le problème, et que les soldats au Vietnam ne soient pas impressionnés par ces innovations. Plusieurs cas ont été signalés de sous-officiers et jeunes officiers qui n'exécutent des ordres de combat qu'après en avoir pesé tous les risques. L'argot militaire est enrichi, d'une nouvelle expression : « fragging » (dérivé de fragmentation grenade) qui désigne les attaques contre des supérieurs odieux à leurs soldats. D'après la presse, il ne se passe pas de jours sans que des officiers ou sous-officiers soient ainsi attaqués. En dehors des solutions individuelles : drogues, alcool, désertion ou « fragging », il faut mentionner que dans nombre d'unités des comités de soldats ont été formés. Ils présentent leurs demandes aux supérieurs et quelquefois déposent des plaintes légales contre eux.

## LA GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES

12-70... Cela bouge un peu partout dans les syndicats et toutes sortes de comités de base fleurissent. Malheureusement cela ne débouche sur rien de concret, tout au moins pour ce que je connais personnellement. Toutes sortes d'éléments (y compris le P.C.) sont derrière ces rank and file committees, à l'exception des ouvriers... Je suis allé à Delano pour Noël, au quartier général des

# U. S. A.

## LE CHOMAGE AUX U.S.A.

farm workers (ouvriers agricoles). Chavez (un des leaders syndicaux) était encore en prison, mais il a été libéré quelques jours après. La Cour suprême de l'Etat a cassé un jugement d'un juge local. Chavez avait été arrêté à la demande d'un rancher (propriétaire d'une ferme), qui estimait le boycott de la laitue illégal, et un juge avait fixé une caution de plus de deux millions de dollars (un milliard de francs anciens). Invraisemblable. Bien entendu, impossible de trouver une telle somme et Chavez n'était pas fâché de payer une fois de plus de sa personne et d'attirer la publicité sur la grève. Celle-ci continue toujours avec quelques petits succès, mais les ranchers céderont. Ce sera peut-être difficile néanmoins à cause de l'attitude dégoûtante des teamsters (chauffeurs de camions). Ils ont, par exemple, menacé à New-York de boycotter la laitue produite sous contrat d'union, en représailles contre la grève dirigée contre les ranchers qui ont signé des contrats de complaisance avec les teamsters. Quelle salade ! sans jeu de mots. Enfin, toutes sortes de bonnes âmes (autres syndicats, curés) sont actifs dans les coulisses, et il est possible que les teamsters s'amadouent.

Depuis novembre 70, les ouvriers agricoles ont enregistré quelques succès dans la vallée de Salinas. La bataille est maintenant centrée contre ANTLE (11 % de la laitue américaine), lié avec Dow Chemical (ancien fournisseur de napalm) et fabricant des insecticides pour l'agriculture. L'armée vole au secours de Antle comme elle a volé au secours des producteurs de raisins : depuis le début du boycott de la laitue, les achats du Pentagone à Antle sont passés de 9 % à 30 % des achats totaux de laitue. Mieux encore, la sinistre collusion des teamsters et des agrariens a été rendue plus claire par la révélation d'un prêt d'un million de dollars (du fond de pension) par les teamsters à Antle. Immédiatement, les farm-workers, qui ont toujours soutenu que les contrats signés par les teamsters — sans consultation des ouvriers — étaient de complaisance, ont porté plainte pour conflit d'intérêts.

Emprisonné en décembre pour son refus de stopper grève et boycott à Antle et de reconnaître comme légitime l'alliance teamsters-ranchers, Chavez a été relâché peu avant Noël par une Cour supérieure. Plusieurs procès sont en cours. Le boycott continue, quoiqu'il s'avère plus difficile que le boycott du raisin. L'attitude des teamsters est toujours très équivoque, et certains de leurs syndicats ont juré de boycotter à leur tour les laitues produites sous contrat des farm-workers...

A suivre.

## Sur les syndicats aux U.S.A.

Présentement fonctionne un Comité mixte de représentants des syndicats et de l'industrie (avec la bénédiction de Meany) dont l'objectif est d'éliminer les grèves... par un système d'arbitrage obligatoire. Les contrats seraient éternels, ouverts de temps en temps pour discussion sur les salaires.

\*\*

Le groupe PHILADELPHIA SOLIDARITY (c/o SCC GPO Box 13011, Philadelphia PA 19150, U.S.A.) demande des contacts avec des travailleurs des hôpitaux. Il a adressé à I.C.O. son bulletin « Hospital Voice » n° 1, novembre 70, ainsi qu'un tract sur General Motors et un autre sur les fonctionnaires. Reçu également une réimpression de la brochure de Solidarity England « The Commune ».

# Italie

## ENCORE UNE REVOLTE DANS UNE PRISON

Vers 15 h, le 12 avril, 500 détenus (de ceux qu'on appelle « droit commun »), dans la prison « LE NUOVE » à Turin, se sont révoltés encore une fois. La mutinerie était commencée lorsque près de deux cents détenus sur sept-cents cinquante environ, avaient refusé de rentrer dans leurs cellules après la promenade quotidienne dans la cour de la prison. Après quelques heures, la révolte se propageait parmi les autres détenus, et les gardiens furent obligés de s'enfuir, saut un brigadier, un caporal et un gardien, pris comme otages par les révoltés pour éviter des représailles de la part des policiers et des carabinieri qui étaient arrivés en force et qui tout de suite avaient encerclé la prison et lançaient des centaines de grenades lacrimogènes à l'intérieur. Ces renforts de flicaille essayèrent plusieurs fois, sans y réussir, de pénétrer dans la prison pour réduire à la raison les révoltés le plus vite possible, avant qu'ils aient le temps de communiquer à la foule, qui se rassemblait autour du pénitencier, les raisons de la mutinerie. Au cours de la révolte, les installations de la prison ont été complètement détruites, à tel point que la prison est maintenant complètement inutilisable. Le magasin et la chapelle (comme dans les autres révoltes précédentes) ont été saccagés et incendiés. Les carabinieri et la police, après avoir demandé d'autres renforts, dans l'après-midi de mardi 13 avril, réussirent à rentrer dans la prison et à rétablir « l'ordre ».

Cette révolte suit, à moins de trois mois, la révolte du 17 janvier passé et celle, dramatique, du 14 avril 69. Lors des précédentes révoltes, la prison (un bâtiment lugubre, peu loin du centre de la ville) avait été partiellement détruite, et maintenant, elle l'est complètement, cela c'est un résultat positif déjà. Ce n'est pas la seule prison (de 1968 jusqu'à maintenant) à connaître la rage des détenus révoltés. Elle a été précédée ou suivie par la prison de S. VITTORE à Milan, de LE MURATE à Florence, de L'UCCIARDONE de Palerme, et par les autres prisons de Naples, de Gênes, de Cagliari, etc...

Les motifs de cette révolte générale dans les prisons italiennes, sont toujours les mêmes : réforme du code pénal et du régime pénitentiaire (qui sont encore les mêmes que sous le régime fasciste), dénonciation de l'incarcération préventive, de l'énorme lenteur bureaucratique des procédures judiciaires, de la vie inhumaine à l'intérieur des prisons.

La grande presse bourgeoise accuse les détenus politiques (gauchistes de Lotta Continua et des groupes anarchistes) d'être les responsables du développement de la « contestation » à l'intérieur des prisons ; cette fois elle a raison : ceux qu'on appelle « détenus politiques » (minorité), pour les distinguer de ceux qu'on

appelle « droits communs » (majorité), ont toujours refusé (surtout quand ils ont fait l'expérience d'une vie en commun en prison) cette distinction, typiquement bourgeoise, et ils ont fait de leur mieux (ou de leur pire, selon la presse bourgeoise), pour changer les rapports de force existant entre la minorité (politiques ou politisés) et la majorité (droits communs ou non politisés), en politisant ces derniers et en synthétisant cette méthode dans le slogan : « NOUS SOMMES TOUS DES POLITIQUES, NOUS SOMMES TOUS DES DROITS COMMUNS ». Dans plusieurs prisons, existent déjà des noyaux de détenus « communs » politisés, qui continuent de se développer, même après que les détenus « politiques » qui ont aidé leur formation, aient quitté la prison.

J'ai personnellement contribué à ce travail et j'en parle donc par expérience directe, ayant participé à deux révoltes dans la prison de Milan.

La troisième, j'étais dehors, en face de la prison de S. VITTORE (où, le soir précédent, trois détenus avaient trouvé une mort horrible : brûlés vivants dans leur cellule) et j'ai pu voir à toutes les grilles des fenêtres les détenus dérouler leurs banderoles de drap blanc, avec écrit dessus avec du cirage à chaussures noir ou rouge : BRULER S. VITTORE - L'ETAT TUE - NOUS SOMMES COMME DANS LES LAGERS - CE N'EST PAS NOUS LES CRIMINELS, C'EST LA SOCIETE BOURGEOISE QUI REND POSSIBLE LE CRIME - S. VITTORE AUSSI A SES PINELLIS - et ils chantaient tous ensemble l'Internationale.

Au cours de la révolte de la prison S. VITTORE, en 1969, les détenus politisés par les « politiques » posèrent leurs revendications qui furent acceptées par le Ministère, après beaucoup d'hésitations :

— Instauration d'une commission de contrôle sur la bouffe, formée par les détenus eux-mêmes, qui devait changer chaque semaine ;

— Admission à l'intérieur de la prison de journaux politiques ;

— Réunion libre des détenus selon leurs affinités, formation de groupes d'étude affinitaires, etc...

Cette dernière révolte ne restera pas isolée. On est en présence d'une réaction en chaîne, comme pour les autres luttes. Une prison a été détruite, quand détruira-t-on toutes les autres ? Il semble qu'on est sur le bon chemin.

Un camarade Italien.

# A propos de Lénine philosophe

(A. PANNEKOEK - J. Harpes - ED SPARTACUS - disponible à I.C.O. à tarif réduit)

## 1) Dans le numéro d'I.C.O. - décembre 70 -

Un camarade d'I.C.O. avait présenté cet ouvrage en soulignant dans sa critique ce qui pouvait rester valable du marxisme, permettrait de dépasser les analyses et conclusions relatives à des événements vieux d'un demi-siècle. A la lecture d'une autre critique (texte suivant), il a précisé sa pensée dans ces termes.

Un fait fondamental reste : la lutte de classe. Tout le reste doit être revu, rajeuni, modifié. Le fatalisme, l'inévitabilité, la mission historique, c'est à débayer. Pannekoek a écrit : « l'économie est le fait des hommes, elle peut être transformée par les hommes ».

Cela n'a rien à voir avec un « mécanisme ». Ce sont des hommes, des classes qui s'affrontent, donc aussi des volontés. D'un côté on fait des plans, de la prospective, de la politique appropriée aux nécessités internes (lutte de classe) et extérieures (rivalités impérialistes). De l'autre, on lutte, on pense ces luttes et on avance cahin-caha, les initiatives créatrices se multiplient. Si on sépare politique et économie, on ne comprendrait pas pourquoi la Russie a d'abord fait la guerre et s'est donnée une « armée rouge », créé son état bu-

reaucratique avant de se donner sa base industrielle grâce au premier plan quinquennal. Et les Chinois ? C'est pareil. Une économie déterminée ne peut se créer et se développer que si les moyens politiques de ce système économique sont réalisés : parti, état, police, armée. Tout se tient et, dans un monde où les classes dominantes, jeunes ou anciennes, ont à faire face aux dangers de la lutte de classe à l'intérieur, à la menace de guerre à l'extérieur, pas d'autre issue que de tout mener de front, non sans que parfois le « politique » précède. Sans bourgeoisie ayant acquis une certaine puissance économique, les pays du Tiers-Monde ont leurs techno-bureaucraties qui s'efforcent de se donner leurs bases économiques étatiques. Rappelons-nous aussi que la bourgeoisie européenne s'était, de bonne heure, affranchie de la tutelle des seigneurs (pas de l'Eglise, il faudra la Révolution). Les cités, les communes, les bourgs avaient conquis leurs franchises. Toute la fin du Moyen-Age et le début des Temps Modernes a vu ce développement s'effectuer avec parfois l'appui de l'Etat monarchique. Comment ne pas voir, dans ce long processus, qu'économie et politique ne faisaient qu'un...

## 2) Un autre camarade d'I.C.O. (Paris) a fait de « Lénine Philosophe » la critique suivante :

L'effondrement quasi total du prestige idéologique du stalinisme depuis quelques années, loin d'amener une clarification dans la pensée révolutionnaire, conduit bien des gens à s'accrocher à quelques vieilles branches. Le Lénine commence à être contreversé, mais le Marx est en hausse. Scier cette dernière branche mettrait le mouvement révolutionnaire en état de panique. Lorsque l'idéologie « révolutionnaire » dominante se trouve en contradiction flagrante avec la pratique sociale, la référence à Marx semble s'imposer. C'est ce genre de réflexion qu'on peut se faire à la lecture du livre de Pannekoek « Lénine philosophe ». Autant la critique du léninisme, de certains de ses aspects, y est faite d'une façon minutieuse, autant l'analyse de Marx et du marxisme y est très faible et pleine de complaisances.

Pourtant, une remarque faite en passant montre que Pannekoek avait du mal à surmonter complètement certains doutes. Il est intéressant de citer ce passage : « Marx et Engels étaient tellement en avance par rapport à cette conception (le matérialisme bourgeois) qu'ils y virent une rechute vers des positions depuis longtemps dépassées, une sorte de retour au siècle des lumières : le XVIIIe... Ils n'attachèrent qu'une faible importance à cette théorie... Toute leur vie, ils insistèrent sur l'opposition entre leur théorie et les grands systèmes idéalistes... Mais le matérialisme bourgeois était autre chose qu'une répétition pure et simple du XVIIIe siècle ; il s'appuyait sur le développement prodigieux des sciences de la nature au XIXe siècle et y puisait sa force. Il fallait une étude critique des idées fondamentales des axiomes universellement admis comme résultat des sciences et qui avaient été adoptées partiellement, bien qu'avec des réserves, par Marx et Engels eux-mêmes »

Pannekoek n'arrive pas à formuler clairement son doute : pourquoi Marx et Engels ont-ils négligé dans leurs polémiques le matérialisme bourgeois, support

idéologique de la bourgeoisie ; pourquoi ont-ils consacré tant d'efforts à combattre l'idéalisme et même sa forme la plus rudimentaire, la religion ? Bien sûr le matérialisme bourgeois s'est montré assez conciliant avec l'idéalisme religieux, mais on a bien vu aussi, plus tard, comment le matérialiste historique s'est arrangé avec l'idéalisme du culte de la personnalité. Loin de formuler la question, Pannekoek, dans son chapitre sur Marx, essaie rapidement de faire la critique de ce matérialisme, analyse qu'il aurait probablement aimé trouver chez Marx. Mais en réalité cette critique est superficielle, pleine de contradictions, ce qui contraste avec la vigueur et la finesse qu'il déploie dans sa critique de Lénine quelques pages plus loin. Cette pseudo-critique lui permet de mettre Marx à l'abri, même quand lui vient quelque doute.

Faire une exégèse de Marx serait fastidieux et de peu d'intérêt. Ce serait commettre la même erreur que Marx dénonçait chez les matérialistes qui voulaient détruire la religion par des arguments scientifiques, alors qu'étant partie intégrante d'une certaine structure sociale, elle ne pouvait disparaître que par une certaine pratique sociale. Il en est probablement de même du marxisme. Par contre, il est intéressant de voir un peu comment ceux qui ont été proches de découvrir la réalité idéologique et sociale du marxisme, s'y sont pris pour éviter de faire le pas. Et à ce titre, le livre de Pannekoek est intéressant.

Comment Pannekoek résume-t-il l'opposition entre matérialisme historique et matérialisme bourgeois ? « Le matérialisme historique voit dans les résultats de la science, ses concepts, ses substances, ses lois naturelles, ses forces, des créations de l'esprit. A l'opposé, le matérialisme bourgeois, en adoptant le point de vue des savants, y voit une partie de la nature elle-même, découverte et mise en lumière par la science ». La vali-



dité de la science ne réside pas dans l'énoncé des lois, assimilées à la nature elle-même, mais dans le succès pratique de ces lois. Il est impossible de concevoir une science sans pratique expérimentale. Mais le savant en milieu bourgeois ne se borne pas à cette seule pratique. Il élaborera des concepts, donnera à ses résultats la forme de lois de la nature, ces lois représenteront la nature, plus, elles seront la nature elle-même. L'aspect besogneux de la pratique expérimentale alors aura disparu, laissant la place à une idéologie s'intégrant à la structure sociale. Comment Pannekoek fait-il la différence entre Marx et ces savants : « *En quoi diffèrent le matérialisme historique et le matérialisme bourgeois ? L'un et l'autre sont des philosophies matérialistes... Là où ils s'opposent, c'est en ce que le matérialisme bourgeois s'appuie sur les sciences de la nature, tandis que le matérialisme historique est au premier chef une science de la société... Le matérialisme historique,, établit les lois spécifiques de l'évolution des sociétés humaines* ». Il faut vraiment un gros effort pour voir une différence entre ces deux conceptions. On peut tout juste reprocher aux savants de négliger dans leurs théories certaines paramètres, certaines conditions aux limites, ce qui réduit la portée pratique de leurs travaux. L'un comme l'autre établissent des lois. D'ailleurs les efforts des marxistes par la suite consisteront à présenter le marxisme comme une science, la science, montrant bien les affinités profondes entre les deux conceptions. Maintenant que les sciences humaines sont de plus en plus abordées avec esprit scientifique, on imagine mal que ce genre de controverse puisse préoccuper beaucoup d'esprits si elle n'avait pris naissance au siècle dernier où ces sciences humaines et sociales relevaient plutôt d'une pratique magique que d'une attitude scientifique. Comment peut-on rejeter les lois des sciences de la nature comme ayant une valeur absolue, n'y voir qu'une relation entre phénomènes que la pratique vérifie, et chercher « *les lois spécifiques de l'évolution des sociétés humaines* », domaine où la pratique n'a pas la belle simplicité, la belle reproductibilité d'une expérience de chimie ou de physique ? L'expérience est-elle d'ailleurs possible dans les sociétés, expérience prise dans le sens qui sert à juger les lois en physique ? Est-il possible, comme dans les sciences de la nature, d'évaluer le taux d'erreur qu'on est amené à commettre en négligeant certains paramètres ? Peut-on changer délibérément certains paramètres dans une expérience sociale et la recommencer à volonté ? Les réponses sont évidentes, banales. Elles conduisent à voir dans le matérialisme historique une forme plus élaborée du scientisme bourgeois du XIXe siècle. Mais énoncées sous cette forme, ces réponses sont sacrilèges. On peut poursuivre plus loin le parallèle : de même que la bourgeoisie utilisait quasi simultanément matérialisme et idéalisme religieux, la bureaucratie socialiste faisait cohabiter matérialisme historique et culte. Pannekoek, sans l'énoncer d'une façon aussi crue, note : « *Avec cette base scientifique, le marxisme est plus qu'une simple science : c'est une nouvelle conception du passé et de l'avenir, du sens de la vie, de l'essence du monde et de la pensée. C'est une révolution spirituelle, une nouvelle conception du monde, un nouveau système de vie* ». Si, comme dit Pannekoek, « *les sciences de la nature sont le fondement spirituel du capitalisme* », ne peut-on ajouter que les sciences sociales sont le fondement idéologique de la future classe oppressive ?

On comprend alors que ce n'est ni un hasard, ni une erreur, ni une insuffisance, si Marx et Engels, après avoir posé les règles, un esprit moderne dirait les axiomes, du matérialisme historique, n'ont fait aucun effort sérieux de critique contre le scientisme bourgeois. Leurs descendants marxistes ont d'ailleurs continué dans la même voie. Les seules critiques qui ont été faites concernent le dogmatisme marxiste qui a suivi Marx, c'est-à-dire la forme la plus primaire, la plus simpliste du

matérialisme marxiste, comme le léninisme par exemple. Mais ces attaques visent presque toujours à préserver les fondements idéologiques du marxisme, mis en danger par l'imbecillité de certains marxistes qui n'ont pas su maintenir un savant équilibre entre matérialisme et idéalisme, ce que la bourgeoisie réussissait admirablement au XIXe siècle. Il est vrai que les héritiers staliniens ou léninistes de Marx, par leur attitude ultra dogmatique, fanatiquement religieuse, poussaient les critiques à développer la lutte idéologique sous une forme anti-idéaliste, c'est-à-dire à refaire « l'erreur » de Marx. C'est ce qu'on peut constater dans les multiples groupes révolutionnaires plus ou moins anti-léninistes mais à peu près tous marxistes.

Marx se trouvait à l'aise pour critiquer les penseurs scientifiques dans leurs conceptions mécanistes des phénomènes car la biologie ou la physique ne pouvaient rendre compte des mouvements sociaux. Sur ce terrain, il peut être considéré en avance sur son temps, au même titre que la plupart des sociologues, psychologues actuels s'ils avaient vécu au XIXe siècle. La querelle en ce domaine ne devrait être considérée que comme une des multiples querelles qui ont animé les milieux scientifiques (relativité, théories probabilistes des phénomènes sub-atomiques, etc...). De même que dans ces querelles il n'a jamais été question du rôle idéologique de la science, la critique de Marx vis-à-vis du matérialisme mécanistes ne va pas très loin sur les conséquences idéologiques de ce matérialisme et son utilisation par la classe dominante. En bon dialecticien, il n'avait pas peur des contradictions de sa propre pensée, en plaçant sa querelle scientifique sur le plan de la lutte idéologique. Ici la contradiction frise la mystification. Ses descendants bolchéviques, une fois installés au pouvoir, représentants de la nouvelle classe dominante, n'eurent pas besoin d'utiliser les mêmes subtilités, une police efficace y suppléait ; ils purent parler plus franchement et plus clairement et développer jusqu'à l'absurde les fondements idéologiques du marxisme.

Quand Marx, s'apercevant que la biologie était incapable d'appréhender la réalité sociale, introduisait l'économie dans l'étude des mouvements sociaux, quelle différence y avait-il avec ceux qui introduisaient la théorie des jeux dans l'étude des gaz ou ceux qui ont pensé que l'hydraulique était de peu d'aide dans l'étude des rêves. Il n'y avait là qu'une attitude scientifique normale. Mais il a été beaucoup plus loin en clamant l'existence de lois fondamentales de la société et ses descendants ont bien complété son œuvre. De même que certains penseurs scientifiques, quittant le terrain de leurs observations expérimentales, remplaçaient la nature par des lois, la démarche marxiste conduisait obligatoirement à remplacer les mouvements sociaux par ses lois. A la différence de ce qui se passe en physique, domaine scientifique facile, l'observation des sociétés est plus délicate et on peut polémiquer à perte de vue sur la formation des lois sociales. Mais tous sont d'accord sur l'existence de ces lois, inscrites mais encore cachées dans la nature sociale elle-même.

La critique sociale du matérialisme bourgeois n'a pas encore été faite d'une façon fondamentale en tant que la forme la plus élaborée de l'idéologie oppressive des sociétés de classes. Toutes les nouvelles idéologies ont tenté de présenter les nouvelles structures sociales comme la fin des calamités antérieures. Le marxisme et son idéologie, le matérialisme historique, n'a pas échappé à cette tradition. Il voulait faire croire que la fin de la bourgeoisie signifiait la fin de l'exploitation des masses dans une société sans classes. La suite expérimentale a montré comment la réalité peut être assez différente.

Il ne s'agit pas maintenant de démolir Marx. Cela n'a que peu d'importance. Il est plus important de voir les racines idéologiques du marxisme et la réalité sociale qu'elles recouvraient et qu'elles recouvrent encore. La figure d'un Marx théoricien de la révolution sociale a quelque chose de grotesque. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu avant la naissance de Marx, ils ne pouvaient se réclamer de lui, quant aux révolutions qui ont été dirigées par ses descendants, leur échec flagrant devrait jeter le doute dans les mouvements révolutionnaires. Pendant les périodes sociales très agitées, les masses révolutionnaires oublient fort

heureusement les lois du développement des sociétés, mais pendant les périodes plus calmes qui suivent, il s'est toujours trouvé quelque grand-prêtre de la révolution prêt à leur rappeler qu'elles ne peuvent échapper à ces lois que lui seul connaît. Alors l'échec total n'est plus très loin. La naissance d'un mouvement ouvrier passe par une critique (et aussi une pratique vivante de cette critique) des idéologies, y compris celles qui se présentent comme révolutionnaires. On n'osera faire ce pas que lorsque la mystification marxiste aura fini de faire ses ravages.

### 3) Résumé de la discussion des camarades de Paris :

A. — L'auteur du texte (2) résume sa critique. Il a été frappé par le fait qu'il n'existe pas dans Marx de critique sérieuse du matérialisme bourgeois. Ce n'est pas un hasard : cela venait de la façon « scientifique » dont il envisageait l'histoire selon un strict déterminisme. On peut alors se poser la question fondamentale : est-ce que le matérialisme historique et le matérialisme bourgeois n'ont pas la même origine dans la croyance de l'existence de lois objectives (économiques) qui gouvernent les phénomènes, ceux-ci étant alors réduits à l'état de purs mécanismes. La critique de Pannekoek n'aborde pas finalement cette question ; le matérialisme rudimentaire de Lénine (c'est à ce point que s'attache essentiellement Pannekoek) découle des idées de Marx sur le matérialisme. Une critique du matérialisme de Marx devrait précéder celle du matérialisme de Lénine. Or, sur ce point, comme le révèle le texte, Pannekoek ne s'exprime pas clairement.

G. — L'idée défendue par Marx et reprise par P. est qu'il y a des lois spécifiques aux sociétés humaines que l'on peut connaître par une recherche : c'est sur cette notion de base du marxisme que s'attache le texte.

G. — Lénine a interprété le marxisme à sa manière ; alors que Marx a évolué d'une position bourgeoise à une position prolétarienne. L'idéologie est la justification de l'ordre social existant ; la recherche d'un instrument qui puisse expliquer cet ordre social qui existait dans cette société et qu'il s'agirait de déterminer, se rattache à l'idéologie bourgeoise. Peut-on concevoir alors ce que seraient les lois d'un monde prolétarien.

M. — Cette recherche des lois qui gouvernaient la société n'est pas spéciale à Marx et au marxisme. A l'époque de Marx, tout le mouvement socialiste s'appliquait à cette recherche, en particulier Bakounine, qui en même temps faisait la critique du positivisme. Dans l'œuvre de Marx, on ne relève pas la recherche des lois fixes comme la critique semble le lui reprocher. Ce qui est intéressant chez Marx, c'est précisément qu'il démontre l'existence de tendances, de facteurs constants, qui s'inscrivent dans une dynamique. C'est ce qui fait son originalité par rapport aux autres penseurs.

*Suit un échange* sur la séparation de la méthode et de son objet du contenu : cela n'a jamais correspondu au marxisme qui n'a jamais négligé la possibilité d'une évolution. Il faut bien distinguer ce que Marx a écrit et ce que d'autres en ont fait pour examiner si le marxisme est valable ou pas.

A. — Toute loi, physique ou autre, est déjà une explication, le reflet de ce qu'on constate, une interprétation. La recherche de lois par le marxisme ne peut-il s'assimiler au matérialisme bourgeois en ce qu'il cherche comme lui à donner des schémas du monde capitaliste. Pourquoi le marxisme est-il devenu une idéologie dans les pays de l'est (on peut se demander dès

lors si les fondements n'en sont pas dans Marx et le marxisme). On peut même dire que le marxisme est devenu une idéologie du vivant même de Marx. On trouve la même recherche de lois dans les sciences sociales : la sociologie bourgeoise étudie des lois pour avoir une prise sur le réel ; cette étude est à la fois mystificatrice et adéquate.

D. — Il faut savoir en quoi le matérialisme historique diffère du matérialisme bourgeois. Il est évident que les lois physiques ou autres, ne sont que des lois spécifiques et non des lois absolues. On peut trouver dans la société des lois spécifiques, par exemple s'il y a inflation, le pouvoir d'achat baisse. Ces lois sont vérifiables tous les jours. Ce que tente de faire Marx c'est d'essayer de trouver des lois du développement des sociétés ; pour ce faire, il met l'accent sur les caractéristiques sociales et il tente d'en extraire un certain nombre de lois. Mais cela ne traduit pas l'essentiel de la méthode marxiste. Le plus important n'est pas tant la formulation de lois, mais la méthode de spécificité historique selon laquelle toute théorie dépend de l'époque dans laquelle elle est formulée (voir livre I du Capital). *Marx ne prétend pas à des lois absolues, mais à des lois spécifiques.*

A. — C'est précisément cette recherche de lois, cette base scientifique que l'on doit essayer d'analyser pour voir pourquoi une certaine classe dominante a pu s'en emparer, pourquoi une théorie est devenue une idéologie.

D. — Ce n'est pas là le point important. Il ne s'agit pas de trouver chez Marx un schéma révolutionnaire (Marx a varié sur ce point au cours de sa vie), mais de poursuivre la méthode. Marx dit : lois historiques donc spécifiques. *Ce qui est essentiel, c'est l'usage qui est fait de ces lois*, usage social qui transforme les lois relatives en lois absolues ; en d'autres termes, *les rapports entre la science et l'idéologie*, l'utilisation politique de la science.

Un autre problème est également posé, celui du passage de lois spécifiques simples à des lois de développement plus complexes, c'est-à-dire à l'évolution de la société. On peut poser des prémisses pour la science de l'évolution de la société existante et mettre à jour des lois (tout aussi relatives et provisoires que les lois physiques) : c'est relativement facile pour l'économie, plus difficile dans les autres domaines des sciences humaines.

A. — A l'opposé de la science, les lois sociales ne peuvent être vérifiées. L'Histoire ne peut donner que des indications ; on ne peut prétendre alors qu'il existe une science dans ce domaine comme le fait Pannekoek. Le soutenir, c'est s'orienter vers un scientisme qui autorise l'usage idéologique de la science, on doit critiquer également la science marxiste et Marx.

M. — Ce caractère dogmatique de vérité scientifique, Marx l'a utilisé à fond pour renforcer son rôle dirigeant dans l'Internationale. De la même manière que le positivisme dans la société bourgeoise. Marx et Engels, par la suite, ont cherché à rectifier le tir ; mais ce n'est pas un hasard si la critique du programme de Gotha n'a pas paru du vivant de Marx. Proudhon en France, Marx en Allemagne, ont utilisé les différentes théories scientifiques vis-à-vis du mouvement ouvrier à la manière de matérialistes bourgeois. Chez Engels, le lien avec une pratique social-démocrate est plus étroit.

N. — La question principale est de savoir pourquoi en Russie ou en Chine, le marxisme s'est transformé en idéologie. Quant aux lois cherchées par Marx, elles ne visent jamais à dire « ça va arriver ». Les critiques partent souvent d'une incompréhension globale de ce qu'a pu dire Marx, aussi bien dans le domaine économique que politique.

D. — On ne peut se référer pour juger Marx au Manifeste communiste. Publié en 1848, il est l'œuvre de Marx jeune, et présente des caractéristiques plus proches des tendances tiermondistes ou bolcheviks (Maoïstes, Castristes, etc...) avec un mélange non négligeable d'idées empruntées aux révolutions bourgeoises de 1848 (par exemple la notion de révolution permanente).

Dans le Capital ou la Critique du programme de Gotha, Marx insiste sur les caractères subjectifs de la transformation de la société. Actuellement, on peut trouver deux courants :

— *l'un purement économiste* (Korsch) où les processus de transformation sont présentés comme quasi-automatiques. Mattick est le représentant le plus éminent de ce courant.

— *l'autre subjectiviste*, dans lequel les soulèvements découlent des révoltes sans raisons économiques précises simplement par l'opposition dirigeants-dirigés, détenteurs du savoir et exclus de toutes connaissances. Chaulieu, de Socialisme ou Barbarie, s'inscrivait dans ce courant.

On trouve les deux courants chez Marx exprimés dans une sorte de balance dialectique : d'un côté des facteurs objectifs économiques, de l'autre des facteurs subjectifs de la lutte de classe. Le développement des forces productives entraîne la concurrence entre capitalistes, mais la lutte de classe entraîne la recherche de productivité et la même concurrence entre capitalistes. Les deux jouent un rôle déterminant dans la dynamique capitaliste. La théorie de ce développement social, comme toute théorie, contient des postulats idéologiques à priori (il en est de même en physique : par exemple, les théories sur la création de l'univers reposent sur des postulats de base invérifiables). L'idée préconçue de Marx, c'est celle de la transformation de la société du capital en une société de producteurs libres et égaux.

R. — Pour en revenir à la critique du texte, elle semble mettre en cause le fait même de tenter de déterminer des relations entre les facteurs sociaux divers, c'est-à-dire des règles, des lois. Mais comment essayer de comprendre d'une autre manière, c'est-à-dire autrement que de façon scientifique ? Cela mène obligatoirement à préciser des lois et à construire d'une façon ou d'une autre une certaine théorie qui permette de prévoir.

S'intercale ici un échange sur *la conception globale du monde* à travers Marx. Celui-ci n'a pas voulu chercher à déduire de ses observations un système applicable à toutes les sociétés, mais à considérer ce qui pouvait exister à un certain moment du développement des forces productives et de la lutte de classe. A chaque mode de production s'oppose des traits différents de l'homme, des structures sociales comme la famille, etc. Si l'on ne veut plus utiliser le marxisme comme système d'explication de la société, il faut essayer de formuler ce qu'on peut mettre à la place. En tant que groupe politique, on est obligé de formuler une conception de l'évolution sociale.

M. — Un des points qui peut expliquer les déformations idéologiques du marxisme, ce n'est pas tant son aspect scientifique, mais d'une part le caractère rigide des notions fondamentales (notamment des règles économiques), d'autre part l'importance donnée aux théories sur l'Etat. Celles-ci se sont développées avec Hegel (d'où une conception de la stratégie que l'on retrouve chez de Gaulle aussi bien que chez Lénine et les russes que chez Mao). Chez Marx, la théorie de l'Etat est très hégélienne : la révolution doit se faire par l'intervention de l'Etat (sauf dans le texte sur la Commune de Paris). L'utilisation dans cette perspective de la dialectique marxiste tend à s'écarter du réel et à développer le caractère idéaliste.

A partir de ce dernier point, la discussion se termine par un échange sur la possibilité d'une révolution bureaucratique dans des pays avancés. Conception qui conduit à voir dans les groupes trotskystes ou maoïstes les futurs bureaucrates de la révolution prolétarienne. Cela est lié aux conceptions sur la technocratie et le rôle des intellectuels. Les technocrates, dans leur immense majorité ne se servent pas du marxisme comme idéologie car ils n'en connaissent que ce qu'en connaît l'homme de la rue. Leurs attaches politiques ont évolué avec les événements (proches du P.C. en 45, revenus à l'idéologie bourgeoise traditionnelle en 52 dans une période d'expansion capitaliste touchés maintenant par les mutations et le ralentissement économique). Ils peuvent apparaître contestataires, mais ils n'en restent pas moins une classe moyenne dépendante, incapable de prendre le pouvoir car elle ne constitue pas une force sociale.



# NOTES DE LECTURE

I.C.O. N°105  
Mai 1971

## LA DELIVRANCE DE PROMETHEE

(pour une théorie politique de l'autogestion) - Yvon BOURDET) - (Editions Anthropos) - (21 F)

Ce livre vaut beaucoup mieux que son titre trop littéraire et son sous-titre plutôt rébarbatif le laisseraient supposer. Pour l'utilisation du mythe de Prométhée, les lecteurs en auront l'explication, sans même ouvrir le livre, en se reportant au texte de la couverture.

« Les forces créatrices de l'humanité, symbolisées ici par Prométhée, sont encore clouées aux rochers des multiples institutions mises en place par des prétendus dieux sauveurs ».

et à la page 27 :

« Peu d'hommes, sauf en des périodes exceptionnelles où « tout paraît possible », ont l'audace prométhéenne de se révolter contre les dieux ».

Quant à la « théorie politique de l'autogestion », l'auteur lui donne pour but « d'accroître la crédibilité de l'autogestion » en se fixant pour ce faire trois objectifs : « l'élucidation du concept, la critique des idéologies contraires, et une programmation anticipatrice » (voir préface p. XII).

Prévenons aussi les lecteurs qu'ils rencontreront une vingtaine de mots tirés du jargon des sociologues. Ce n'est pas grave, on les saute, à moins d'avoir un dictionnaire à portée de la main. Cela ne diminue pas l'intérêt du livre. Celui-ci constitue en effet une bonne base de discussions sur l'autogestion et son prélude, l'auto-détermination des travailleurs au cours de leurs luttes.

C'est délibérément qu'Yvon Bourdet évite de décrire les tentatives d'autogestion qui ont déjà eu lieu et qu'il se limite à essayer de dégager une théorie de celle-ci. Aux camarades qui voudraient utiliser le livre d'Yvon Bourdet pour organiser des discussions sur l'autogestion, nous recommandons de le compléter par la brochure de Noir et Rouge : « L'autogestion, l'Etat et la révolution » (1968), qui, elle, est consacrée aux tentatives.

Dès sa préface, Yvon Bourdet éclaire notre lanterne sur sa position théorique et pratique.

« ...il doit être bien net qu'une autogestion au niveau local n'est possible qu'au sein d'une société globale autogérée, c'est-à-dire d'une société sans classes ».

« Le terme d'autogestion... désigne tout autant un mode d'auto-organisation des entreprises locales certes, mais aussi — car l'un n'est pas possible sans l'autre — un système de gestion autonome de l'économie et de la politique globale ».

« De ce point de vue, ce qui se passe actuellement en Yougoslavie et ce qui s'est passé en Algérie du temps de Ben Bella, n'est à mon avis, qu'une variante de la cogestion ».

« Si l'autogestion est octroyée par un pouvoir central, fut-il bienveillant, il n'y a plus, par définition, d'autonomie véritable ».

Ça pour la théorie. C'est clair et net. La pratique l'est beaucoup moins.

« Toutefois, on se tromperait du tout au tout si on déduisait de ces remarques que je veux « critiques » ou contester la valeur des expériences qui ont été faites en Algérie, ou qui se poursuivent en Yougoslavie. Il est tout à fait probable qu'il n'était pas possible de faire mieux, ni peut-être, en Algérie, de faire autrement, étant donné l'état du pays après la guerre de libération ».

« Peut-être faut-il ainsi penser que la cogestion est l'étape intermédiaire, non seulement utile, mais, au moins dans certains cas, inévitable pour que puisse ensuite s'établir un véritable système d'autogestion » (préface p. XV et XVI).

On voit qu'il y a loin de la théorie à la pratique ! Mais, bien qu'Yvon Bourdet affirme catégoriquement « qu'on se tromperait du tout ou tout si... », on le sent bien peu sûr de lui. Il y a trop de « peut-être » dans ses déclarations. Cette hésitation, on la retrouvera dans les pages 182 et 183, ainsi qu'à la page 169.

« En pratiquant une micro-autogestion limitée, voire bornée, les ouvriers pourront prendre davantage conscience de leur capacité et mettre en question le rôle des minorités « dirigeantes » - » (page 169).

Ayant constaté « qu'ici ou là, l'autogestion apparaît maintenant sous un visage modeste, avec la bénédiction de certains dirigeants, au niveau de certaines entreprises, sans mettre sérieusement en question, du moins en apparence, le pouvoir politique en place », Yvon Bourdet se demande « qui a raison de jouer ainsi au plus malin ». Et il continue à s'interroger :

« A faire passer l'autogestion (qui est un système radicalement antinomique de toute société de classe) pour une des multiples variations de la cogestion, ne risque-t-on pas de présenter aux ouvriers, comme un progrès, une participation qui est une collaboration avec les exploités et donc un renforcement de la domination de classe ? En sens inverse, ne peut-on attendre que la cogestion la plus limitée ne donne bientôt à la classe ouvrière la conscience de sa capacité autogestionnaire et qu'ainsi soit indirectement préparée et couvée sous la cendre la révolution radicale qu'on croyait finement éviter ». (p. 182).

Après tout ça, nous pouvons, à notre tour, poser la question : à quoi sert donc une bonne théorie ?

Il va sans dire que nous ne partageons pas les « hésitations » d'Yvon Bourdet. Les révolutionnaires doivent conserver une attitude critique impitoyable face à toutes les variantes de cogestion ou de participation présentées comme des expériences d'autogestion, même

s'ils doivent subir celles qui pourraient leur être imposées ou octroyées. L'instinct de classe des travailleurs ne s'y trompe pas d'ailleurs. Yvon Bourdet, dans sa conclusion, cite l'exemple d'ouvriers de l'industrie dans les secteurs les plus développés, qui « loin de s'orienter vers une participation ou une cogestion qui perpétuerait, en la renforçant, la domination des classes exploiteuses, revendiquent parfois l'impossible... » (p. 245).

Tout ce que nous venons de commenter sur la position théorique et pratique d'Yvon Bourdet et qui peut se résumer ainsi : utiles apports théoriques et « faiblesses » dans la pratique, caractérise l'ensemble du livre. C'est pourquoi nous considérons celui-ci comme une bonne base de discussion. Tout y est, erreurs, illusions et beaucoup de bonnes choses.

Voyons maintenant chaque chapitre. Le premier s'intitule « Autogestion et démocratie ». Il y oppose d'abord l'autogestion à la démocratie bourgeoise, puis à la « démocratie populaire ». Puis il aborde les problèmes suivants : Conseils ouvriers (qui ne sont pas une panacée, p. 17) et démocratie, enfin « démocratie instituante et démocratie instituée ». C'est un bon chapitre et Yvon Bourdet a même des formulations heureuses : « Les pouvoirs en place redoutent les conseils à l'Est comme à l'Ouest ... » p. 20 et 21. « La liberté ne se reçoit pas... elle n'existe qu'en actes » p. 23. « Il faut donc que la classe ouvrière s'éduque perpétuellement et non qu'elle reçoive une théorie déterminée » p. 25. « Ainsi nous n'avons pas d'autres possibilités que celles de la théorie négative ; nous savons, nous expérimentons les vices de toutes les sociétés humaines existantes ; la contestation en connaissance de ces défauts, la tâche de les supprimer est possible et présente, mais il ne faut pas nous dissimuler que, ce faisant, nous allons vers un inconnu. Tel est le sens du refus par Marx de l'utopie... » page 26.

Le chapitre deux a pour titre : « Autogestion et spontanéité ». Yvon Bourdet s'en prend à la critique de la spontanéité par Lénine. Il rappelle la réfutation magistrale, par Rosa Luxembourg, des thèses de « que faire » ? Puis il essaie de définir ce qu'on doit comprendre par spontanéité, ce qui contribue donc à ce qu'il s'est proposé dans sa préface : l'élucidation du concept d'autogestion.

« ...la doctrine de Marx forme un tout, et si on refuse (comme Lénine) la spontanéité du prolétariat, les thèses du matérialisme historique se confondent avec les thèses d'un matérialisme vulgaire qui ferait des hommes de simples jouets amorphes du processus historique... » p. 59.

« Alors... que l'intellectuel doit, par un effort d'imagination, « se mettre à la place » du prolétariat, les prolétaires n'ont qu'à éprouver leur situation objective pour faire l'expérience réelle de leur exploitation. Cette situation privilégiée (si l'on peut dire) les prédispose à réagir de la façon la meilleure » p. 61.

« Le décapage de l'idéologie de la classe dominante permet de retrouver le sens premier du mot « spontanéité » qui désigne la situation de celui qui agit « de sa propre initiative », sans être incité ni contraint par autrui ». p. 62.

Yvon Bourdet rappelle une déclaration de Lénine au Xème Congrès du parti bolchevik, en mars 1921 : « Nous avons passé pas mal de temps à discuter et je dois dire

que, maintenant, il vaut beaucoup mieux « discuter avec les fusils » qu'avec les thèses préconisées par l'opposition... »

Rappelons-nous, qu'en ce même mois de mars 1921, Trotsky et Toukhatchevski dirigeaient la répression contre les ouvriers et marins de Cronstadt. Cinquante ans après, les ouvriers de Stettin, Gdansk et Gdynia ont eu à faire face à la même répression.

Ce rappel n'est pas déplacé puisqu'Yvon Bourdet étudie au troisième chapitre de son livre « la démocratie du centralisme démocratique ».

« Il ne s'agit pas du tout d'un débat académique, mais au contraire, d'options fondamentales qui ont façonné, directement ou indirectement, le mouvement ouvrier mondial... » p. 73.

« Dans "Que faire" ?, Lénine cherche à invalider la spontanéité pour démontrer à contrario la nécessité d'un encadrement et d'une structure hiérarchique.. » page 74.

« ...le 29 avril 1918, au Comité exécutif central de Russie, définissant les tâches immédiates du pouvoir des soviets, il (Lénine) polémique violemment contre les gauchistes qui refusent de « s'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat »... » p. 89.

« La réalité dit que le capitalisme d'Etat serait pour nous un pas en avant. Si nous pouvions en Russie réaliser, sous peu, un capitalisme d'Etat, ce serait une victoire » dit encore Lénine. p. 90.

« ...aujourd'hui la révolution exige... que les masses obeissent sans réserve à la volonté unique (souligné par Lénine) des dirigeants du travail ». p. 91.

Yvon Bourdet a tiré ces citations des Œuvres de Lénine. En voici une autre : « Le camarade Trotsky, dit-il le 30 décembre 1920, parle d'un Etat ouvrier. Mais c'est une abstraction !... ». p. 106. Comme on le voit, les trotskystes ont de la suite dans les idées ! Cinquante ans après leur maître à penser, ils nous servent toujours cette abstraction.

Une bonne formulation d'Yvon Bourdet : « Comme on le sait, c'est celui qui délimite le pouvoir qui a le pouvoir ». p. 109.

La fin de ce chapitre est consacrée à la coupure entre dirigeants et exécutants.

Chapitre IV. Les contradictions de l'hétérogestion. L'auteur définit ce nouveau mot « hasardé » par lui, à la page 137. Il s'agit des structures hiérarchiques de la société.

Dans ce chapitre, Yvon « décrit ce qui s'est passé et ce qui se passe dans les usines modernes... » et comment beaucoup d'erreurs, ce qui s'explique, semble-t-il par le fait qu'il ne peut que recourir à des textes souvent fragmentaires ou au contraire trop portés aux généralisations.

Lorsqu'il dit par exemple « que l'ingénieur n'a qu'une connaissance théorique du fonctionnement de l'usine, que les modalités pratiques de la production lui sont

inaccessibles »... « qu'ils dirigent à distance derrière leur sinai de murs, portes, de vitres, par vociférations et tables de la loi en papier » (p. 144), il tombe dans l'image d'Epinal. C'est faux pour les ingénieurs de fabrication, et même pour ceux des Bureaux des méthodes qui ont débuté en fabrication, essayé des machines nouvelles, mis au point des techniques modernes, etc... Le patronat sait mettre à l'épreuve ceux qui le servent. Rares sont les ingénieurs, même d'un bureau d'études, qui ne soient capables de « prendre les manivelles » comme on dit, bien que les manivelles appartiennent au passé et soient remplacées par des manettes ou des boutons. D'autre part, leur « promotion » les conduit à changer d'atelier, de fabrication ou d'usine. « L'initiative invisible » des « exécutants », ils la connaissent. Ça les arrange d'ailleurs, tant qu'elle n'atteint pas le bricolage.

Yvon Bourdet, bien qu'il fasse des réserves, a été influencé par les « révélations » de D. Mothé sur les initiatives informelles de quelques professionnels d'un atelier d'outillage. Les ingénieurs se méfient, à juste titre, du bricolage, à peine acceptable pour prototype, et impossible pour le travail en série ou à la chaîne. P. Chaulieu avait, lui aussi, généralisé les « découvertes » de Mothé (Socialisme ou Barbarie n° 22).

Il n'en reste pas moins que l'hétérogestion implique un gaspillage d'intelligence et de savoir-faire. p. 164.

Il en est des contradictions de l'hétérogestion comme de toutes les contradictions du capitalisme. Yvon Bourdet rappelle très justement « que la perception d'une contradiction résulte, pour une part, du découpage intellectuel que nous effectuons dans une réalité que Marx pose comme étant toujours dans un mouvement évolutif » p. 167.

« D'autre part, selon Marx, l'exposition d'une contradiction doit rester toujours provisoire, même (et surtout) si la perfection de l'exposé crée le mirage d'une réalité éternelle à priori ». p. 167.

Egalement Yvon Bourdet commente et dit :

« ...la découverte d'une loi, par essence nécessaire, n'est pas la découverte d'une fatalité, bien au contraire, puisque cette connaissance rationnelle nous permet de comprendre le monde et la société, non pour que nous nous contentions d'en contempler les lois, mais pour que nous puissions agir en connaissance de cause... ». p. 167-168.

Encore de la bonne théorie. Mais à la page suivante Yvon Bourdet tombe de haut pour aborder la pratique : « En pratiquant une micro-autogestion limitée, voire bornée, les ouvriers... », voir cette citation au début de notre article. Encore l'influence de D. Mothé ? (voir notre critique de « Militant chez Renault » - I.C.O. n° 51, juillet 66).

Rappelons la position de Mothé exprimée dans la conclusion de son livre : « Ne peut-il y avoir de revendications autogestionnaires où peut exister ce terrain d'entente ? Est-ce un domaine où, patrons, directeurs d'usine, gouvernants se refuseront toujours à traiter ? » « Les revendications autogestionnaires, à la différence des autres, ont un grand avantage : elles ne sont pas onéreuses, bien au contraire ».

« La revendication autogestionnaire a donc l'avantage non seulement de ne pas porter atteinte au cathé-

chisme industriel, mais au contraire d'aller dans le sens de la réduction du prix de revient... »

Et dire que Dreyfus n'a pas répondu à cet appel !

La fin du chapitre IV traite des contradictions de l'hétérogestion dans les pays de capitalisme d'Etat. Yvon Bourdet cite beaucoup la Lettre au parti ouvrier polonais de J. Kuron et K. Modzelewski. Signalons cette phrase : « ...Ce sont donc les besoins de l'industrialisation d'un pays sous-développé qui ont donné naissance à la bureaucratie comme classe dominante ». page 175.

Nous pouvons ajouter qu'en Russie, c'est l'exécution du premier plan quinquennal qui a donné la base économique nécessaire à cette classe pour asseoir son pouvoir jusqu'alors politique. Et c'est à cette date que nous avons pu comprendre ce qu'était le capitalisme d'Etat dans les faits.

Chapitre V. Les conditions de possibilité de l'autogestion.

C'est dans ce chapitre que nous avons trouvé un Yvon Bourdet très tourmenté. Voir à ce sujet, au début de notre papier, une citation extraite de la page 182. Pour nous, le prélude à l'autogestion n'est pas dans des expériences d'autogestion intégrée, mais dans l'auto-détermination des travailleurs au cours de leurs luttes. Les luttes posent assez de problèmes concrets pour offrir aux travailleurs l'occasion d'exercer leur créativité. Elles ont, au surplus, l'avantage de contraindre les travailleurs à une bataille sans merci contre toutes les hiérarchies, patronales, syndicales, politiques.

Yvon Bourdet traite dans ce chapitre des deux principes fondamentaux de l'autogestion : révocabilité à chaque instant des délégués, information nécessaire pour que les hommes soient à même de se déterminer en connaissance de cause. Il faudrait en ajouter une troisième : le principe fédératif pour l'autogestion globale de la société.

Quant à « légiférer à priori sur les conditions de possibilité ou sur les raisons transcendantales d'impossibilité de l'autogestion ou en analyser les lois structurales (« éternelles »), c'est une activité spéculative que, depuis longtemps, Marx a comparé à l'onanisme ». page 191.

Donc, foin du futurisme !

Mais, ancien membre de Socialisme ou Barbarie, Yvon Bourdet ne peut s'empêcher de parler de l'enfant de Pierre Chaulieu : l'usine du plan. Toutefois il en fait la critique et conclut en ces termes : « ...s'il faut conserver les services des calculs complexes par ordinateur, il faut abandonner le mythe de « l'usine du plan ». page 207. D'accord.

Le chapitre VI : L'espoir des sans-espoir, est une réponse à Marcuse. Il s'agit d'une discussion qui déborde le cadre de l'autogestion, et qui permet à Yvon Bourdet de conclure son livre en nous reparlant de Tantale et de Prométhée.

Faire une présentation critique d'un livre n'est pas chose facile ni agréable. On risque de décourager les lecteurs éventuels. Or, j'aime le livre d'Yvon Bourdet et je le recommande à tous nos amis.

## REUNIONS ET PERMANENCES DU GROUPE DES CAMARADES DE PARIS

Les camarades de Paris tiennent plusieurs sortes de réunions :

- chaque semaine, les lundi et jeudi de 18 à 20 h.
- les 2e et 4e samedi de chaque mois à 14 h 30 (réunions générales de discussion).

Des commissions de travail fonctionnent distinctement :

- courrier (chaque lundi)
  - contenu des différentes publications (mardi)
- ceux qui désirent y participer se renseignent aux permanences. Il est donné un compte rendu des activités de ces commissions lors de chaque réunion générale.

\*\*

D'autres commissions de travail peuvent être constituées. Des réunions exceptionnelles de discussion sur un sujet précis sont également prévues. Tout ce qui concerne ces activités sera annoncé au cours des réunions plénières et affiché dans le local où se tiennent les permanences.

Les camarades qui désirent participer à ces réunions ainsi qu'aux réunions spéciales pouvant se tenir exceptionnellement, doivent écrire à l'adresse d'I.C.O. (adresse postale exclusivement).

Les camarades de passage à Paris qui désirent prendre contact, doivent écrire au moins 8 jours à l'avance pour éviter tout retard dans la transmission des lettres, et permettre une réponse éventuelle. Aucun contact ne peut plus être pris au téléphone. Dans la mesure du possible, ces camarades peuvent prévoir ces contacts les lundis, jeudis ou samedis où se tiennent des réunions (sauf jours ou veilles de fêtes).

### LES COMMUNARDS

Nous avons reçu une lettre ronéoté portant cette signature, sans indication d'adresse. Elle déclare émaner d'un groupe de travailleurs et a été adressée à différents groupes. Elle contient des critiques avec lesquelles nous ne pouvons qu'être d'accord, et certains points de vue avec lesquels, par contre, nous sommes en désaccord. Pour préciser et approfondir les points soulevés dans ce texte, nous souhaiterions que ces camarades entrent en contact avec I.C.O. (cette lettre sera publiée dans Liaisons numéro 3).

### SOUSCRIPTION EXTRAORDINAIRE POUR L'AIDE IMMEDIATE A P. VALPREDI

Jusqu'au 25 février 71, l'avocat G. Calvi, défenseur de P. Valpreda, n'a reçu aucune aide matérielle pour faire face aux dépenses légales et aux soins médicaux. Valpreda doit prendre connaissance de tous documents officiels (ce qui est payant et coûte très cher) du procès, et il doit se faire soigner en clinique. Tels sont ses besoins immédiats. La souscription est ouverte à la librairie : « La Vecchia Talpa, C. so Garibaldi - 44 - 20121 - Milano - Italie ».

### FONDEMENTS ECONOMIQUES DU COMMUNISME

Cette nouvelle brochure d'I.C.O. tente d'aborder les problèmes de la production et de la distribution communistes. Elle veut être le point de départ d'une discussion et d'une recherche sur la réalisation de la société communiste.

*Sommaire* : L'approche d'un problème essentiel - Le mouvement des conseils en Allemagne - Sigles et abréviations - Le temps de travail social moyen - Préface à l'édition allemande des principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes - Bibliographie.

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :

24 F (France) - 30 F (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.

# PUBLICATIONS

## NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1968 : 75, 76, - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95-96, (ce dernier numéro, ronéoté, de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, 99, 100, 101-102, 103-104.

## BROCHURES D.I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F).
- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA CYBERNETISATION (1 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE : (2,50 F - commande directe à I.C.O.).
- I.C.O.-LIAISONS n° 1 (compte rendu de la rencontre du Bessat 1969 et opinions sur cette rencontre) - n° 2.

## Textes de base disponibles

- **LENINE PHILOSOPHE**  
(collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek).
- **PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS**  
(S. Bricianer) (Editions E.D.I.).
- **REPOSE A LENINE**  
(A. Gorter).

## ● THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL

(en anglais - brochure de Solidarity) (ces quatre ouvrages sont disponibles à prix réduit - demander à I.C.O.) (retard dans les envois dû à la grève des postes en Grande-Bretagne).

## AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

*Dorénavant, nous n'accepterons plus en dépôt des publications, même de groupes pouvant participer au travail d'I.C.O., sauf si l'ouvrage en question est considéré par les camarades de Paris comme un ouvrage de base sur les grandes lignes duquel ils seraient d'accord.*

*Les publications qui suivent sont ce qui nous reste de dépôts antérieurs (quelques exemplaires seulement, sauf pour Archinoir n° 3) ; après diffusion, ce dépôt ne sera pas renouvelé :*

- LE SABOTAGE (Pouget) (enveloppe timbrée à 0,50).
- ARCHINOIR n° 2 (2 F), n° 3 (2,50 F).
- PARIS MAY 68 (en anglais, brochure de Solidarity) (1 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (n° 5, 6, 7) - Les thèses sur la révolution chinoise (n° 4) sont épuisées.

## ABONNEMENTS et EXPEDITIONS

- WILHELM REICH - « PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME » - Les camarades qui avaient fait l'acquisition du premier tome, peuvent se procurer le deuxième (prix : 5 F) (seul ce 2e tome est actuellement disponible).

Pour ceux qui n'avaient pas acquis le premier tome, il est fait une édition unique de deux tomes au prix de 10 F (s'adresser à I.C.O.).

**Un camarade demande les anciens n°s d'I.C.O. de 1 à 49 - le n° 51 - et de 53 à 74.**